

# programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL  
THEORETICAL REVIEW OF THE INTERNATIONAL COMMUNIST PARTY

## SOMMAIRE

- **Encore sur crise et révolution** ..... 1
- **« Proletarian Dictatorship » and « Socialist Society » In the New Chinese Constitution** ..... 11
- **Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxemburg : II. Guerres Impérialistes et guerres nationales** ..... 18
- **Parliamentarism at the Second Congress of the Comintern** 52
- **Inde : la « révolution verte » annonce la couleur** ..... 85
- **Note de lecture : Gramsci, Bordiga et... « Lotta Continua »** 93
- **The International Communist Party - Some Publications of the ICP** ..... 98
- **Sommaires des numéros disponibles de « Programme Communiste » (Années 1969 à 1974)** ..... 102

### WHAT DISTINGUISHES US :

is the assertion of the line which goes from the Communist Manifesto to the Russian October Revolution and the foundation of the Communist International; the struggle against the degeneration of Moscow, the rejection of Popular Fronts and of the Resistance blocs; the difficult task of restoring the revolutionary doctrine and organization in connection with the working class, against personal and parliamentary politics.

### CE QUI NOUS DISTINGUE :

la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

# Encore sur crise et révolution

Un peu plus d'un mois après la réunion à Moscou des « représentants de l'aile la plus révolutionnaire de l'humanité » participant au 1<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, Lénine et Trotsky répondaient à une des questions posées à la théorie par la rude voix des faits, une question cyniquement exploitée par les menchéviks et les centristes du monde entier. Le parallélisme significatif des réponses des deux grands révolutionnaires ne devait rien au hasard. En paraphrasant Lénine, la question pourrait être formulée ainsi : pourquoi a-t-il été aussi facile que de « soulever une plume » de commencer la révolution socialiste « en Russie, pays de Nicolas II et de Raspoutine », alors qu'il est « bien plus difficile de commencer la révolution en Europe » (où il sera plus facile de la *continuer*, ce qui inversement, sera bien plus difficile en Russie) ? (1). Ou, en paraphrasant Trotsky : comment expliquer ce phénomène « à première vue inexplicable », que, « contrairement à la direction du développement capitaliste d'Ouest en Est, la révolution prolétarienne se développe de l'Orient vers l'Occident » (2), c'est-à-dire à partir des pays les plus arriérés d'Europe — la Russie, puis la Hongrie, enfin la Bavière — vers les plus évolués ? Comment se fait-il qu'elle suive une ligne allant en sens inverse du mouvement impétueux d'exportation du capital financier et, avec lui, de transformation capitaliste de pays essentiellement agraires encore pris dans les entraves de modes et de rapports de production pré-bourgeois, pour culminer au seuil des forteresses *bien plus difficiles à enlever* de l'impérialisme européen et

---

(1) Les phrases citées figurent dans le *Rapport sur la guerre et la paix* au VII<sup>e</sup> Congrès du P.C. (b) R., 7 mars 1918 (Lénine, *Œuvres*, tome 27, pp. 90 et 95). Lénine reprend la même idée dans *La III<sup>e</sup> Internationale et sa place dans l'histoire*, 15 avril 1919, *Œuvres*, tome 19, p. 313.

(2) L. Trotsky, *En route : Pensées sur la marche de la révolution*, *Izvestia*, 29 avril et 1<sup>er</sup> mai 1919. Republié in : Trotsky, *The First Five Years of the Communist International*, New York, Plough Press, 1972, vol. I, p. 61 (retraduit de l'anglais).

mondial ? Ce « décalage » (pour parler comme Trotsky), cette « contradiction » (comme disait Lénine), constituaient-ils un démenti du marxisme et une condamnation de la révolution d'Octobre ? Ou bien apportaient-ils au contraire une confirmation éclatante du premier et une revendication historique de la seconde ?

Si nous rappelons aujourd'hui ces deux textes « jumeaux » de 1919, ce n'est pas pour essayer de comprendre le « phénomène » dont l'explication théorique sollicitait l'esprit de Lénine à sa table de travail du Kremlin, et celui de Trotsky dans le train qui l'emmenait d'un bout à l'autre de l'immense réseau de la guerre civile, telle une infatigable navette tissant la trame de la victoire, c'est-à-dire le phénomène de la « contradiction entre le retard de la Russie et son « bond » *par-dessus* la démocratie bourgeoise » (3). C'est plutôt pour trouver la clef du phénomène inverse — celui d'hier, *mais plus encore*, d'aujourd'hui — c'est-à-dire l'explication de la « contradiction » entre le degré plus qu'avancé du développement capitaliste en Occident et le fait que ce dernier reste obstinément dans le marais de la démocratie bourgeoise ; l'explication du retard effrayant mis à sauter *par-dessus* ce marais pour aller vers la révolution socialiste. C'est un sujet d'une brûlante actualité, que nous avons déjà abordé ici même (4), mais sur lequel la vie elle-même exige de revenir, dans le droit fil de formulations vieilles de plus d'un demi-siècle mais qui ont la vigueur des pages d'or du marxisme.

\*\*

Identique dans les deux textes, la réponse au problème posé est développée de façon plus complète sur le plan *théorique* par Trotsky (le texte de Lénine étant essentiellement polémique et politique). Analysant le cas de l'Angleterre, « *le plus vieux pays capitaliste d'Europe et du monde* » et en même temps « *le plus conservateur du point de vue de la révolution prolétarienne, surtout au cours du dernier demi-siècle* », Trotsky écrit : « Si le marxisme nous enseigne que les rapports de classe naissent du processus de production, et que ces rapports correspondent à un certain niveau de développement des forces productives ; s'il enseigne encore que toutes les formes d'idéologie, et en tout premier lieu la politique, correspondent à des rapports de classe donnés, cela ne signifie absolument pas qu'entre la politique, l'alignement des classes et la production il y ait de simples rapports mécaniques que l'on pourrait calculer au moyen des quatre opérations arithmétiques. Leurs rapports réciproques sont au contraire extrêmement complexes. On ne peut interpréter dialectiquement le cours du développement d'un pays, y compris son développement révolutionnaire, qu'en partant de l'action, de la réaction et de l'interaction de tous les facteurs matériels et superstructurels, tant nationaux que mondiaux, et non pas au

---

(3) Lénine, *La III<sup>e</sup> Internationale et sa place dans l'histoire*, op. cit., p. 311.

(4) Cf. *Crise et révolution*, in *Programme Communiste* n° 63.

*moyen de juxtapositions superficielles et d'analogies formelles* » (5). C'est précisément l'accumulation d'un enchevêtrement de facteurs objectifs et subjectifs antérieurs qui empêchait alors qu'à la courbe du développement de la crise économique corresponde *directement* la courbe du développement de la crise révolutionnaire dans des pays qui, du point de vue des forces productives, étaient cependant plus mûrs pour celle-ci. Ainsi, par un des nombreux « caprices » apparents de la dialectique historique, c'était précisément « l'entrée précoce de l'Angleterre dans la voie du développement capitaliste et du pillage du monde », avec la position privilégiée ainsi assurée « non seulement à sa bourgeoisie mais aussi à une fraction de la classe ouvrière », avec le réservoir de ressources contre-révolutionnaires que le capitalisme britannique tirait d'une longue tradition parlementaire et de l'art, acquis par son intermédiaire, d'utiliser les moyens les plus raffinés de corruption matérielle et idéologique des classes opprimées, qui expliquait — sans que les marxistes y trouvent raison de se désespérer — « le décalage entre le développement capitaliste de la Grande-Bretagne et son mouvement socialiste conditionné par une combinaison provisoire de forces historiques ». De la même façon, le jeu complexe des rapports de classe en France devenait clair, à travers ses mécanismes *apparemment* mystérieux, à partir du moment où l'on faisait entrer en ligne de compte le « village français, extrêmement vivace, tenace, têtue et petit-bourgeois », le « lien des souvenirs et des traditions communs à une couche considérable de la classe ouvrière et aux éléments de gauche de la démocratie bourgeoise » qui s'était noué à partir des souvenirs de 89 et de 93, et enfin l'ambivalence typique d'une classe dominante qui d'une part « séduit les masses populaires, y compris les ouvriers, par un étalage théâtral de tendances antidynastiques, anticléricales, républicaines, radicales, etc. », et qui d'autre part « exploite les avantages qu'elle tire de son ancienneté et de sa situation d'usurière mondiale pour faire échec au développement de formes nouvelles et révolutionnaires d'industrialisation en France même » en expédiant ses capitaux à l'étranger. Et Trotsky ajoutait : « Seule une analyse des conditions *économiques et politiques* de l'évolution de la France, et qui plus est *pas seulement à l'échelle nationale mais internationale*, peut expliquer pourquoi le prolétariat français, divisé après l'héroïque éruption de la Commune en groupes et sectes, d'un côté les anarchistes et de l'autre les « possibilistes », s'est montré incapable d'engager une action révolutionnaire ouverte de classe, de lutter directement pour la conquête du pouvoir ». Il existait enfin un parallélisme évident entre le vertigineux essor capitaliste de l'Allemagne après la guerre franco-prussienne de 1870 — essor tardif par rapport à l'Angleterre et à la France mais avantagé *précisément pour cette raison* par la possession d'une technologie ultra-moderne et d'une « science » de la gestion et de l'organisation inconnue des deux filles aînées de la révolution industrielle — et d'autre part la croissance non moins extraordinaire du mouvement ouvrier organisé et du niveau de vie des grandes masses, jusqu'à la transformation de la social-démocratie allemande, joyau de la II<sup>e</sup> Internationale dans ses

---

(5) Trotsky, *op. cit.*, p. 53.

meilleures années, en « incarnation vivante du fétichisme organisationnel » au service de la contre-révolution capitaliste (6).

Mais pour Trotsky l'explication ne pouvait s'en tenir à l'analyse des particularités du développement historique dans les principaux pays occidentaux. Elle était *plus générale* et prenait presque l'aspect d'une loi (comme nous l'avons rappelé dans l'article *Crise et révolution*, cette notion sera reprise au troisième Congrès de l'Internationale en 1921) :

« Dans son développement « naturel », la production capitaliste est une reproduction constamment élargie. [...] La production capitaliste élargie approfondit les contradictions du capitalisme. Le prolétariat croît numériquement [...], devient organisé et instruit, et constitue ainsi une puissance de plus en plus forte. Mais cela ne signifie pas le moins du monde que la classe ennemie, la bourgeoisie, demeure immobile. La production capitaliste élargie implique au contraire une croissance simultanée de la puissance économique et politique de la grande bourgeoisie. Celle-ci ne se contente pas d'accumuler des richesses colossales, elle concentre dans ses mains l'appareil administratif de l'Etat qu'elle subordonne à ses propres fins. Avec un art toujours plus raffiné, elle atteint ses buts en faisant alterner la férocité impitoyable avec l'opportunisme démocratique. Le capitalisme impérialiste peut exploiter les formes de la démocratie d'autant plus à fond que la dépendance des couches petites-bourgeoises de la population à l'égard du grand capital se fait plus dure et insurmontable. Grâce au suffrage universel, la bourgeoisie est capable de transformer cette dépendance économique en dépendance politique.

---

(6) « L'histoire a été ainsi faite, écrivait Trotsky dans un article antérieur, qu'à l'époque de la guerre impérialiste la social-démocratie allemande s'est révélée, nous pouvons maintenant l'affirmer avec une complète objectivité, comme le facteur le plus contre-révolutionnaire de l'histoire mondiale. Mais la social-démocratie allemande n'est pas un accident, elle n'est pas tombée du ciel, elle a été créée par les efforts de la classe ouvrière allemande pendant des dizaines d'années de construction et d'adaptation ininterrompue aux conditions existantes dans l'Etat capitaliste-junker. L'organisation de parti et les syndicats liés à celle-ci puisèrent dans le milieu prolétarien les éléments les meilleurs et les plus énergiques, pour les façonner ensuite psychologiquement et politiquement. Quand la guerre éclata, et donc quand vint le moment de la grande épreuve historique, il se révéla que l'organisation ouvrière officielle agissait et réagissait non comme l'organisation de combat du prolétariat contre l'Etat bourgeois, mais comme un organe auxiliaire de l'Etat bourgeois pour discipliner le prolétariat. La classe ouvrière s'est trouvée paralysée parce que sur elle pesait non seulement tout le poids du militarisme capitaliste, mais aussi l'appareil de son propre parti. Les souffrances de la guerre, ses victoires, ses défaites, brisèrent la paralysie de la classe ouvrière allemande, la libérèrent de la discipline du parti officiel. Celui-ci se brisa en deux. Mais le prolétariat allemand resta sans organisation révolutionnaire de combat. Une fois de plus, l'histoire révéla au monde une de ses contradictions dialectiques : c'est précisément parce que, à l'époque précédente, la classe ouvrière allemande avait consacré le plus clair de ses énergies à construire un appareil organisationnel se suffisant à lui-même, qui occupait la première place dans la II<sup>e</sup> Internationale [...], que, dans une nouvelle période, au moment du passage à la lutte révolutionnaire ouverte pour la conquête du pouvoir, elle s'est révélée complètement désarmée sur le plan organisationnel ». (Trotsky, « Une révolution rampante », *Pravda*, 23 avril 1919, *op. cit.*, p. 44).

« Une conception mécanique de la révolution sociale réduit le processus historique à une augmentation ininterrompue et à un renforcement organique continu du prolétariat, jusqu'au moment où, embrassant « l'énorme majorité de la population », il prend en main, sans combat ni même une escarmouche, la machine économique bourgeoise et l'appareil d'Etat, comme un fruit mûr qui ne demandait qu'à être cueilli. Mais en réalité l'accroissement du rôle productif du prolétariat va de pair avec l'accroissement de la puissance de la bourgeoisie. Au fur et à mesure que le prolétariat s'unifie sur le plan de l'organisation et s'éduque sur le plan politique, la bourgeoisie est obligée à son tour de perfectionner son appareil de domination et de dresser contre le prolétariat de nouvelles couches de la population, y compris les soi-disant nouvelles classes moyennes, c'est-à-dire les intellectuels de profession, qui jouent un rôle très important dans la machine économique capitaliste. *Les deux adversaires se renforcent simultanément.*

« Plus un pays est puissant du point de vue capitaliste — toutes choses égales par ailleurs —, plus l'inertie des rapports de classe « pacifiques » y est forte, et plus la poussée nécessaire pour arracher les deux classes ennemies, le prolétariat et la bourgeoisie, à l'état d'équilibre relatif, et pour transformer la lutte de classe en guerre civile ouverte, doit être forte. Une fois allumée, la guerre civile sera — toutes choses égales — d'autant plus dure et acharnée que le niveau de développement capitaliste atteint par le pays en question est élevé. Plus les ennemis sont forts et organisés, plus le volume de ressources matérielles et idéologiques dont chacun dispose est important » (7).

Gardons-nous à notre tour d'appliquer de façon mécanique à la situation d'aujourd'hui, en faisant abstraction de l'ensemble des facteurs qui altèrent l'équilibre instable entre les classes, un tableau d'une lucidité aussi prophétique (qui rend compte aussi bien de la « révolution manquée » voire non commencée en Europe à l'époque, que de la genèse du fascisme après la contre-révolution sous le signe de la social-démocratie). Après plus d'un demi-siècle, l'inertie des traditions démocratiques et réformistes a augmenté à mesure même que la contre-révolution stalinienne *désorganisait* le prolétariat comme force de classe et déformait et empêchait son « éducation *politique* ». Certes, le prolétariat a augmenté sur le plan numérique, mais « les chiffres ne pèsent dans la balance que dans la mesure où ils sont unis par l'organisation et guidés par la connaissance ». Or ce sont précisément ces deux pôles *inséparables* (l'organisation sans connaissance ne pesant pas plus dans la balance des luttes de classe que la connaissance sans organisation) que stalinisme et social-démocratie ont travaillé ensemble à démolir. Les traditions nationales en France ont sans doute pâli, Westminster n'est plus le phare aveuglant d'autrefois, le lustre du « fétichisme organisationnel » allemand s'est terni dans la déchirure irréversible de l'Allemagne ; mais d'autres ressources matérielles et idéologiques ont pris leur place pour asservir, abrutir, corrompre et paralyser la classe exploitée,

---

(7) L. Trotsky, *En route...*, *op. cit.*, pp. 57-58.

des méthodes encore plus subtiles et traîtresses et donc aux effets encore plus durables — comme la « démocratie » dans... l'atelier, l'usine, l'école, le quartier, la commune, la région, etc. Le mythe de l'individu souverain que l'on consulte est démenti chaque jour davantage par la concentration et la centralisation croissantes de l'économie capitaliste et de son appareil de domination. Le mythe de la patrie est démenti chaque jour davantage par le caractère international du capital. Et pourtant, ces deux mythes vivent d'une inertie tenace dans la « conscience renversée » des « organisations ouvrières ». Toute l'expérience de deux après-guerre mondiaux peut se résumer en deux leçons : 1) la « paix » capitaliste n'est qu'un chapelet de conflits renaissant sur le plan local, régional, voire continental ; 2) les réformes internes que la bourgeoisie sort à jet continu sont rendues vaines, même quand elles reçoivent un début d'application, par l'insécurité croissante du terrain sur lequel elles reposent. Et pourtant, quoi de plus répandu que l'idéologie de la coexistence pacifique à base d'échanges « équitables », quoi de plus institutionnalisé que la pratique de la « politique contractuelle » en matière de salaires, d'emploi, de « garantie » des droits, entre syndicats, organisations patronales et gouvernements ? Ces procédés ne sont plus des facteurs purement superstructurels : ce sont eux-mêmes des forces matérielles *objectives* enracinées et incorporées dans le « système » ; des instruments de mobilisation de la classe ouvrière *contre elle-même*, tout comme la trique même purement verbale du contremaître dans le « grand automate » de la fabrique mécanisée décrit par Marx ; des véhicules de l'œuvre subtilement réformiste qui permet, après les bains de sang périodiques, d'assaisonner la reprise de l'économie avec les mille et une mesures « sociales » dont la gamme, « là où la production industrielle est florissante [...], crée pour le salarié un nouveau type de réserve économique, une petite garantie patrimoniale à perdre, analogue dans un certain sens à celle de l'artisan et du petit paysan », si bien que « le salarié a donc quelque chose à risquer et (phénomène que Marx avait déjà constaté dans l'« aristocratie ouvrière ») cela le rend hésitant et même opportuniste au moment de la lutte syndicale et à plus forte raison de la grève et de la violence » (8). Celui qui voudrait mesurer le degré de maturation des prémisses de la révolution à l'aide de simples courbes statistiques traduisant les contradictions internes du mode de production existant, sans mettre dans la balance le poids massif des *forces opposées* opérant avec ténacité au sein de la classe ouvrière, s'interdirait de comprendre le terrible fossé qui sépare aujourd'hui encore crise économique et révolution prolétarienne.

L'ampleur, la profondeur et la durée des dévastations commises par l'opportunisme stalinien et social-démocrate se mesurent en parcourant, ne serait-ce qu'à grands traits, l'arc d'un demi-siècle de crises récurrentes. Quand Trotsky écrivait les lignes que nous avons citées, la force d'inertie du conservatisme social persistait bien entendu, mais elle était incapable de transformer comme aujourd'hui le mouvement ouvrier organisé en un tas

---

(8) *Parti révolutionnaire et action économique*, 1952 (publié dans *Le Prolétaire* n° 121, 14-2-72).

de ruines, et le monde bourgeois d'après-guerre en un paradis de reconstruction ordonnée sous le signe de la *société de consommation de l'Etat-providence*. Et il est vrai que, « plus lente à venir que nous le supposions », s'étant heurtée à la forteresse ennemie de l'Etat fort, démocratique d'abord, puis fasciste, la révolution dans les pays de capitalisme plus que mûr avait été « bien plus difficile à commencer » que dans la « barbare Russie ». Mais pour éteindre l'incendie à sa naissance la bourgeoisie (et ses laquais social-démocrates) avaient dû déployer d'énormes efforts. La victoire du stalinisme précéda d'un peu plus de deux ans, sous le slogan de la « stabilisation du capitalisme », le « vendredi noir » américain et mondial de 1929 : ce qui sortit des brefs sursauts de l'époque, ce n'est pas la révolution prolétarienne mais la montée sanglante du nazisme. Puis ce fut la guerre, sans même qu'un sursaut vienne s'y opposer (contrairement à ce qu'attendait Trotsky, oubliant ce qu'il avait écrit en 1919 et 1921). Bien au contraire, des fleuves de sang prolétarien furent *offerts* en un sacrifice inutile au nom soit du « socialisme dans un seul pays » soit de la démocratie universelle. C'est sous ce signe qu'est né le second après-guerre, cette orgie d'accumulation sans précédent de capital sur les ruines du massacre, cette bacchanale de la démocratie *forte* et en même temps hypocritement « généreuse ». Sur le plan des organisations immédiates de la classe ouvrière, l'opportunisme à la enième puissance des partis qui les contrôlent a ouvert la voie à un nouveau cycle d'intégration à l'Etat que non seulement il n'a pas combattu mais qu'il a même favorisé. Ce cycle a lui-même ouvert la voie, sur le plan économique et sur le plan politique, à un cycle renouvelé d'accumulation et de concentration capitaliste. Au poids croissant du travail mort correspond, il est vrai, le poids numérique croissant du travail vivant, mais alors que le mouvement du premier est agressif, le second, à quelques exceptions près, se tient tranquille. Constatant en 1951 que nous étions au fond de la dépression et qu'une reprise révolutionnaire n'était pas concevable avant de longues années, notre Parti écrivait : « La longueur de cette période de dépression correspond à la gravité de la vague de dégénérescence, ainsi qu'à la concentration toujours plus grande des forces capitalistes adverses. D'une part l'opportunisme stalinien réunit les pires caractéristiques des deux vagues précédentes [d'opportunisme], et d'autre part le processus de concentration capitaliste est beaucoup plus poussé aujourd'hui qu'après la première guerre mondiale » (9). Il serait peut-être d'ailleurs plus exact de dire que les deux phénomènes *se sont mutuellement conditionnés* : d'une part le processus de concentration et d'accumulation capitaliste pouvait reprendre sur une échelle inconnue jusqu'alors *parce que* dans le corps de la seule classe capable de s'opposer à son cours dans les « escarmouches quotidiennes » pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail, puis de le briser dans la guerre civile révolutionnaire, l'organe vital, le parti mondial, avait auparavant été transpercé ; d'autre part, l'opportunisme se nourrissait de la reprise sans entraves de ce processus, en prospérant sur les faux-frais et les « frais de représentation » du enième *boom* productif.

---

(9) *Thèses caractéristiques du Parti*, décembre 1951, *Défense de la continuité du programme communiste*, Edition Programme Communiste, Paris, 1973, p. 188.



Dans la paralysie du mouvement communiste international après 1926, l'Amérique était (péniblement) *sortie* de la crise du « vendredi noir » en pratiquant avec le *New Deal* la politique désormais rituelle de collaboration entre gouvernement, patronat et syndicats. En 1974-1975, le capitalisme *entre* dans la crise avec cette même collaboration *déjà* en fonctionnement. S'il peut se vanter de « garantir » des salaires, des retraites, des emplois, *c'est parce qu'on lui a garanti* longtemps à l'avance *sa survie*. Mais ce n'est pas tout : en pleine crise, le cri du cœur des syndicats et des partis ouvriers (investissements, changement des structures, halte au gaspillage des deniers publics, etc.) ne diffère que par la forme de celui que lance le patronat : « Relance ! », « Augmentation de la productivité ! » et « Etat Fort ! » (démocratique, certes, mais robuste, contre la criminalité, l'absentéisme, le parasitisme, pour l'instant ; contre d'éventuelles poussées révolutionnaires, demain). A l'heure du danger le capitalisme revient... à l'époque du passage de la manufacture à la grande industrie quand, comme le rappelait Marx, le docteur Ure répétait après Cunningham qu'« il faut que l'ordre soit établi d'une manière ou d'une autre » et que « Arkwright a créé l'ordre » (10). Mais les Arkwright modernes ont besoin de l'indispensable soutien des porte-paroles « ouvriers » de la « responsabilité », de l'« auto-discipline » et de la « cogestion de la crise » au niveau de l'entreprise et au niveau national. Le secrétaire général du P.C. italien, Berlinguer, ne vient-il pas de répéter pour la *en*nième fois qu'« *efficacité, rigueur et stabilité* administrative et politique au service du peuple italien [mais cela vaut pour tous les peuples de tous les Berlinguer du monde] ne peuvent aujourd'hui être garanties qu'en allant à gauche, c'est-à-dire avec la contribution *objectivement irremplaçable* du PCI, de ses liens avec les classes travailleuses et de ses qualités d'honnêteté, de compétence, de loyauté envers ses alliés, de désintéressement, de *dévouement passionné* aux intérêts réels des travailleurs et du Pays » ? (11). L'opportunisme n'a pas seulement « laissé faire » l'accumulation monstrueusement élargie du capital, il lui a prêté main-forte.

Voilà pourquoi même la lutte économique de résistance contre le capital est si lente à renaître ; voilà pourquoi le capitalisme a pu accumuler, après le bain de jouvence de la seconde guerre impérialiste, une quantité gigantesque de forces productives (ou, en alternance, destructives) sans que la classe historiquement appelée à l'abattre ait seulement *tenté* d'en prendre autoritairement et définitivement possession, sans même qu'elle ait retrouvé son programme, les principes de sa stratégie et de sa tactique, son organisation de parti, d'où, en somme, l'effroyable retard de la crise politique de classe par rapport à la crise sociale et économique du régime.

---

(10) *Le Capital*, Livre I, ch. XIV, Ed. Sociales, II, p. 56. Le cri du cœur des capitalistes réclamant l'Etat fort ne dément en rien ce qu'écrivait Marx, à savoir que « l'autorité dans l'atelier et celle dans la société, par rapport à la division du travail, sont en *raison inverse* l'une de l'autre » (*Misère de la philosophie*, Ed. Sociales, p. 143). L'« Etat fort » ne supprime ni l'anarchie des producteurs indépendants dans un pays, ni la « division du travail » entre les partis dans la gestion des intérêts communs, et il *exacerbe* l'anarchie des nations productrices sur l'arène mondiale.

(11) *L'Unità*, 16-2-75.

Qu'on ne vienne pas nous dire que le simple fait de constater ce retard revient à s'avouer vaincus. L'objection ne vaudrait guère mieux que le raisonnement de ceux qui en 1921 concluaient que Lénine et Trotsky — surtout eux deux, qui étaient les plus sévères à l'égard de la « phrase » démagogique — avaient perdu toute foi dans le potentiel explosif de la crise d'après guerre et dans les potentialités révolutionnaires du prolétariat européen parce qu'ils avertissaient qu'il ne fallait pas s'imaginer que la bourgeoisie des pays capitalistes avancés n'attendait plus que... l'huissier qui allait la mettre à la porte après sa condamnation devant le tribunal de l'histoire (12).

Pour les marxistes, les faits historiques, comme les chiffres des statistiques, ne connaissent ni l'optimisme ni le pessimisme : ils signifient simplement un rappel sévère aux *tâches toujours vastes et aujourd'hui immenses* qu'il faut affronter et assumer, dans la ligne de positions stratégiques et tactiques bien définies, en fonction des rapports de forces et de leurs perspectives de développement, face à un adversaire dont les tentacules se sont, grâce à l'opportunisme, très profondément incrustées autour des membres de la classe ouvrière. A la longue, la crise économique agira comme un « accélérateur » sur les antagonismes qui couvent aujourd'hui, encore inexprimés, au sein du mode de production capitaliste et de la société bourgeoise : l'élan frénétique que les forces de la conservation sociale essaient d'imprimer aux cycles renouvelés de production et de reproduction élargie du capital exacerbera l'opposition entre le volume de celle-ci et l'étroitesse des bases *privées* de l'appropriation des produits et des bases *nationales* de leur production à la recherche d'une place sur le marché mondial rempli de concurrents rien moins que pacifiques. Elle détruira les équilibres réalisés à grand-peine, en aggravant les déséquilibres toujours existants, en détruisant les « garanties » économiques et sociales qui paraissaient éternelles et en faisant sauter ces « réserves patrimoniales » qui semblaient acquises, même aux prolétaires, comme autant de « droits » gravés sur des tables de bronze, en détruisant les illusions enracinées et en minant les bases des anciennes « certitudes ». Lentement, mais avec de brusques sursauts, elle réveillera de sa torpeur la lutte revendicative et tendra à briser les forces qui essaient de la discipliner en l'émiettant ou en la contenant.

C'est pour cela qu'il faut dès maintenant regarder courageusement en face l'inertie des facteurs qui retardent la reprise de la lutte de classe : il n'y a pas pire défaitisme, surtout aujourd'hui, que la légèreté irresponsable de ceux qui crient : « il n'y a plus de place pour l'opportunisme ! », ou encore : « les prémisses objectives de la révolution existent ; *il ne manque plus* que la direction révolutionnaire ! ». La première thèse est fautive et

---

(12) Ce n'est pas un hasard ni une question de « personnes » si les plus bouillants critiques d'alors, les théoriciens de l'offensive à tout prix et en toute situation, ont par la suite dégringolé en bas de leur échelle, à commencer par ce Pogany qui, réincarné sous le nom de Pepper, se fit en Amérique le propagandiste du « parti ouvrier et paysan » du sénateur La Follette avant de finir comme sous-fifre de Staline dans la lutte contre l'opposition de gauche...

donc paralysante ; quant à la seconde, l'absence d'une direction révolutionnaire est loin d'être une bagatelle, car c'est bien plus de la moitié des conditions de la révolution qui font alors défaut. « La révolution ne se fait pas sur commande ; elle se développe », disait Lénine en mai 1917. « On ne fait pas les révolutions, on les dirige », disait un de nos textes de 1921. Mais pour les « développer » et les « diriger », il faut avoir su s'y préparer à temps, et cette préparation ne se fait pas en vase clos et ne se limite pas à la formation théorique, politique, organisationnelle de « cadres » bien sélectionnés. Elle s'effectue à travers l'affrontement quotidien avec les forces ennemies, depuis celles qui sabotent la lutte la plus modeste pour un salaire moins misérable, une journée de travail moins abrutissante, une allocation chômage qui ne soit pas l'équivalent d'une condamnation à la mort lente, jusqu'à celles qui empêchent d'effectuer le *saut qualitatif* depuis les luttes économiques dispersées compatibles avec l'existence du régime bourgeois jusqu'à la bataille politique générale pour abattre ce régime, en les canalisant dans le lit conservateur de la démocratie. Elle se cimente dans l'affrontement avec les « inerties » de la lutte trade-unioniste pour lui assurer un minimum d'autonomie de classe et pour faire renaître chez les prolétaires les plus combattifs le sens de l'antagonisme entre capital et travail, qui avait été estompé par mille voiles idéologiques et par les « bénéfiques » matériels. En un mot, elle s'accomplit au travers d'une difficile *remontée*, à partir du *point le plus bas* de la tension sociale, avec une conscience lucide, sans jamais être démobilisatrice, des responsabilités présentes et futures qu'elle implique.

Le capitalisme ne peut sortir d'une crise dont nous avons exactement prévu la date qu'en créant les conditions de crises encore plus vastes et plus profondes et, à la limite, d'un troisième conflit mondial qui n'est aujourd'hui qu'une menace et qui pourrait être demain une féroce réalité. S'il y a « un train à ne pas manquer », ce n'est pas celui d'une révolution dont des irresponsables prétendent posséder toutes les clés *sauf une* — qui est naturellement, comme toujours, la clef décisive — mais celui de la *préparation* de ses conditions élémentaires. Celles-ci ne tombent pas du ciel ; elles ne jaillissent de la terre nue des conflits sociaux que si le parti, aussi embryonnaire que soit sa force physique, la féconde de son action, en se battant avec autant de ténacité pour les objectifs immédiats que pour les buts finaux du mouvement prolétarien, en acceptant le terrain des luttes revendicatives mais en construisant *dans ces luttes et au delà de ces luttes* le terrain de la guerre de classe pour la révolution communiste.

Voilà la « grande occasion » que, *malgré tout*, la crise économique actuelle offre à l'avant-garde prolétarienne.

# « Proletarian Dictatorship » and « Socialist Society » in the New Chinese Constitution

It was Stalin's sad privilege to proclaim in 1926 that « socialism was being constructed » in Russia — that is to say in one single country. He thus launched the astounding doctrine according to which socialist society can be born simply as a result of a legal proclamation. In a last desperate attempt to defend Marxism the Opposition recalled in vain that no one in the Bolshevik Party had up to that time dared to deny that « the term *Soviet Socialist Republic* », which expressed the indisputable *political* fact of the violent conquest of power by the working class and its dictatorial exercise by the Communist Party « [does not imply] that the existing economic system is recognized as a socialist order » (1). While holding power, the Bolshevik dictatorship laid down the basis of socialism but did not construct it and could not construct it since it explicitly set for itself the more modest task of bringing an economy which was in the most part pre-capitalist under its dictatorial control and directing it in the way towards state capitalism — all the while waiting for the proletarian revolution to occur in at least some advanced capitalist countries. Especially in a backwards country — but also in the hypothesis of *one* advanced capitalist country — to speak of socialism in a single, isolated state outside of the international proletarian revolution is monstrous, and for the proletarians whose historical interests are incarnated in the party it is a cynical *fraud*.

But any opposition was in vain : seated at his table, the « Father of the Peoples », the « Himalaya of Thought », the « Kindly Interpreter of Marxism-Leninism », the future executioner of the old Bolshevik guard and of Red

---

(1) Lenin, *The Tax in Kind* (April 1921), *Works*, vol. 32, p. 330. Lenin quotes a passage from his 1918 pamphlet, *The Chief Task of Our Day*. « Left-Wing » *Childishness and the Petty-Bourgeois Mentality*.

October, secretary General Joseph Stalin put his signature and his seal of notary among notaries on the « new economic order » and thus it became « socialist » by an act of the Holy Ghost with the bursting applause of an abject crowd of boot lickers. Nearly thirty years later, with « socialism » now constructed, the same logic claims that *by a decree* of Stalin in his « Economic Problems of Socialism » the law of value continues to reign in the fully « socialist » economy !

To Mao Tse-tung was to come a still more shameful privilege ; this is not by chance since in the ascending scale of the « thoughts » his is notoriously situated at the summit. When Engels was asked what the dictatorship of the proletariat was he cited the Paris Commune : but this had been established and defended by means of an *armed* struggle, of a *physical* confrontation between classes on the *open* scene of the streets and boulevards of Paris. When the same question was posed to us in the first post-war period we pointed to the still besieged fortress of the Soviets : but this was brought about by the proletarian insurrections of Petrograd and Moscow, by the violent explosion of social antagonisms accumulated in the heart of the old society in Russia and in the world, and by the liquidation of all the internal adversaries, even if they were of « workers » origin, in the fiery trial of the civil war. The Soviet Republic *held out* in an heroic effort to surmount the contradictions inherent in the reality of a predominantly peasant country, trusting the resolution of these contradictions to a higher body — in fact to two, but two inseparable bodies : « the Communist Party and the international federation of the Communist Parties of all countries — the Communist International » (2) which were the organs and instruments of a class war extended to the entire planet. The survival of the Soviets first, then the « passage to socialism », depended upon the fate of that war. It will be necessary to wait for the fateful year 1975 and his Majesty President Mao in order to have the right to a spectacle of a « peoples' democratic state led by the working class and based on the alliance of the workers and peasants » which transforms itself out of itself — like a new Minerva emerging with all its attributes from the head of a new Jupiter — into a « socialist state of the dictatorship of the proletariat led by the working class and based on the alliance of the workers and peasants » (article 1 of the new Chinese constitution) (3) ; and all this *by decree* of an assembly of 2,864 delegates meeting behind closed doors in the secrecy of the National People's Congress, these eight days of bloodless debate being followed by an announcement to the « people » hastened, dumbfoundedly, in order to hear the Word behind cordons of police. The assembly of notaries affixed their signature and their seal and there we have it — the dictatorship of the proletariat ! Oh miracles of « Mao Tse-tung Thought » !

(2) Lenin, *The Role and Functions of the Trade Unions under the New Economic Policy* (1922), *Works*, vol. 33, p. 193.

(3) The citations from the new Chinese constitution are quoted from *Peking Review*, January 24, 1975.

But the giddy profoundness of this « thought » cannot stop at this point. For Marxism « Between capitalist and communist society lies the period of the revolutionary transformation of the one into the other. Corresponding to this is also a political transition period in which the state can be nothing but the *revolutionary dictatorship of the proletariat* » (Marx, *Critique of the Gotha Program*). The kindly « innovator » Mao identifies the proletarian dictatorship with the lower stage of communist society, socialism: the assembly of notaries affixed their signature and their seal and there we have a state of the dictatorship of the proletariat which is, furthermore, socialism! For those who still hold to the ABC of Marxism, the lower stage of communism, socialism, begins when there no longer are classes and when there no longer is a political state and therefore when the dictatorship of the proletariat no longer exists (4). The kindly « innovator » Mao presents us with a « socialism » which, identifying itself with the dictatorship of the proletariat, « covers a considerable long historical period. Throughout this historical period there are classes, class contradictions and class struggle, there is struggle between the socialist road and the capitalist road, there is the danger of capitalist restoration and there is the threat of subversion and aggression by imperialism » (Preamble to the new Chinese constitution). Signed and sealed by an assembly of notaries and there we have Marxism upside down!

For true Marxists, for those who adhere to Marxism without revising, falsifying or enriching it, the lower stage of communism, socialism, is lower precisely because it is a society « which is thus in every respect, economically, morally and intellectually, still stamped with the birth marks of the old society from whose womb it emerges »; therefore « the individual producer receives back from society — after the deductions have been made — exactly what he gives to it » and as that which he has given qualitatively varies from one individual to another and as the needs of individuals vary, the method of distribution of the social product sanctions an inequality which

---

(4) In *State and Revolution*, Lenin writes: « [In the first phase of communist society, i.e. socialism] there is no other standard than that of « bourgeois right ». To this extent, therefore, there still remains the need for a state, which, while safeguarding the common ownership of the means of production, would safeguard equality in labour and in the distribution of products. The state withers away insofar as there are no longer any capitalists, any classes, and, consequently, no class can be suppressed. But the state has not yet completely withered away, since there still remains the safeguarding of « bourgeois right », which sanctifies actual inequality [...] Accounting and control — that is mainly what is needed for the « smooth working », for the proper functioning, of the first phase of communist society [...] All citizens become employees and workers of a single country-wide state « syndicate ». All that is required is that they should work equally, do their proper share of work, and get equal pay [...] When the more important functions of the state are reduced to such accounting and control by the workers themselves, it will cease to be a « political state » and « public functions will lose their political character and become mere administrative functions ». *State and Revolution*, chapter 5, paragraphs 3 and 4, *Works*, vol. 25, pp. 467-473).

is not on the basis « of class » but of « capacities » and therefore of individual « privileges ». This inequality, based on the application of the same unit of measure for all the various types of work, is well expressed by the formula « from each according to his abilities, to each according to his work », which is still far from the fully communist formula « from each according to his abilities, to each according to his needs ». But these « birthmarks » of the old society which still appear in the new are distinguished from the ignoble reality of capitalist society by one small detail: the individual producer « receives a certificate from society that he has furnished such and such an amount of labor (after deducting his labor for the common funds), and with this certificate he draws from the social stock of means of consumption as much as costs the same amount of labor. The same amount of labor which he has given to society in one form he receives back in another » (*Critique of the Gotha Program*). But this certificate cannot be saved, accumulated or exchanged as a monetary equivalent against other commodities: in other words, it is not a wage, it is not that which the bourgeois economists, and Mao along with them, call « income from work ». If it was a wage the society would be capitalist since the relationship of wage labor suffices to define capitalism. Article 9 of the Chinese constitution adopted in 1975 has the impudence to state that « the State applies the socialist principle: « He who does not work, neither shall he eat » and « from each according to his ability, to each according to his work ». Therefore on one hand it pretends once again that socialism has been actually realized, and on the other hand it immediately adds that « the state protects the citizens' right of ownership to their income from work, their savings, their houses [!], and other means of livelihood ». It confirms therefore that *in actuality* Chinese society has not gone beyond capitalism. Moreover, what Chinese worker would claim that he received a certificate with which he could draw from the social funds that which he needed in order to live, instead of securing these things by means of exchange on the market? Who would pretend to be inclined to save certificates when saving them would not yield anything? Or who would claim that they lived in a house which was at their disposal but not their property?

For true Marxists, social ownership of the means of production is certainly the *presupposition* of a socialist economy but it *does not yet* signify a socialist economy: if *commodities* are produced with these means of production which are not owned individually, if the producers of these commodities are paid in *wages*, the « ownership of the means of production » can well be « social » but nevertheless it remains *capitalism*. For true Marxists there are not « two forms » of social ownership (in admitting that the word « ownership » maintains a meaning under socialism) as the new Chinese constitution claims in its obscure designation of « socialist ownership by the whole people » and of the equally obscure « socialist collective ownership by the working people » (article 5): socialism knows only *social ownership and disposal* of the means of production, that

is all (5). In reality Mao only takes up again in a different form the Stalinist distinction between state ownership of industry (which in itself does not yet signify socialism) and cooperative ownership in the kolkhozes. The latter constitutes in reality the formal acknowledgement of the *anti-socialist* principle of a possession and management which is not social but local and co-operative. It is a kind of « group economy » made up of autonomous, but not self-sufficient, productive units (and therefore linked together with each other as well as with the sector of « social ownership » by relations of exchange). This acknowledgement is given further evidence by the right, which is just as Stalinist, of the members of the commune (the Chinese kolkhoze) to « farm small plots for their personal needs [and to] engage in limited household side-line production » (but what means of production are utilized if not their own?).

This is again a negation of the existence of socialism in China, since, if Marxism has any meaning, in socialist society every member of the Society works for the *common social fund* and draws out of it *all* which he needs; he does not work *half* for the collective and *half* for himself; we certainly cannot see why in the world anyone would devote himself to « side-line production » — if not in order to sell the excess of his products on the free market, be it legal or « black », thus denying *ipso facto* the existence of socialism! (6).

---

(5) The art of fooling their fellow-man has been transmitted from Stalinism to Maoism. On one hand it is stated that « socialist transformation of the ownership of the means of production [...] has in the main been completed » (point 4 of the « Report on the Revision of the Constitution »); on the other hand it was confirmed that « in some enterprises, the form is that of socialist ownership, but the reality is that their leadership is not in the hands of Marxists and the masses of the workers ». Or in other words, we are in a period of socialism but it is a socialism in name only, where a bourgeoisie still exists and where there is a danger that this bourgeoisie « will seize hold of many fronts » if we do not keep our eyes open. It is true, as was stated in article 14, that « the state deprives the landlords, rich peasants, reactionary capitalists [the « non-reactionary » ones being exempt!] and other bad elements of political rights for specified periods of time ». It is also true, as in article 12, that « the proletariat must exercise all-round dictatorship over the bourgeois in the superstructure ». But evidently, after this « specific period of time » and outside of this domain of the « superstructure » the enemy can always raise his head, so much so that the « exercise of the dictatorship » seems to be less of a reality than a proposed « duty », which is quite a different thing! And one so-called vanguard of pseudo-Marxists goes into ecstasies over the « difference » and the « progress » which has been realized in comparison with Stalin. The only difference resides in the fact that for Stalin socialism was already in existence and for Mao socialism and the dictatorship of the proletariat exist *side by side* — but for one as well as for the other, Marxism has been thrown in the dust-bin.

(6) According to article 7 of chapter I of the Chinese constitution, the famous « socialist collective ownership by the working people » is in turn divided into *three* levels in the rural people's communes: « ownership by the commune, the production brigade and the production team ». The « absolute predominance of the collective economy of the people's commune » not only does not prevent the members of the commune from cultivating small plots for their private use, etc., but « in pastoral areas [they can] keep a small number of livestock for their personal needs ».



And finally for true Marxists socialism still contains, on the moral and spiritual level, some « birthmarks » of the old society. But this will never signify that under socialism « the superstructure corresponds to the economic structure and is at the same time in contradiction to it » as the kindly « Mao Tse-tung Thought » would wish. Such an antinomy could appertain to the *last* stages of the dictatorship of the proletariat, but the dictatorship would never be « neutral » in regards to it. For example it would never sanction the cherished principle of Mao according to which the citizens *equally* have the « freedom to believe in religion and freedom not to believe in religion and to propagate atheism » (article 28): the dictatorship *combats* the first and takes the initiative itself to propagate the second.

From whatever direction one approaches it (and here we have dealt with only *a few* points) the constitution which has just emerged from the prolific heart of « Mao Tse-tung Thought », and the reality which it reflects, does not contain even a morsel of *actually existing* socialism or an atom of *assimilated and defended* Marxism.

★★

Could there be at least a remote kernel of the « proletarian dictatorship » in China? But the dictatorship of the proletariat cannot be defined on the basis of its *economic* realizations: to only see the latter, it is even *possible* as in the case of the NEP in Russia, that its *appearance* cannot be distinguished from the *substance* of bourgeois domination. It defines itself on the basis of the orientation of its *political* action in the interior of the countries in which it has burst forth and *above all* on the *world* scale, by its consciousness of being the advanced citadel of the international proletarian revolution, by its firm decision to declare *war* in all countries against the class domination of its enemy, by its inflexible determination to subordinate, not in words but *in deeds*, the particular Russian, Chinese, English, American or whatever interests and objectives to the *general interests and objectives* of this cyclopean war.

Where would one find even the least indication of these cardinal orientations in the new Chinese constitution? It did not launch *any* challenge to world capitalism but on the contrary offered the supreme blessing of « peaceful coexistence » and of « equality and mutual benefit » (Preamble). The Chinese State does not think of proclaiming like Lenin: « After expropriating the capitalists and organizing their own socialist production, the victorious proletariat of that country will arise *against* the rest of the world — the capitalist world — attracting to its cause the oppressed classes of all countries, stirring uprisings in those countries against the capitalists, and in case of need using even armed force against the exploiting

classes and their states » (7). On the contrary as its primary objective it pursued the construction (whether it is accomplished « before 1980 » or later is of little importance) of an « *independent and relatively comprehensive* » economic system, in short an *isolated and self-sufficient* system as Stalin dreamed of (as the Preamble stated, « we should build socialism independently and with the initiative in our own hands, etc.... » !). China's world adversary, if there is one, is *not capitalism* : instead it is the two « superpowers ». Against the « threats and bullying » of these, the so-called Chinese « proletarian dictatorship » is ready, as Chou En-lai said in his speech and as was recently repeated to that blackguard Strauss in Peking, to « support the efforts of West European countries » (which until proven to the contrary are *capitalist* and *imperialist* and as such exploit the « Third World » so much courted by Peking) as well as to advise Japan, i.e. the most powerful and most expansive capitalist country in Asia, to keep good neighborly relations with the United States. The Chinese State, in short, is not the instrument of world subversion but a pillar of the status-quo : a dictatorship, this we concede, but a *bourgeois* dictatorship.

That Mao has played a progressive role in *history* by leading the *capitalist* revolution in China to its completion ; that, by doing this, he has prepared the future *grave-diggers* of that society for which he is the spokesman ; that against his will he works to create the conditions for the proletarian dictatorship to come and for socialism which will be its ultimate product — all this we do not deny. But as respectable as the bourgeois revolutionaries of modern China may be, it was long ago that we saw in them our *class enemies*, precisely inasmuch as they are the artisans of capitalism. They are enemies all the more so (even if they are less powerful and oppressive than a number of their colleagues on the five continents) when they cynically give themselves the mask of « brothers ».

---

(7) Lenin, *On the Slogan for the United States of Europe* (1915), *Works*, vol. 21, p. 342. We know that the Stalinists believe that they can find the justification for « socialism in one country » in the first part of this polemical quotation (while maintaining silence in regards to the second which inflicts a formidable slap in the face to all theories of « peaceful co-existence » and « non-interference in internal affairs »). In reality, as Lenin knew better than anybody else and as Trotsky, Zinoviev and Kamenev showed in 1926, even if the socialist transformation of the economy of an advanced country is possible in theory, civil war and international war would burst before it could be completed.

## **Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine-Rosa Luxemburg**

# **II - Guerres impérialistes et guerres nationales**

La position erronée de Rosa Luxemburg sur la question du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », que nous avons illustrée dans notre précédent article (1), devait pour des raisons similaires la mener à une erreur d'appréciation sur la possibilité historique des guerres de libération nationale à l'époque de l'impérialisme. Là encore, son souci constant, et plus que légitime, de se démarquer à gauche de l'opportunisme social-démocrate, joint dans ce cas à l'incapacité de se dépêtrer du réseau idéologique de l'hypocrite centrisme kautskien, ne lui permit que d'entrevoir la solution marxiste correcte.

Pour mettre clairement en évidence l'enjeu et les termes du débat et de la nouvelle réponse polémique de Lénine, il faut rappeler les thèses classiques du marxisme sur ce point, telles qu'elles furent restaurées par Lénine dans sa brochure de 1915 *Le socialisme et la guerre*, tout en essayant de démêler l'écheveau embrouillé des diverses tendances de la social-démocratie allemande ; ce n'est qu'ainsi qu'on peut mettre en lumière à la fois le côté fort et les graves limites de l'analyse et de la tactique de la gauche « luxemburgienne » vis-à-vis et de la guerre en général, et des guerres nationales en particulier.

### **1. La manière marxiste correcte de poser le problème (L'attitude du P.O.S.D.R. à l'égard de la guerre).**

C'est le 4 août 1914 que se décomposa définitivement la II<sup>e</sup> Internationale. L'acceptation officielle de l'union sacrée par la plupart des sections nationales, la suspension de la lutte de classes pendant la durée de la guerre, le vote des budgets militaires, la presse des partis mise au service de la propagande chauvine, liquidèrent en une seule journée (une « journée » qui, comme nous le verrons, mûrissait depuis un certain temps, en Allemagne comme partout) des années de propagande anti-militariste et les résolutions les plus fermes des congrès nationaux et internationaux. Les chefs des organisations syndicales de masse, les Legien, les Jouhaux, les fractions parlementaires des différents partis socialistes, offraient le visage du plus honteux reniement que le mouvement ouvrier international ait connu : Sembat et Guesde entraient au gouvernement

---

(1) « Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine-Rosa Luxemburg : I. La question de l'autodétermination », *Programme Communiste* n° 65.

français, Vandervelde, secrétaire permanent du Bureau Socialiste International, devenait ministre du roi des Belges, tandis que la fraction parlementaire allemande votait comme un seul homme les crédits de guerre et manifestait ainsi sa totale allégeance à sa bourgeoisie. Dans un discours resté tristement célèbre, Jouhaux pouvait déclarer lors des obsèques de Jaurès le 4 août :

« Cette guerre nous ne l'avons pas voulue ; les despotes sanguinaires qui l'ont déchaînée en subiront le châtement. Empereurs d'Allemagne et d'Autriche, hobereaux de la Russie qui, par haine de la démocratie, avez voulu la guerre, nous prenons l'engagement de sonner le glas de votre régime. [...] Nous serons les soldats de la liberté » (2).

Le même jour, Haase lui faisait écho au Reichstag :

« Nous nous trouvons en face du fait inexorable de la guerre. Les horreurs de l'invasion nous menacent. Ce n'est pas pour ou contre la guerre que nous avons à nous prononcer ; c'est sur les moyens nécessaires à la défense du pays. Pour notre peuple et pour son libre avenir, il y va de beaucoup, sinon de tout, si le despotisme russe [...] remporte la victoire. Il s'agit de repousser ce danger, d'assurer la civilisation et l'indépendance de notre propre pays. Nous faisons ce que nous avons toujours dit : nous n'abandonnons pas la patrie à l'heure du danger » (3).

Kautsky lui-même, la plus grande autorité de la II<sup>e</sup> Internationale, justifiait peu après dans sa *Neue Zeit* le ralliement général à la défense nationale :

« Si malgré tous les efforts de la social-démocratie une guerre se déclenche, chaque nation doit se défendre. Il en découle pour la social-démocratie de toutes les nations le même devoir de participer à la défense nationale, aucune ne pouvant le reprocher à aucune autre [...] Dans tout Etat national, le prolétariat doit consacrer toute son énergie à assurer l'inviolabilité de l'indépendance et du territoire national » (4).

Vingt-quatre heures avaient donc suffi pour retourner complètement les engagements politiques contractés par le mouvement socialiste à Stuttgart en 1907, renouvelés à Copenhague en 1910, puis définitivement consacrés à Bâle en 1912 ! La résolution de Stuttgart faisait notamment un devoir aux socialistes

« au cas où la guerre éclaterait néanmoins [...] d'agir pour la faire cesser promptement et de s'employer de toutes ses forces à exploiter la crise économique et politique provoquée par la guerre, pour mettre en mouvement le peuple et hâter de la sorte l'abolition de la domination capitaliste » (5).

Face à cette catastrophe sans précédent, bien peu de voix s'élevèrent pour revendiquer la ligne de l'internationalisme prolétarien contre le social-patriotisme qui avait tout balayé. Les rares militants demeurés sur le terrain du

---

(2) Cité dans : Milorad M. Drachkovitch, *Les socialistes français et allemands et le problème de la guerre*, Genève 1953, p. 148.

(3) Déclaration du groupe parlementaire social-démocrate sur le vote des crédits de guerre. Cité dans *La correspondance internationale* n° 44, 15 juillet 1924.

(4) Karl Kautsky, *Neue Zeit*, 2 octobre 1914. Cité *ibid.*

(5) Cité dans : J. Braunthal, *Geschichte der Internationale (Histoire de l'Internationale)*, Hannover, 1961-1963, I, pp. 370-372.

marxisme révolutionnaire (6) se comptaient, muets, effarés de leur infime petit nombre...

C'est dans ce contexte historique, cette situation de débandade généralisée, qu'il faut replacer l'effort surhumain de Lénine pour rallier à contre-courant, sur des bases authentiquement internationalistes, les quelques éléments libérés du champ de gravitation social-chauvin qui avait presque tout emporté. Pendant près de trois années en effet, Lénine s'employa à dénoncer sans relâche le caractère impérialiste de la guerre, les positions chauvines des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, le pacifisme abstrait et conciliateur du centre kautskien ; il s'efforça de rassembler les militants d'avant-garde de tous pays sur la base des principes du défaitisme révolutionnaire et de la reconstitution de l'Internationale. Pour cela, il fallait avant tout se démarquer nettement des éléments intermédiaires, instables et portés aux compromissions avec les renégats du social-patriotisme ; à cette fin il fallait reprendre et restaurer, développer et vulgariser les thèses cardinales du marxisme non avili portant notamment sur le caractère des guerres modernes et sur l'attitude à adopter à leur égard. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre les pages, brochures, manifestes, écrits pendant les années d'exil en Suisse, les conférences tenues à Berne, Lausanne, Genève et Zurich, les positions défendues à Zimmerwald (septembre 1915) et à Kienthal (printemps 1916), devant la Conférence féminine socialiste internationale de Berne, et la polémique vis-à-vis de la Conférence de Londres des socialistes des pays de l'Entente. Toute cette fébrile activité politique n'avait en effet qu'un seul but : jeter les bases de la future organisation mondiale des prolétaires autour du petit noyau des « zimmerwaldiens » de gauche porteurs de l'avenir du mouvement ouvrier.

C'est dans la brochure *Le Socialisme et la guerre* (rédigée à la veille de la conférence de Zimmerwald et distribuée aux délégués à la conférence), dont la signification politique vis-à-vis du mouvement ouvrier international est évidente, que sont réaffirmées, contre le fiasco social-chauvin des partis opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale, les thèses cardinales du marxisme et les *principes du socialisme sur la guerre*, les types historiques de guerres modernes, nationales - progressives et impérialistes réactionnaires, ainsi que les conséquences tactiques à en déduire.

Dans le *chapitre premier*, Lénine dénonce le caractère purement impérialiste du conflit mondial et il en déduit pour les partis révolutionnaires la nécessité du travail de propagande, d'agitation et d'éducation des masses dans le sens de l'anti-impérialisme et de l'anti-opportunisme, ainsi que l'obligation du défaitisme révolutionnaire dans l'armée. C'est dans ce cadre qu'il faut prendre en considération la possibilité et même la nécessité de guerres de libération nationale, même à l'époque de l'impérialisme.

Invoquant à la suite de Marx et d'Engels la proposition célèbre de Clausewitz « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », Lénine constate que les marxistes ont toujours considéré cette thèse comme le fondement théorique de l'interprétation de chaque guerre déterminée :

---

(6) En Allemagne, ce n'est qu'après le 10 septembre que le premier noyau d'internationalistes irréductibles commença à se cristalliser autour de Rosa Luxemburg : la « déclaration » mise en circulation à cette date pour se désolidariser du groupe parlementaire et de la direction du S.P.D. ne recevait que les signatures de Liebknecht, Mehring, Clara Zetkin et Rosa Luxemburg. Liebknecht lui-même vota, *seul*, contre les crédits de guerre en novembre ; il les avait votés par discipline le 4 août.

« Appliquez ce point de vue à la guerre actuelle. Vous verrez que, durant des dizaines d'années, pendant près d'un demi-siècle les gouvernements et les classes dirigeantes d'Angleterre, de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche et de Russie ont pratiqué une politique de pillage des colonies, d'oppression de nations étrangères, d'écrasement du mouvement ouvrier. *C'est cette politique et nulle autre qui se poursuit dans la guerre actuelle.* En Autriche et en Russie notamment, la politique du temps de paix consiste, comme celle du temps de guerre, à asservir les nations et non à les affranchir. Au contraire, en Chine, en Perse, dans l'Inde et les autres pays dépendants, nous assistons durant ces dernières dizaines d'années à une politique d'éveil à la vie nationale de dizaines et de centaines de millions d'hommes, à une politique tendant à les libérer du joug des « grandes » puissances réactionnaires. La guerre sur ce terrain historique peut être aujourd'hui encore une guerre progressive bourgeoise, une guerre de libération nationale » (7).

Un tel point de vue ne manquera évidemment pas de choquer le petit-bourgeois que la violence effarouche; il y a donc des guerres « progressives »? Lénine répond :

« Notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. Nous autres, marxistes, différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part. L'histoire a connu maintes guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple, l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe) » (8).

D'où une conclusion méthodologique capitale: à la différence des petits-bourgeois anarchistes ou pacifistes, les marxistes reconnaissent la nécessité d'analyser historiquement chaque guerre prise à part. De ce point de vue, quels sont les types historiques de guerres modernes ?

« La grande révolution française a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité. Depuis lors et jusqu'à la Commune de Paris, de 1789 à 1871, les guerres de libération nationale, à caractère progressif bourgeois, constituèrent l'un des types de guerre [...] Le contenu principal et la portée historique de ces guerres étaient le ren-

(7) Lénine, *Le socialisme et la guerre*, 1915. En français: *Œuvres*, tome 21, p. 315.

(8) Lénine, *op. cit.*, p. 309.

versement de l'absolutisme et du système féodal, leur ébranlement, l'abolition du joug étranger. *C'étaient là, par conséquent, des guerres progressives* : aussi, tous les démocrates honnêtes, révolutionnaires, de même que tous les socialistes, ont toujours souhaité, dans les guerres *de ce genre*, le succès du pays (c'est-à-dire de la bourgeoisie) qui contribuait à renverser ou à saper les bastions les plus dangereux du régime féodal, de l'absolutisme et de l'oppression exercée sur les peuples étrangers. Ainsi, dans les guerres révolutionnaires de la France, il y avait un élément de pillage et de conquêtes des terres d'autrui par les Français ; mais cela ne change rien à la portée historique essentielle de ces guerres qui démolissaient et ébranlaient le régime féodal et l'absolutisme de toute la vieille Europe, de l'Europe du servage. Dans la guerre franco-allemande, l'Allemagne a dépouillé la France, mais cela ne change rien à la signification historique fondamentale de cette guerre qui a affranchi des dizaines de millions d'Allemands du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par deux despotes, le tzar russe et Napoléon III ».

Conséquence pratique pour la tactique :

« C'est seulement dans ce sens que les socialistes reconnaissent et continuent de reconnaître le caractère légitime, progressiste, juste, de la « *défense de la patrie* » ou d'une guerre « *défensive* ». Par exemple, si demain le Maroc déclare la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., ce seraient des guerres « *justes* », « *défensives* », *quel que soit* celui qui commence, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des Etats opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les « *grandes* » puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices » (9).

*Qu'en est-il maintenant de la guerre mondiale ?* Est-ce une guerre de libération nationale, est-elle « *défensive* », et les mots d'ordre de « *défense de la patrie* » et de la « *civilisation* » lancés en août 1914 par les bourgeoisies et les directions des partis de la II<sup>e</sup> Internationale sont-ils justifiés en regard de la lutte de classe ? Certainement pas !

« Presque tout le monde reconnaît que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, mais le plus souvent on déforme cette notion, ou bien on l'applique unilatéralement, ou bien on insinue que cette guerre pourrait avoir une portée progressiste bourgeoise, de libération nationale. *L'impérialisme* est le degré suprême du développement du capitalisme, que celui-ci n'a atteint qu'au XX<sup>e</sup> siècle [...] Le capitalisme a développé la concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces « *potentats du capital* », sous la forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière. A la liberté du commerce et à la concurrence se sont substituées les tendances au monopole, à la conquête des terres pour y investir les capitaux, pour en importer les matières premières, etc. *De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations* [...] Il a développé les forces productives au point que l'humanité

(9) *Op. cit.*, pp. 310-311.

n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir pendant des années, et même des dizaines d'années, la lutte armée des « grandes » puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature ».

C'est pourquoi :

« Quiconque justifie la participation à cette guerre perpétue l'oppression impérialiste des nations. Quiconque préconise d'exploiter les difficultés actuelles des gouvernements pour lutter en faveur de la révolution sociale défend la liberté réelle de la totalité des nations, qui n'est réalisable qu'en régime socialiste » (10).

Défendre la patrie dans le cas d'une guerre impérialiste n'est donc que du social-chauvinisme anti-prolétarien ; ce n'est pas préconiser « la défense de la patrie » au sens de la lutte contre l'oppression étrangère, mais défendre le droit de telle ou telle grande puissance à opprimer d'autres peuples et à piller les colonies. Lénine montre que les social-chauvins ne font que reprendre la mystification bourgeoise qui voudrait que la guerre impérialiste soit menée pour la défense de la liberté et de l'existence des nations. Ils renient la tactique préconisée par le Manifeste de Bâle et la résolution du Congrès de Stuttgart selon laquelle les socialistes devaient exploiter « la crise économique et politique » créée par la guerre pour « précipiter la chute de la domination capitaliste ».

*Quels sont les arguments des social-chauvins ?* Uniquement de fausses références à Marx et à Engels. Comme il arrive bien souvent, la « lettre » a tué l'« esprit » et toute l'argumentation de ce courant opportuniste résulte de la confusion des cycles historiques du capitalisme dans l'aire géographique euro-américaine ; *confondant guerre progressive et défensive de libération nationale et guerre archiréactionnaire et de pillage impérialiste, ils préconisent pour le prolétariat un programme national dans le conflit ouvert en 1914 !* En conséquence, ils enjoignent aux prolétariats européens de passer sur le terrain de l'adversaire :

« Les social-chauvins russes (Plékhanov en tête) invoquent la tactique de Marx dans la guerre de 1870 ; les social-chauvins allemands (genre Lensch, David et Cie) invoquent les déclarations d'Engels en 1891 sur la nécessité pour les socialistes allemands de défendre la patrie en cas de guerre contre la Russie et la France réunies ; enfin les social-chauvins genre Kautsky, désireux de transiger avec le chauvinisme international et de le légitimer, invoquent le fait que Marx et Engels, tout en condamnant les guerres, se sont néanmoins chaque fois rangés, de 1854-1855 à 1870-1871 et en 1876-1877 du côté de tel ou tel Etat belligérant, une fois le conflit malgré tout déclenché.

« Toutes ces références déforment d'une façon révoltante les conceptions de Marx et d'Engels par complaisance pour la bourgeoisie et les opportunistes. [...] La guerre de 1870-1871 a été, du côté de l'Allemagne, une guerre historiquement progressive jusqu'à la défaite de Napoléon III qui, de concert avec le tsar, avait longtemps opprimé l'Allemagne en y maintenant le morcellement féodal. Dès que la guerre eût tourné au pillage de la France (annexion de l'Alsace et de la Lorraine), Marx et Engels condamnèrent résolument les Allemands. [...]

---

(10) *Op. cit.*, pp. 311-316.



« Appliquer le jugement porté sur cette guerre progressive bourgeoise et de libération nationale à la guerre impérialiste actuelle, c'est se moquer de la vérité. Il en va de même, de façon encore plus frappante, pour la guerre de 1854-1855 et pour toutes les guerres menées au XIX<sup>e</sup> siècle, alors que n'existaient ni l'impérialisme actuel, ni les conditions objectives déjà mûres du socialisme, ni des partis socialistes de masse dans tous les pays belligérants, c'est-à-dire à une époque où faisaient précisément défaut les conditions d'où le Manifeste de Bâle dégageait la tactique de la « révolution prolétarienne » en relation avec la guerre entre les grandes puissances.

« Invoquer aujourd'hui l'attitude de Marx à l'égard des guerres de l'époque de la bourgeoisie progressive et oublier les paroles de Marx : « Les ouvriers n'ont pas de patrie », paroles qui se rapportent justement à l'époque de la bourgeoisie réactionnaire qui a fait son temps, à l'époque de la révolution socialiste, c'est déformer cyniquement la pensée de Marx et substituer au point de vue socialiste le point de vue bourgeois » (11).

Quels sont par contre les mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire ? Comme il l'a déjà fait dans son article de novembre 1914 *La guerre et la social-démocratie russe* (12), Lénine les développe à la conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. (février-mars 1915) :

« La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste, enseigné par l'expérience de la Commune, indiqué par la résolution de Bâle (1912) et découlant des conditions de la guerre impérialiste entre pays bourgeois hautement évolués.

« La guerre civile à laquelle la social-démocratie révolutionnaire appelle dans la période actuelle est la lutte armée du prolétariat contre la bourgeoisie pour l'expropriation de la classe des capitalistes dans les pays avancés, pour la révolution démocratique en Russie [...] »

« En tant que premiers pas vers la transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile, il faut : 1) refuser absolument de voter les crédits militaires et se retirer des ministères bourgeois ; 2) rompre complètement avec la politique de « paix nationale » ; 3) créer une organisation illégale partout où les gouvernements et la bourgeoisie abolissent les libertés constitutionnelles en décrétant la loi martiale ; 4) soutenir la fraternisation des soldats des nations belligérantes dans les tranchées et sur les théâtres d'opération en général ; 5) soutenir toute action révolutionnaire de masse du prolétariat » (13).

Sur cette base qui, en stricte conformité avec les postulats fondamentaux du marxisme, clôt en 1871 pour l'aire centre-occidentale européenne et américaine le cycle des guerres progressives réalisant la formation de l'Etat national (et donc l'implantation sur une échelle générale du mode de production capitaliste, qui entraîne le plein développement des antagonismes et des luttes de classe) Lénine et la « gauche de Zimmerwald » jettent les fondements de ce qui sera la III<sup>e</sup> Internationale. En attendant, ils indiquent les tâches des révolutionnaires marxistes face au premier carnage mondial : le défaitisme révolutionnaire et la

(11) *Op. cit.*, pp. 319-320.

(12) Lénine, *Œuvres*, tome 21, p. 21 s.

(13) Lénine, *La conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R.*, 1915. *Œuvres*, tome 21, p. 159-160.

transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, que seuls les bolchéviks réaliseront en octobre 1917. En affirmant la possibilité et même l'inévitabilité des guerres nationales progressives dans les continents extra-européens, en concédant avec l'expansion et la pénétration impérialiste et le conflit mondial qui en est la manifestation extrême, ils anticipent les thèses du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste et du Congrès de Bakou sur la question nationale et coloniale, et la tactique communiste qui en découle dans le cadre d'une vision stratégique « planétaire ».

## 2. La social-démocratie allemande, l'Internationale socialiste, les guerres nationales et le mot d'ordre de « défense de la patrie » (1889-1914).

Une étude, fût-elle sommaire, des positions des différentes tendances de la social-démocratie allemande est absolument nécessaire pour comprendre les raisons profondes de la fragilité théorique et politique et des hésitations pratiques du groupe réuni autour de la *Sozialdemokratische Korrespondenz* (Rosa Luxemburg, Franz Mehring, Clara Zetkin) à la veille de la première guerre mondiale. Ce qui suit ne prétend pas à l'exhaustivité ; il s'agit simplement de comprendre les causes objectives de l'incapacité de la gauche allemande à envisager d'une manière correcte, c'est-à-dire dialectique, les concepts de « guerre impérialiste réactionnaire » et de « guerre démocratique nationale révolutionnaire », ainsi que des positions tactiques adoptées par le noyau du futur *Spartakusbund* où cette impuissance s'exprima pendant le carnage.

D'une façon générale, il faut reconnaître l'incompréhension à peu près totale, au sein de la social-démocratie allemande et même de l'Internationale socialiste (à l'exception du premier Kautsky, de Lénine et de ce qu'on peut appeler la gauche), de la méthode matérialiste et dialectique dans la question nationale à l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire l'incapacité à employer dialectiquement les concepts de nation, de guerre nationale et d'autodétermination. Par usage dialectique de ces concepts, nous entendons la faculté de les envisager du point de vue du processus historique de leurs particularisations réelles, en les rapportant aux intérêts généraux et à la stratégie globale et unifiée du prolétariat.

Cette « incapacité », source de confusion théorique, fut lourde de conséquences pratiques fatales ; elle fut notamment la cause directe de l'erreur d'appréciation de la phase historique ouverte avec l'édification de la nation allemande en 1871 (phase qui comme nous l'avons dit clôt définitivement l'ère des guerres nationales progressives en Europe), ainsi que du retard de la théorie sur la réalité en ce qui concerne l'impérialisme, ses déterminations spécifiques, son caractère ultra-réactionnaire (en Allemagne, le débat sur cette question ne fut officiellement ouvert qu'en 1912 au congrès de Chemnitz!), et de la méconnaissance à peu près générale du sens et des implications de la révolution démocratique russe de 1905 pour la stratégie internationale du prolétariat chez la plupart des délégués mandatés aux multiples congrès nationaux ou internationaux.

D'autre part, la trajectoire descendante de la II<sup>e</sup> Internationale et de son pilier principal la social-démocratie allemande est tragiquement caractérisée par le fait suivant : alors que les résolutions des congrès internationaux reflétaient (bien que de manière pas toujours claire et exhaustive) l'effort incessant des ailes gauches, appuyées au moins jusqu'en 1910 par Kautsky, pour affirmer et sauvegarder l'orthodoxie marxiste contre les déviations de la droite et du

centre, le révisionnisme continuait non seulement à coexister tranquillement avec ses critiques malgré la condamnation officielle solennelle dont il avait fait l'objet, mais il marquait de son empreinte toute la politique pratique et l'action quotidienne des diverses sections nationales. L'ensemble de ces facteurs explique le processus graduel d'infection opportuniste des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, ainsi que le caractère *non apparent*, souterrain, et pour ainsi dire *rampant* de ce processus, comme on le vit bien le 4 août 1914 quand, à l'horreur et à la *stupéfaction* de Lénine comme de Rosa Luxemburg, la quasi totalité des sociaux-démocrates tournèrent le dos aux pauvres résolutions de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle pour se rallier inconditionnellement au mot d'ordre de *défense de la patrie*.

Les positions à l'intérieur du parti social-démocrate avant la guerre peuvent en gros être résumées comme suit.

*L'extrême-droite impérialiste*, marquée du sceau indélébile du lassallianisme, représentait au sein du parti l'expansionnisme et le nationalisme grand-allemands. Il peut être opportun de rappeler que cette ligne opportuniste avait été inaugurée par Lassalle; Marx dira même dans une lettre à Kugelmann restée célèbre (14) que celui-ci avait trahi le parti en prônant l'oppression du Schleswig-Holstein par la Prusse de Bismark contre la promesse du suffrage universel, sous le prétexte de faire contrepoids à la politique napoléonienne à l'égard de la Savoie. L'inspiration générale de cette tendance relativement au mot d'ordre de la défense de la patrie saute aux yeux à travers quelques exemples caractéristiques de la manière ultra-chauvine d'envisager la question nationale.

En 1891, Vollmar, père historique de la théorie du socialisme dans un seul pays (15), prenait nettement position en faveur de la Triple Alliance et dépeignait en termes impérialistes le patriotisme des socialistes allemands: « Sitôt que notre pays est attaqué du dehors, il n'y a plus qu'un seul parti, et nous les démocrates socialistes, nous ne serons pas les derniers à faire notre devoir ». Auer, secrétaire et député du parti, déclare au Reichstag en 1891: « L'annexion de l'Alsace-Lorraine est un fait accompli et dans ce parlement nous avons déclaré à plusieurs reprises de la manière la moins équivoque que nous reconnaissons l'état de droit existant » (16). Dès 1897-1898, Schippel et Heine, pris à plusieurs reprises comme cibles, comme les précédents, par la critique luxemburgienne du révisionnisme (17), préconisaient de leur côté une politique de compensation tout à fait sur le modèle de Lassalle, consentant au gouvernement du Reich les crédits militaires pour sa politique impérialiste naissante (Bülow et Tirpitz se lançaient dans la construction d'une flotte militaire gigantesque), afin d'obtenir en contrepartie de « nouvelles libertés pour la classe ouvrière ». Le même Schippel,

(14) Marx à Kugelmann, 23 février 1865. Traduction française dans: Karl Marx, *Lettres à Kugelmann*, Paris (réédition Anthropos) 1968, pp. 43-50.

(15) Dans son livre intitulé *L'Etat socialiste isolé (Der isolierte sozialistische Staat. Eine sozialökonomische Studie* [sic], Zürich, 1878). Trotsky le rappellera contre Staline dans le premier de ses discours à la session de juin 1927 de la Commission centrale de contrôle (cf. *La révolution défigurée*, Paris 1929, p. 119).

(16) Les déclarations de Vollmar et Auer sont citées dans Drachkovitch, *op. cit.*, p. 256.

(17) Rosa Luxemburg fait une très brillante critique de la « théorie de la compensation » et de la théorie parallèle, soutenue en particulier par Schippel, selon laquelle un budget militaire important a, après tout, des effets positifs pour l'emploi des ouvriers, dans son article de 1899 *Milice et militarisme* (« Miliz und Militarismus », *Leipziger Volkszeitung*, 20, 21 et 22 février 1899).

député du parti, publiait en novembre 1898 un article intitulé *Engels croyait-il aux milices ?* (18), où il raillait « l'utopisme » et « l'irréalisme » du Programme d'Erfurt concernant les milices populaires et se prononçait pour le système impérial en vigueur !

Ce courant ultra-chauvin ne cessa de se développer, surtout en Bade et en Bavière, à l'ombre de la revue de Bernstein *Sozialistische Monatshefte*, parallèlement à l'expansion maritime et coloniale du Reich (Schippel, Alb, Südekum, Hildebrand, etc.). L'« affaire Hildebrand » fut à cet égard un parfait révélateur de l'état d'esprit de la social-démocratie allemande à la veille de la guerre. Après avoir publié en 1912 une brochure intitulée *Politique extérieure socialiste* (19), Hildebrand dut faire face à une demande d'exclusion du parti émanant de la section de Solingen, parce qu'il « prenait fait et cause pour le colonialisme, pour le tapage au sujet du Maroc, pour le militarisme » (20). Il fut exclu lors du Congrès de Chemnitz (1912) ; cependant, fait significatif du laxisme de la social-démocratie tant en matière d'organisation qu'en matière de principes, la minorité qui vota contre son exclusion resta dans le parti ; elle rassemblait trente députés de la fraction socialiste au Reichstag ! Hildebrand était d'ailleurs un récidiviste qui ne manquait pas de suite dans les idées. Un an auparavant, il avait soumis au Congrès d'Iéna un projet de résolution concernant le problème des sphères d'influence au Maroc stigmatisant « les aspirations colonialistes et monopolisatrices brutales des classes dirigeantes de France et d'Angleterre », tout en exigeant « un partage proportionnel des colonies d'après leur valeur économique [...] entre les peuples cultivés » !!! (21).

La droite révisionniste était regroupée autour de Bernstein, son porte-parole emblématique dont le nom symbolise à jamais dans l'histoire du mouvement ouvrier l'éclectisme de principes et l'opportunisme pratique. Son révisionnisme hautement revendiqué se nouait autour de quelques grands thèmes, et pour l'heure : le principe de l'autonomie des nations compris comme un acquis irréversible et indépassable ; la défense de la « politique coloniale socialiste » ; le militarisme « populaire » (les fameuses milices) et la critique de la diplomatie secrète.

Selon cet ancien disciple d'Engels, la social-démocratie ne pouvait formuler une politique générale et un programme d'action applicable par tous les pays européens. Il s'opposait nettement à la ligne préconisée par le « centre » bébelien concernant la refonte du service militaire, préconisant de simples réformes. Selon lui, la formule du *Manifeste* « *Les prolétaires n'ont pas de patrie* » avait

« perdu beaucoup de sa valeur [...] Au sein de l'Etat, dans la commune, le prolétaire est désormais un électeur égal à tous les autres ; il est, par conséquent, codétenteur des biens de la nation. [...] Chaque fois qu'il ne s'agit pas pour l'Allemagne d'une simple toquade, ou de la défense d'intérêts particuliers [...] l'internationalisme ne peut servir d'excuse à une servile dérobade devant les prétentions de certains intérêts étrangers » (22).

(18) « War Friedrich Engels milizgläubig ? », *Sozialistische Monatshefte*, novembre 1898.

(19) *Sozialistische Auslandspolitik*, Iéna, 1911.

(20) Cité par Drachkovitch, *op. cit.*, p. 257.

(21) *Op. cit.*, p. 258.

(22) Eduard Bernstein, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie*, Stuttgart, 1899. Traduction française : *Les présupposés du socialisme*, Paris, Editions du Seuil, 1974, p. 199.

En conséquence, il critiquait les méthodes du colonialisme bourgeois tout en revendiquant pour l'Allemagne le droit de posséder des colonies comme les autres puissances. En 1907, au congrès de Stuttgart de l'Internationale, il plaida, avec l'appui de la majorité des membres de la commission à la question coloniale, pour une « politique coloniale socialiste » :

« Je suis partisan de la résolution de la majorité [...] La force croissante du socialisme dans certains pays augmente également la responsabilité de nos groupements. C'est pourquoi nous ne pouvons maintenir notre point de vue purement négatif en matière coloniale [...] Nous devons rejeter l'idée utopique dont l'aboutissement serait l'abandon des colonies. La dernière conséquence de cette conception serait que l'on rende les Etats-Unis aux Indiens. Les colonies sont là, on doit s'en occuper, et j'estime qu'une certaine tutelle des peuples civilisés sur les peuples non civilisés est une nécessité [...], que nous devons nous placer sur le terrain des faits réels et nous devons opposer à la politique coloniale capitaliste la politique coloniale socialiste. Une grande partie de notre économie repose sur l'acquisition des produits des colonies, produits dont les indigènes ne font presque rien. Pour toutes ces raisons, nous devons adopter la résolution de la majorité » (23).

Son pacifisme utopique, typique du petit-bourgeois vulgaire, était du reste partagé par une grande majorité des responsables de la social-démocratie allemande. En 1911, dans sa brochure intitulée *La menace anglaise et le peuple allemand* (24), il s'en fait le porte-parole en critiquant la politique officielle de l'Allemagne isolée dans le monde entier par sa politique d'armements, et en la condamnant parce qu'elle avait failli mener à la guerre lors de l'affaire du Maroc; au Congrès d'Iéna, en 1911, il soumet un projet de résolution invitant le gouvernement impérial à convoquer spécialement le Parlement en cas de complications internationales et à le tenir au courant de ses négociations avec l'étranger, anticipant de trois années la collaboration patriotique du 4 août 1914.

Le centre, bébelien, qui définissait d'une façon générale les grandes orientations politiques du parti, manifestait une incompréhension non moins grave de la méthode dialectique dans l'appréciation pratique du facteur national, en ignorant, en particulier les conséquences tactiques que la classe ouvrière internationale devait tirer de la clôture de l'époque des révolutions démocratiques bourgeoises en Europe et de la naissance de l'impérialisme comme phase nécessaire de l'évolution capitaliste.

Bien que d'une manière plus nuancée que Jaurès, Bebel se posait en un certain sens en héritier de la tradition jacobine de la « nation en armes » et de la guerre populaire de défense de la patrie en danger ». Une telle position pouvait se justifier jusqu'au début des années 1890 en cas d'agression de la Russie encore féodale contre l'Allemagne désormais pleinement capitaliste et dotée d'une forte classe ouvrière organisée. Elle ne se justifiait plus à partir du moment où l'empire tsariste avait noué des liens financiers, diplomatiques et militaires avec l'Occident impérialiste; après le 1905 russe, elle prenait même des aspects contre-révolutionnaires. Mais le « patriarche de la social-démocratie allemande » ne cessa pas de proclamer sa position, tournant le dos à l'évolution historique

(23) Cité dans Stuart Schramm et Hélène Carrère d'Encausse, *Le marxisme et l'Asie*, Paris, Armand Colin, 1965, pp. 164-165.

(24) Eduard Bernstein, *Die englische Gefahr und das deutsche Volk*, Berlin, 1911.

avec la même et inlassable assurance jusque dans la première décennie du siècle; en y ajoutant sur le plan tactique un antimilitarisme démocratique insipide, et en assurant objectivement le rayonnement de la droite par son autorité incontestée de vieux chef aurolé de toute la gloire d'un passé militant prestigieux. Séculaire fonction du centrisme...

D'où ses prises de position reflétant un très grand « réalisme » pratique et un non moins remarquable éclectisme de principes, faites de patriotisme et d'internationalisme mêlés, permettant une politique anti-militariste raisonnée ne menaçant pas vraiment la défense nationale du Reich. Le 2 mars 1880, il déclare au Reichstag : « S'il devait advenir que *n'importe quelle* puissance veuille conquérir l'Allemagne, la social-démocratie ferait front contre cet ennemi aussi bien que tout autre parti ». A Dresde en 1886, il stigmatise les visées impérialistes de la Russie sur les Balkans et, se reliant à l'attitude préconisée par Engels et pleinement justifiée par la nécessité de consolider la révolution bourgeoise allemande au risque de voir les forces féodales de la Russie barbare asiatifier l'Europe continentale en rendant plus lourd encore le poids des forces contre-révolutionnaires, il déclare : « Le devoir principal de la politique allemande consiste à s'opposer par tous les moyens dont elle dispose aux conspirations de la Russie tendant à élargir sa puissance dans les Balkans ». Mais à Erfurt en 1891, il présente la même thèse en l'habillant d'une rhétorique idéaliste qui anticipe les justifications hypocrites données au vote des crédits de guerre en août 1914 : « Si la Russie, le prototype de la barbarie et de la cruauté, l'ennemie de toute civilisation humaine [!] attaque l'Allemagne pour la dépecer et l'anéantir, nous serions autant et plus intéressés que ceux qui se trouvent à la tête du pays, et nous résisterions à l'agresseur ».

Cette ligne de défense inconditionnelle de la nation allemande en cas d'agression russe est réaffirmée constamment de 1890 à 1904, date à laquelle Bebel souligne la volonté de la social-démocratie de « n'abandonner aucun morceau du sol allemand à l'étranger » et déclare publiquement qu'en cas de nécessité, « lui, le vieux garçon », serait prêt personnellement à « mettre le fusil sur la bosse et à aller défendre le sol de la patrie ». En 1905, dans son discours au Congrès d'Iéna, il manifeste une méconnaissance totale des conséquences de la révolution russe pour la stratégie du prolétariat international et pour la social-démocratie allemande en particulier; il critique la diplomatie agressive des dirigeants du Reich, et il constate ... que le danger russe défait par le Japon doit se retourner contre l'Europe ! L'année suivante à Manheim, il dénonce la tactique du déclenchement de la grève générale en cas de guerre, préconisée par la gauche (Liebknecht surtout, mais aussi Rosa Luxemburg), et il affirme que la révolution russe ne doit pas amener le parti à un changement de tactique : « C'est une idée infantile de vouloir organiser la grève générale au moment où une énorme excitation, une fièvre secoue la masse de fond en comble, où le danger d'une immense guerre avec toute sa misère effroyable apparaît devant les yeux ». Et il ajoute que tout essai de grève déclenchée au moment de la mobilisation tomberait sous le coup des tribunaux militaires, que la direction du parti serait « écervelée », et qu'il serait donc insensé de provoquer un acte d'avance voué à l'échec. (Cette position reflète d'ailleurs l'attitude générale des instances du parti à l'égard de la grève de masse : *l'initiative* de l'attaque revient à la bourgeoisie; la grève sera déclarée tout au plus par ... légitime défense!).

Mais il y a plus. En 1907, au Congrès d'Essen, Bebel couvre de son autorité une déclaration ultrapatriotique de Noske au Reichstag : « Si nous devons vraiment défendre une fois la patrie, nous la défendrions alors parce que c'est notre

patrie, parce que c'est le sol sur lequel nous vivons, la langue que nous parlons, dont nous possédons les mœurs, parce que nous voulons faire de notre patrie un pays qui n'aurait nulle part au monde rien de semblable par la perfection et la beauté». On voit par là que l'illustre Staline n'a pas inventé grand-chose lorsqu'en 1924 il a accouché assez laborieusement, sous la pression de l'isolement à peu près complet du parti bolchevik, de la « géniale » théorie de la construction du socialisme dans un seul pays. L'« innovateur » eut d'illustres précédents ; il faut noter à ce propos tout le poids de la tradition lassallienne du « socialisme d'Etat » et du nationalisme, hérité en droite ligne de Fichte et de ses *Discours à la Nation Allemande*, dans une social-démocratie qui ne se remit jamais complètement de son péché originel, la fusion du parti d'Eisenach avec celui de Lassalle - Schweitzer sur les bases programmatiques de ce dernier à Gotha en 1875 (fusion d'ailleurs violemment critiquée par Marx et Engels — voir la *Critique du Programme de Gotha*).

Quelques mois avant sa mort, Bebel déclare à une séance de la commission du budget du Reichstag : « En Allemagne il n'y a pas un homme qui livrerait son pays à une puissance étrangère » ; il réfute ensuite le reproche d'antipatriotisme adressé à la social-démocratie ; il affirme que son parti n'a jamais oublié que « la position géographique et politique de l'Empire impose la préparation d'une forte défense [...] car on devait toujours envisager la possibilité d'une guerre agressive venant de l'Est » ; que la guerre future placerait peut-être l'Allemagne devant la question « être ou ne pas être » ; en conséquence de quoi le devoir impératif était de « rendre apte à la défense jusqu'au dernier homme ». Il allègue ensuite que l'article du programme du parti prévoyant l'armement général du peuple avait été conçu en ce sens pour cette éventualité ; il termine en affirmant que son parti a pour tâche de songer à la préparation matérielle de la défense du pays mais aussi de « fortifier les qualités spirituelles et morales du peuple ».

Ce patriotisme jacobin d'une autre époque est à l'origine des campagnes vigoureuses menées contre le militarisme impérial et son système militaire (« A ce système, pas un homme, pas un sou ») ; des critiques constantes de la politique de « paix armée » du Reich dont on dénonçait le caractère budgétivore (notamment la mise en chantier de la flotte impériale à partir de 1897) ; de la proposition de réforme du service militaire (moins de brutalités, moins d'exercices de type prussien) susceptible de « rendre l'armée plus efficace » (Congrès d'Essen, 1907) ; de la propagande contre le principe des armées permanentes menaçant la paix, contre l'abrutissement et la discipline imposée aux soldats, le militarisme, fardeau pour le peuple alors que les postes de commande de l'armée se trouvent aux mains des classes dominantes.

Les réformes proposées par Bebel et à sa suite par la fraction parlementaire au Reichstag allaient dans le sens (pour une nation impérialiste !) de l'armement général du peuple sur le modèle de Lazare Carnot et de Dubois-Crancé à l'époque de la France révolutionnaire, de Scharnhorst, de Gneisenau et de Clausewitz, à celle des guerres de libération semi-dynastiques anti-napoléoniennes ! Donc une tactique, des mots d'ordre, une propagande hérités d'un autre âge, de l'époque des guerres nationales progressives, que l'on plaquait mécaniquement en respectant la « lettre » de Marx mais sans aucun souci de la *méthode* marxiste, sur celle de l'impérialisme, en déniait en fait au prolétariat, malgré les résolutions de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, la capacité révolutionnaire, par delà la reconnaissance verbale de l'internationalisme et des devoirs qui y sont liés : défaitisme, travail illégal, etc. Dans cette perspective, chaque citoyen devait être un soldat ayant l'obligation de combattre en cas de danger pour le pays.

Ainsi, de par le triomphe de la politique parlementariste de chacune des sections de l'Internationale permettant à celles-ci d'accéder le plus pacifiquement du monde aux leviers de commande de l'Etat et de passer au socialisme dans le cadre des voies nationales... « une fois le système des milices accompli intégralement en Europe, une autre conception [des rapports entre les Etats] pourrait se faire respecter d'elle-même avec une autorité élémentaire, de telle sorte que tous les différends internationaux seraient aplanis par la décision arbitrale d'un aréopage des peuples » (25).

Si Bebel incarnait par son prestige de vieux militant une autorité morale incontestable, Kautsky figurait l'orthodoxie théorique du marxisme le plus pur, et intact des assauts réitérés de l'opportunisme. Il est vrai qu'il contribua par ses critiques claires des positions de l'opportunisme et au moins jusqu'à l'époque de son livre *Le chemin du pouvoir* (1909) (26) à restaurer l'esprit des positions de Marx-Engels en ce qui concerne la question nationale et coloniale et la tactique que le parti devait en déduire.

C'est dès 1887 qu'il formula pour son propre compte ce qui devint la position marxiste orthodoxe sur la question nationale. Dans un article de la *Neue Zeit* intitulé *La nationalité moderne* (27), il s'efforçait de développer la généalogie du facteur national d'après les critères du matérialisme dialectique, dans sa genèse, son développement, sa signification pour les différentes classes sociales et en particulier du point de vue du prolétariat, et de son nécessaire dépassement. Il montrait le rôle de l'Etat national comme « levier le plus puissant du développement économique moderne » ; l'importance du facteur linguistique dans l'unification du marché intérieur ; de là il retournait au *Manifeste* pour souligner l'interdépendance économique des Etats nationaux, et, contre le protectionnisme réactionnaire de la bourgeoisie, il révélait l'antagonisme irréductible opposant l'essor des forces productives au cadre national, d'où il déduisait la nécessité pour le prolétariat d'une réglementation internationale de la production.

Kautsky eut à plusieurs reprises l'occasion d'intervenir en tant qu'arbitre dans les conflits portant sur l'appréciation du facteur national dans la tactique du prolétariat : c'est ainsi qu'il prit part à la polémique opposant Rosa Luxemburg au nom de la Social-Démocratie du Royaume de Pologne et de Lithuanie, au Parti Socialiste Polonais à la fin du siècle dernier (Congrès de Londres, 1896) ; il y prit une position médiane en refusant de considérer l'indépendance de la Pologne comme une revendication prioritaire des socialistes polonais, tout en refusant de la rejeter comme dépassée. Sa deuxième intervention en tant qu'arbitre international concerne le problème des nationalités en Russie, en 1905. Il montra la nécessité pour les nations luttant pour leur indépendance contre le tsarisme autocratique de s'associer au mouvement démocratique dont le fer de lance devait être le prolétariat, seule classe capable de leur garantir l'indépendance réelle dans le cadre d'un Etat fédératif des nationalités, les Etats-unis de Russie,

---

(25) Toutes les citations de Bebel, ainsi que celle de Noske, sont tirées de Drachkovitch, *op. cit.*, pp. 262-266.

(26) Karl Kautsky, *Der Weg zu Macht*, Berlin, 1909. Traduction française : *Le chemin du pouvoir*, Paris, Anthropos, 1969.

(27) Karl Kautsky, « Die moderne Nationalität », *Neue Zeit*, V, 1887, pp. 392-405 et 442-451. Traduction française partielle dans Haupt, Lowy, Weil, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris, Maspéro, 1974, pp. 114-127.



fondés sur le principe de l'autonomie territoriale (28). Dans la question délicate des Balkans, aire géographique économiquement et socialement arriérée, il préconisait aux socialistes la tâche nationale révolutionnaire de lutter pour la constitution d'une fédération balkanique démocratique, libérée des intérêts dynastiques et de la tutelle des puissances étrangères, afin de débayer le terrain de la lutte de classes moderne (29). Enfin il mena à plusieurs reprises dans sa revue une polémique très serrée contre Renner et Bauer, critiquant en particulier leurs concepts de « communauté culturelle » et de « communauté de destin » par où ils essayaient de définir la nation, en soutenant la thèse de la viabilité de l'Etat multinational. Ces derniers s'efforçaient en fait de justifier leur ligne opportuniste : l'« autonomie culturelle » pour les peuples allogènes opprimés par les Habsbourg dans l'empire austro-hongrois.

Mais c'est dans l'analyse du rôle et de la situation du prolétariat face à un conflit possible entre les grandes puissances capitalistes du moment, notamment l'Allemagne et la France, qu'il apparut aux yeux de l'aile révolutionnaire de la II<sup>e</sup> Internationale, au moins jusqu'en 1909, comme l'authentique défenseur de l'orthodoxie marxiste. C'est ainsi qu'il s'oppose à Bebel au Congrès social-démocrate d'Essen, où il condamne l'attitude de la droite au moment de la première crise marocaine, en déclarant qu'il ne faut pas partager l'euphorie guerrière et belliqueuse du gouvernement. Contre Bebel, il proclame notamment que le problème n'est pas de savoir si la guerre est offensive ou défensive, mais si un intérêt prolétarien est en danger. Il déclare que si une guerre éclate à propos du Maroc, les socialistes doivent la combattre, même si l'Allemagne est attaquée, car « les prolétaires allemands sont solidaires des prolétaires français et non pas avec les potentats allemands et les junkers » (30). Dans sa brochure de 1907 *Patriotisme et social-démocratie* (31), il nie la possibilité d'une formule commune de patriotisme au sein de la société bourgeoise et distingue le patriotisme du prolétariat de celui de la bourgeoisie ; celui-ci s'identifie aux intérêts de la bourgeoisie et signifie « la défense de la plus-value que les exploiters empochent aux dépens de leur propre nation » ; celui-là ne peut être compris qu'en fonction de la refonte totale de la société. Et il refuse un éventuel front uni du prolétariat allemand avec sa bourgeoisie nationale : « Les oppositions actuelles entre les Etats ne peuvent plus produire aucune guerre à laquelle le patriotisme prolétarien ne s'opposerait le plus résolument » (32).

Notons par ailleurs que, malgré des formulations d'un paternalisme philistin, le fond de la position de Kautsky dans sa polémique contre les thèses social-impérialistes de la droite et les positions hypocrites d'un Van Kol (33) au

(28) Karl Kautsky, « Die Nationalitätenfrage in Russland » (*La question des nationalités en Russie*), *Leipziger Volkszeitung*, 29 avril 1905.

(29) Cf. Karl Kautsky, « Die nationalen Aufgaben der Sozialisten unter den Balkanslawen » (*Les tâches nationales des socialistes parmi les Slaves des Balkans*), *Der Kampf*, 1908, p. 105-110. Traduction française partielle dans Haupt, Lowy, Weil, *op. cit.*, pp. 143-147.

(30) Cité par Drachkovitch, *op. cit.*, p. 252.

(31) Karl Kautsky, *Patriotismus und Sozialdemokratie*, Leipzig, 1907.

(32) Cité par Drachkovitch, *op. cit.*, p. 252.

(33) Toute l'hypocrisie sordide d'un Van Kol ressort de cet extrait de son intervention au Congrès de Stuttgart en 1907 :

« Notre ami [il s'agit de Kautsky] est allé encore plus loin, quand il nous a donné son avis sur le développement industriel des colonies. Il nous a conseillé d'envoyer des machines et des instruments de travail en Afrique. C'est là une théorie de livres. Veut-il civiliser ainsi le pays ? Si nous envoyons une machine aux nègres de l'Afrique

Congrès de Stuttgart de l'Internationale (1907) est dans l'ensemble correct :

« D'où vient donc que l'idée d'une politique coloniale socialiste trouve tant de partisans dans ce milieu [le congrès de Stuttgart-NdR], alors qu'il me semble, en réalité, que cette idée est basée sur une contradiction logique ? J'attribue ce fait à ceci : c'est que l'idée était tellement neuve que l'on a pas eu le temps de délibérer sur sa signification réelle. Jusqu'à présent, nous n'avons jamais entendu parler d'une politique coloniale socialiste. [...] L'on dit [il s'agit du rapporteur, Van Kol - NdR] que nous avons à poursuivre une politique civilisatrice, et que nous devons nous rendre auprès des peuplades attardées, afin de nous transformer en éducateurs et en conseillers de ces peuplades primitives. J'en tombe complètement d'accord. J'approuve ce qui a été dit à ce sujet par Bernstein. Nous avons tout intérêt à ce que ces peuplades primitives parviennent à une culture supérieure, mais ce que je conteste, c'est qu'il faille pour cela pratiquer la politique coloniale, qu'il soit nécessaire de conquérir et de dominer. Je pourrais même dire que la politique coloniale est contraire à la politique civilisatrice. C'est une erreur très répandue que les peuples attardés soient adversaires de la civilisation qui leur est apportée par les peuples plus civilisés. L'expérience démontre, au contraire, que là où on se montre bienveillant à l'égard des sauvages, ceux-ci acceptent volontiers les instruments et le secours d'une civilisation supérieure. Mais si on vient pour les dominer, pour les opprimer, pour les soumettre, quand ils doivent se mettre sous la tutelle d'un despotisme, même bienveillant, ils perdent toute confiance, ils rejettent alors, avec la domination étrangère, la culture étrangère, et l'on en vient à des combats, à des dévastations. Nous voyons que par-

---

centrale, savez-vous ce qu'ils feront ? Il est très probable qu'ils exécuteront autour de notre produit européen une danse guerrière (*hilarité*) et il est aussi probable que le nombre de leurs innombrables dieux sera augmenté d'une unité (*nouvelle hilarité*). Peut-être nous demandera-t-il aussi d'y envoyer des Européens, sachant conduire les machines. Ce que feront d'eux les indigènes, je ne le sais. Peut-être aussi Kautsky et moi pourrions-nous lier la théorie à la pratique, et pourrions-nous accompagner les machines au continent noir. Mais je suis aussi persuadé que les indigènes ne se contenteront pas de les briser. Il se pourrait même qu'ils nous écorchent, ou bien qu'ils nous mangent, et alors... (*se frottant le ventre*) je crains fort, comme je suis quelque peu plus développé au point de vue corporel que Kautsky, que j'aurais, auprès de mes amis nègres, la préférence. (*Hilarité.*) Si nous, Européens, nous allions en Afrique avec nos machines européennes, nous serions les victimes de notre expédition. Nous devons, au contraire, avoir les armes à la main, pour nous défendre éventuellement, même si Kautsky appelle cela de l'impérialisme. (*Très bien sur quelques bancs.*) » (Cité dans : Schramm et Carrère d'Encausse, *op. cit.*, pp. 168-169.)

Combien était différente la manière dont Engels envisageait le problème 25 ans auparavant, un extrait de sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882 nous le fera comprendre mieux que tout commentaire :

« Une fois que l'Europe et l'Amérique du Nord seront réorganisées [sur des bases socialistes-NdR], elles constitueront une force si colossale et un exemple tel que les pays à demi civilisés viendront d'eux-mêmes dans leur sillage : les besoins économiques y pourvoiront déjà à eux seuls. Mais par quelle phase de développement social et politique ces pays devront passer par la suite pour parvenir eux aussi à une organisation socialiste, là-dessus, je crois, nous ne pouvons échafauder que des hypothèses assez oiseuses. Une seule chose est sûre : le prolétariat victorieux ne peut faire de force le bonheur d'aucun peuple étranger sans par là miner sa propre victoire ». (Cité notamment dans Schramm et Carrère d'Encausse, *op. cit.*, p. 155.)

tout où l'on pratique la politique coloniale, nous n'assistons pas à un relèvement mais à une dépression des peuples ! [...] Si nous voulons agir en civilisateurs sur les peuples primitifs, la première nécessité pour nous, c'est de gagner leur confiance, et cette confiance nous ne la gagnerons que *lorsque nous leur aurons donné la liberté* » (34).

Comment, dans ces conditions, comprendre l'attitude de Kautsky face au conflit impérialiste ouvert en 1914 ? Comment expliquer l'ahurissante volte-face par laquelle il abandonna le terrain du marxisme pour rejoindre le camp de l'opportunisme fustigé pendant des années ? Comment expliquer les *trois thèses* qui caractérisent le mieux *sa réaction devant la guerre* : l'Internationale est un instrument de paix, non un instrument pour empêcher la guerre ; le conflit n'est pas purement impérialiste, il comprend des aspects nationaux ; les prémisses d'une phase de paix et de prospérité existent à l'époque de l'impérialisme ?

En réalité, si la défection de Kautsky en 1914 atteignit Lénine comme une désagréable surprise, Rosa Luxemburg avait commencé à avoir l'intuition de ses premiers symptômes bien avant la rupture formelle de leurs rapports d'amitié politique et personnelle, qui date de la première moitié de 1912 (35) : depuis son retour après sa participation aux mouvements révolutionnaires en Russie et particulièrement en Pologne, elle se sentait de plus en plus gênée dans l'atmosphère quiétiste et mesquinement parlementaire et syndicale du SPD. D'une part, en vertu d'une espèce de « division du travail » (semblable, sous d'autres aspects, à celle qui avait été établie entre parti et syndicats), Kautsky « laissait faire » la direction dans le domaine tactique à condition d'avoir en retour le monopole de la théorie pure et de la défense de son intangibilité ; il couvrait ainsi en pratique l'opportunisme croissant condamné en doctrine. D'autre part, son ouvrage *Le chemin du pouvoir*, pourtant très admiré (y compris, à l'époque, par Lénine), laissait affleurer une version du marxisme qui privait celui-ci de son essence révolutionnaire pour le réduire à l'attente et à la *certitude* mécaniques du triomphe, grâce au dépérissement et au pourrissement progressif et spontané de la société bourgeoise ; ce n'est pas par hasard que cette version en un certain sens évolutionniste, antidialectique et académiquement détachée débouchera, par un renversement qui ne sera qu'apparent, sur la thèse de l'« ultra-impérialisme » ; auparavant, elle se sera manifestée par une attitude de dégoût mal dissimulé pour la revendication luxemburgienne de la grève générale comme instrument inséparable de la stratégie et de la tactique socialistes.

La rupture *ouverte* avec le passé « orthodoxe » ne remonte toutefois qu'aux quelques années précédant la guerre, et en particulier 1910. Cette année-là vit la conjonction de deux mouvements prolétariens remettant directement en cause le « quiétisme » satisfait du parti : le mouvement de protestation constitutionnaliste pour la réforme du droit de vote en Prusse, et une agitation sociale née du chômage relativement important dans plusieurs secteurs industriels. Les grèves, les manifestations, les heurts avec la police se succédaient à un tel rythme et prenaient tant d'ampleur que Rosa Luxemburg resouleva dans un article de février 1910 (36) la vieille question de l'opportunité de la grève de masse.

(34) Cité dans : Schramm et Carrère d'Encausse, *op. cit.*, pp. 166-167.

(35) « Rosa Luxemburg avait raison, qui écrivait depuis longtemps qu'il y a chez Kautsky « la courtisanerie du théoricien » : la servilité, ou, en termes plus simples, la servilité devant la majorité du parti, devant l'opportunisme » (Lénine à Chliapnikov, 27 octobre 1914. *Œuvres*, tome 35, p. 164).

(36) Rosa Luxemburg, « Was weiter ? » (*Et ensuite ?*), *Dortmunder Arbeiterzeitung*, 14-15 mars 1910.

Kautsky refusa de publier l'article dans la *Neue Zeit* et opposa à Rosa Luxemburg la tactique de la « guerre d'usure » en rappelant... l'astuce de Fabius Cunctator le temporisateur, en face d'Hannibal ! L'heure n'était pas à l'amplification du mouvement, il fallait se consacrer aux élections au Reichstag ! Tôt ou tard, le parti obtiendrait la majorité absolue, et « dans la situation actuelle, une telle victoire ne représenterait rien de moins que l'effondrement de tout le régime existant » (37). La rupture était consommée : « Pour freiner, camarade Kautsky, nous n'avons pas besoin de vous », rétorqua Rosa Luxemburg (38).

A partir de 1911, l'identification de Kautsky avec la direction fut complète ; il devint le théoricien de la coalition avec les nationaux-libéraux contre la « droite » au parlement, au nom de l'alliance désormais possible et souhaitable du prolétariat avec les « nouvelles classes moyennes ». Fait plus grave encore, il couvrit la passivité consciente de la direction du parti lorsqu'au moment du « coup d'Agadir » (deuxième affaire du Maroc franco-allemande) le secrétaire du parti, Molkenbuhr, n'engagea aucune démarche auprès du Bureau Socialiste International de Bruxelles sous le prétexte qu'une dénonciation publique de la provocation impérialiste du Reich aurait nui au parti social-démocrate engagé dans la campagne électorale ! L'attitude quasi absentéiste de la social-démocratie allemande qui n'avait pas « dérangé » les sentiments nationalistes grand-allemands porta ses fruits : 110 députés socialistes entrèrent au Reichstag...

Les années qui précédèrent immédiatement le déclenchement du conflit mondial furent marquées chez Kautsky par un désenchantement qui s'éloignait de plus en plus des perspectives révolutionnaires ; c'est l'époque où il produit sa théorie de l'impérialisme pacifique, du capitalisme planifiable et raisonnable (thèse d'ailleurs largement répandue parmi les délégués mandatés au congrès de Chemnitz en 1912 et partagée par Bebel peu avant sa mort). Dès cette période, il quitte peu à peu le terrain du marxisme pour rejoindre celui de l'utopie petite bourgeoise et réactionnaire et son corollaire : *la politique ouvrière nationale libérale*.

Après que la totalité des représentants parlementaires de la social-démocratie ait voté les crédits de guerre le 4 août 1914, Kautsky devint le théoricien d'un « centre » exsangue attaché à la justification du social-patriotisme, à l'union des « extrêmes » (de David à Liebknecht !), se tournant vers le passé à la recherche des... « responsables » de la guerre mondiale, et formulant la théorie de la politique socialiste de « temps de paix ». Caricature maladroite d'un passé prestigieux, il ne fut plus que le faire-valoir du social-patriotisme, proposant pour mettre fin à la guerre l'amnistie réciproque des belligérants. Ce à quoi Lénine répondait :

« L'une des formes de mystification de la classe ouvrière est le pacifisme et la propagande abstraite de la paix [...] A l'heure actuelle, une propagande de paix qui n'est pas accompagnée d'un appel à l'action révolutionnaire des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant la confiance en l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment, l'idée selon laquelle on pour-

---

(37) Karl Kautsky, « Was nun ? » (*Et maintenant ?*), *Neue Zeit*, 8 avril 1910.

(38) Rosa Luxemburg, « Ermattung oder Kampf ? » (*Usure ou lutte ?*), *Neue Zeit*, 27 mai et 3 juin 1910.

rait aboutir à une paix dite démocratique sans une série de révolutions est profondément erronée » (39).

Nombreux sont les textes où Lénine caractérise les positions du « centre » kautskien relatives à l'appréciation de la guerre, du facteur national et du mot d'ordre de « défense de la patrie » dans le conflit impérialiste ; nous évoquerons le plus célèbre, en tout cas l'un des plus percutants : *La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale* (septembre 1915). Dans ces pages incendiaires et bouillantes d'indignation, Lénine rappelait le contenu du *Manifeste de Bâle* (1912) : la guerre engendrera une crise économique et politique ; les prolétariats considéreront la participation à la guerre comme un crime ; les partis socialistes devront utiliser la crise pour hâter la chute de l'oppression bourgeoise. Ce Manifeste définissait le conflit à venir comme une guerre impérialiste et non pas « nationale » ou « révolutionnaire ». Après avoir rappelé les caractères principaux des situations révolutionnaires (faillite politique de la classe dominante ; accentuation de la misère des classes opprimées ; mouvements des masses vers des actions indépendantes), il constatait que les marxistes avaient à faire face en cette fin 1915 à ce type de situation, et devaient en conséquence appliquer les résolutions tactique du Congrès de Bâle, c'est-à-dire

« révéler aux masses l'existence d'une situation révolutionnaire, en expliquer l'ampleur et la profondeur, éveiller la conscience et l'énergie révolutionnaires du prolétariat, l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens » (40).

Après avoir passé en revue les arguments des sociaux-chauvins et de Kautsky et dénoncé les fausses références à Marx-Engels abstraitement dégagées de leur contexte historique, Lénine passait à la réfutation de l'une des pièces maîtresses de la révision kautskienne : la théorie de l'ultra-impérialisme, pierre angulaire de la justification centriste de la politique social-chauvine. Cette théorie, la « théorie du social-chauvinisme la plus subtile, la plus habilement maquillée d'un semblant de science et d'internationalisme », était énoncée par Kautsky dans les termes suivants :

« La régression du mouvement protectionniste en Angleterre ; l'abaissement des tarifs douaniers en Amérique ; la tendance au désarmement ; le déclin rapide, dans les dernières années ayant précédé la guerre, de l'exportation des capitaux de France et d'Allemagne ; enfin l'entrelacement international croissant des diverses cliques du capital financier, — tout cela m'a incité à me demander s'il ne serait pas possible que la politique impérialiste actuelle fût supplantée par une politique nouvelle, ultra-impérialiste, qui substituerait à la lutte entre les capitaux financiers nationaux, l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier uni à l'échelle internationale. Une telle phase nouvelle est en tous cas concevable. Est-elle réalisable ? Il n'existe pas encore de prémisses suffisantes pour trancher la question [...] [La guerre] peut se terminer de façon telle que les faibles germes de l'ultra-impérialisme se trouvent renforcés [...] Si l'on en arrive à une entente entre les nations, au désarmement, à une paix durable, les pires causes qui, avant la guerre, provoquaient dans des proportions croissantes le dépérissement

(39) Lénine, *La conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R.*, 1915. *Œuvres*, tome 21, pp. 161-162.

(40) Lénine, *La faillite de la II<sup>e</sup> Internationale*, 1915. *Œuvres*, tome 21, p. 221.

moral du capitalisme, pourront disparaître. [...] L'ultra-impérialisme pourrait créer une ère de nouvelles espérances et de nouvelles attentes dans le cadre du capitalisme » (41).

Lénine commentait :

« Cette « théorie » se réduit au fait, et à ce fait *seulement*, que Kautsky justifie par l'espoir en une *nouvelle* ère pacifique du capitalisme le ralliement des opportunistes et des partis social-démocrates officiels à la bourgeoisie et leur reniement de la tactique révolutionnaire (c'est-à-dire prolétarienne) au cours de la *présente période orangeuse*, en dépit des déclarations solennelles de la résolution de Bâle » (42).

En effet, pour Kautsky, les socialistes de « droite » n'avaient pas rallié le camp de la bourgeoisie ; n'estimant pas réalisable dans les conditions de la guerre les objectifs de la politique socialiste, ils se rangeaient tout naturellement au côté de leur bourgeoisie nationale en attendant... la fin de la guerre, le désarmement et l'apparition d'une ère de prospérité « ultra-impérialiste » ! Pour le marxiste qu'est Lénine, l'« ultra-impérialisme » n'est qu'une « ultra-niaiserie » qui ne peut que conforter la ligne opportuniste de la « défense nationale » en temps de guerre et le réformisme pratique en temps de paix ; car l'hypothèse d'un impérialisme débonnaire, sage, raisonnable, est absurde :

« L'impérialisme, c'est la subordination de toutes les couches des classes possédantes au capital financier et le partage du monde entre cinq ou six « grandes » puissances, dont la plupart participent aujourd'hui à la guerre. Le partage du monde entre les grandes puissances signifie que toutes leurs couches possédantes *ont intérêt* à la possession de colonies et de sphères d'influence, à l'oppression de nations étrangères, aux postes plus ou moins lucratifs et aux privilèges conférés par le fait d'appartenir à une « grande » puissance et à une nation oppressive.

« Il est impossible de vivre à l'ancienne mode, dans l'ambiance relativement calme, policée et paisible d'un capitalisme évoluant sans à-coups et s'étendant progressivement à de nouveaux pays, car une autre époque est arrivée. Le capital financier *évince* et *évincera* un pays donné du nombre des grandes puissances, lui enlèvera ses colonies et ses sphères d'influence [...] ; il enlèvera à la petite bourgeoisie les privilèges et les revenus subsidiaires dont elle profite du fait d'appartenir à une « grande puissance ». C'est ce que la guerre est en train de démontrer. C'est à cela qu'a *abouti effectivement* l'exacerbation des contradictions reconnue depuis longtemps par tout le monde, y compris par Kautsky lui-même dans sa brochure *Le chemin du pouvoir* » (43).

L'impérialisme ne dispose que d'une seule politique correspondant à sa base économique hautement concentrée : la *force*, pour le partage périodique du monde, des marchés, des matières premières, des sources d'énergie, des zones stratégiques. La position de Kautsky apparaît de ce point de vue comme une « exhortation philistine invitant les financiers à renoncer à l'impérialisme », un exorcisme de petit bourgeois réactionnaire affolé par l'évolution catastrophique du capitalisme moderne, qui cherche dans la domination du capital financier des atténuations aux contradictions de l'économie mondiale.

---

(41) Karl Kautsky, « Die Abwirtschaftung des Kapitalismus » (*Le déclin du capitalisme*), *Neue Zeit*, 30 avril 1915. Cité par Lénine, *op. cit.*, pp. 227-228.

(42) *Op. cit.*, p. 229.

(43) *Op. cit.*, pp. 232-233.

Dans un autre ouvrage, Lénine concluait par la mise à jour des racines de l'opportunisme centriste :

« Kautsky, la plus grande autorité de la II<sup>e</sup> Internationale, offre un exemple éminemment typique, notoire, de la façon dont la reconnaissance verbale du marxisme a abouti en fait à le transformer en « strouvisme » ou en « brentanisme » [d'après les noms de réformistes bourgeois à coloration marxiste - NdR]. [...] A l'aide de sophismes manifestes, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire. On admet tout dans le marxisme, *excepté* les moyens révolutionnaires de lutte, la propagande en leur faveur et la préparation de leur mise en œuvre, l'éducation des masses dans ce sens. Au mépris de tout principe, Kautsky « concilie » la pensée fondamentale du social-chauvinisme, l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre actuelle, avec des concessions diplomatiques et ostentatoires aux gauches, telles que l'abstention lors du vote des crédits, la prise de position verbale en faveur de l'opposition, etc. Kautsky, qui écrit en 1909 tout un livre sur l'imminence d'une époque de révolutions et sur le lien entre la guerre et la révolution ; Kautsky, qui signa en 1912 le Manifeste de Bâle sur l'utilisation révolutionnaire de la guerre de demain, s'évertue aujourd'hui à justifier et à farder le social-chauvinisme, et se joint comme Plékhanov à la bourgeoisie pour railler toute idée de révolution, toute initiative allant dans le sens d'une lutte nettement révolutionnaire.

« La classe ouvrière ne peut jouer son rôle révolutionnaire mondial sans mener une lutte implacable contre ce reniement, cette veulerie, cette servilité à l'égard de l'opportunisme, et cet incroyable avilissement de la théorie marxiste. Le kautskisme n'est pas l'effet du hasard, c'est le produit social des contradictions de la II<sup>e</sup> Internationale, de la fidélité en paroles au marxisme alliée à la soumission de fait à l'opportunisme » (44).

### **3. La dialectique du facteur national à l'époque de l'impérialisme selon Rosa Luxemburg, et la réponse de Lénine.**

C'est au sein de ce milieu social-démocrate rongé par la gangrène opportuniste que les éléments les plus sains composant la gauche révolutionnaire durent amorcer leur dur travail de démarcation politique avec les positions du révisionnisme. Et c'est notamment dans la célèbre *Brochure de Junius* (45), publiée en janvier 1916 au plus fort de la première guerre mondiale, que furent exposées les leçons tirées par la gauche allemande de la débâcle du 4 août, ainsi que les *Thèses sur les tâches de la social-démocratie internationale* (publiées en annexe), dont la 5<sup>e</sup> surtout traitait du facteur national et soutenait qu'« A l'époque de [l'] impérialisme déchaîné il ne peut plus y avoir de guerres nationales ». Aussi contestable qu'elle ait été, cette thèse s'intégrait néanmoins dans une vision stratégique globale de la politique prolétarienne constituant les prémisses théorico-politiques de la rupture avec la vieille Internationale et de la renaissance du

(44) Lénine, *Le socialisme et la guerre*, 1915. *Œuvres*, tome 21, pp. 322-323.

(45) Junius [Rosa Luxemburg], *Die Krise der Sozialdemokratie. Anhang: Leitsätze über die Aufgaben der internationalen Sozialdemokratie (La crise de la social-démocratie. Appendice: Thèses sur les tâches de la social-démocratie internationale)*, Zürich, 1916. Traduction française : Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie / suivi de sa critique par Lénine*, Bruxelles, 1970.

parti mondial ; cette rupture et cette renaissance sont le véritable objet de la brochure ainsi que des *Thèses*, qui devaient servir de base à la conférence nationale de la gauche organisée en janvier 1916 par le groupe *Internationale* ou, comme on l'appellera par la suite, *Spartakus*.

La *Brochure de Junius* et les *Thèses* constituaient en fait un jalon du trop lent processus de séparation de la gauche d'avec le reste du parti social-démocrate vers la création (malheureusement tardive) du *Spartakusbund* et la naissance ultérieure du KPD, ainsi que le *point d'arrivée* d'une longue série de luttes politiques menées par Rosa Luxemburg contre l'opportunisme envahissant. Rappelons les principales étapes de cette lutte : protestation contre le silence de la direction du Parti lors de l'intervention du Reich en Chine (1900) ; après critiques de la politique coloniale du gouvernement allemand et du courant social-démocrate favorable au « colonialisme socialiste » ; interventions au côté de Lénine et de Martov au Congrès de Stuttgart (1907) où, comme déléguée de la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lithuanie, Rosa Luxemburg, appuyée par les représentants du P.O.S.D.R., réussit à imposer les fameux amendements sur le déclenchement de la grève générale en cas de conflit entre les grandes puissances capitalistes ; publication de *L'accumulation du Capital* pour tenter de réfuter l'utopie ultra-impérialiste et son corollaire la politique réformiste, en montrant en particulier que la politique de conquête, de pillage colonial, d'endettement et de militarisme doit nécessairement mener l'impérialisme à la catastrophe et à la guerre ; protestations indignées contre le pessimisme de Bebel au congrès de Stuttgart sur la possibilité de riposter à la guerre par la grève, contre le scepticisme désabusé de Victor Adler à la dernière réunion du Bureau Socialiste International le 29 juillet 1914, et plus généralement contre la passivité de l'Internationale incapable d'honorer ses engagements et les résolutions du Congrès de Bâle.

Reprenant non seulement contre la droite social-chauvine mais contre le centrisme de Kautsky la vigoureuse attaque lancée dans l'éditorial de l'unique numéro paru de *Die Internationale* (46), Rosa Luxemburg démolissait dans sa brochure les justifications officielles de la guerre, en la ramenant à ses racines impérialistes ; elle démolissait également les arguments invoqués par les socialistes majoritaires pour donner une apparence d'...orthodoxie marxiste à leur politique de paix sociale et au vote des crédits militaires demandés par le gouvernement. Toute la première partie, la plus développée, contient une analyse magistrale des rapports inter-impérialistes précédant le déclenchement de la

---

(46) « Der Wiederaufbau der Internationale » (*La reconstitution de l'Internationale*), *Die Internationale*, n° 1, 15 avril 1915. Cet éditorial de Rosa Luxemburg s'en prend notamment à Kautsky qui prétendait faire de la lutte de classe un principe et une directive d'action pour les périodes de cours pacifique du régime capitaliste et non pour les périodes comme celle de la guerre impérialiste, où ses contradictions immanentes atteignent leur paroxysme et placent les socialistes devant l'alternative tranchante : « Ou bien la lutte de classe est, y compris en temps de guerre, la loi suprême d'existence du prolétariat, et alors la proclamation de l'harmonie entre les classes pendant le cours de la guerre [...] est un délit contre les intérêts vitaux de la classe ; ou bien la lutte de classe est un délit contre les « intérêts nationaux » et la « sécurité de la patrie » y compris en temps de paix [...]. Ou bien la social-démocratie devra faire amende honorable devant la bourgeoisie nationale et réviser radicalement toute sa tactique et ses principes y compris en temps de paix pour s'adapter à sa position social-impérialiste actuelle ; ou bien elle devra faire amende honorable devant le prolétariat international et adapter son comportement en temps de guerre à ses principes du temps de paix [...] Ou Bethman-Hollweg, ou Liebknecht. Ou impérialisme, ou socialisme, comme l'entendait Marx ! ».



guerre, de la genèse des oppositions relatives au partage des colonies, de la signification des conflits diplomatiques, politiques, des coups de force militaires concernant les zones d'influence âprement disputées par les principales puissances capitalistes du moment. Cette analyse, nullement gratuite, s'intégrait dans une démarche politique tendant à montrer, d'une part, que la guerre était déjà présente *in nucleo* dans tous les événements diplomatiques et les relations internationales dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle ; d'autre part, que la social-démocratie avait dénoncé en leur temps tous les accrocs de la politique impérialiste comme des menaces pour la paix ; et enfin, que l'attitude des socialistes en 1914 était inconcevable au regard de leurs engagements passés. La mise à jour des arrière-plans du conflit, l'étude des « ressorts réels » et des « connexions internes » de la première guerre mondiale constituait en effet le mouvement critique préalable indispensable pour démonter les sophismes et les arguties servant à justifier les prises de position du groupe parlementaire appelant à la « défense de la liberté et de la culture allemande » contre « l'agression de la barbarie russe » :

« ... l'incident de Sarajevo n'avait fait que fournir le prétexte. Pour ce qui est des causes et des oppositions, tout était déjà mûr pour la guerre depuis longtemps, la configuration que nous connaissons aujourd'hui était déjà prête depuis dix ans. Chaque année qui s'écoulait et chaque nouvel événement politique qui s'est produit au cours de ces dernières années rapprochaient un peu plus l'échéance : la révolution turque, l'annexion de la Bosnie, la crise du Maroc, l'expédition de Tripoli, les deux guerres des Balkans. C'est dans la perspective de cette guerre que furent proposés tous les projets de loi de ces dernières années : on se préparait consciemment à l'inévitable conflagration générale. [...] La guerre mondiale actuelle était dans l'air depuis huit ans ».

C'est pourquoi :

« Lorsque les bataillons allemands pénétrèrent en Belgique, lorsque le Reichstag fut placé devant le fait accompli de la guerre et de l'état de siège, il n'y avait pas de quoi être frappé de stupeur, car ce n'était pas une situation nouvelle et inouïe, ce n'était pas un événement qui, compte tenu du contexte politique, pouvait surprendre la social-démocratie allemande. La guerre mondiale déclarée officiellement le 4 août était celle-là même pour laquelle la politique impérialiste allemande et internationale travaillait inlassablement depuis des dizaines d'années, celle-là même dont, depuis dix ans, la social-démocratie allemande [...] prophétisait l'approche presque chaque année » (47).

Rosa Luxemburg passe ensuite à l'examen de l'« argument suprême », à la critique de la justification de fond avancée par la social-démocratie allemande, c'est-à-dire la tactique de front national préconisée par Marx et Engels dans les années 1860. Hindenburg serait donc l'exécuteur testamentaire de Marx et d'Engels ? Pour démontrer la supercherie, elle rappelle le diagnostic porté par Marx lui-même après la Commune sur le caractère réel des soi-disant guerres « nationales » menées par les Etats bourgeois modernes :

« Qu'après la plus terrible guerre des temps modernes, l'armée victorieuse et l'armée vaincue s'unissent pour massacrer en commun le prolétariat [il s'agit de la répression de la Commune - NdR], cet événement inouï prouve, non pas comme le croit Bismarck, l'écrasement défi-

---

(47) Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, op. cit., pp. 129-132.

nitif de la nouvelle société montante, mais bien l'effondrement de la vieille société bourgeoise. Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale ; et il est maintenant prouvé qu'elle est une pure mystification des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et qui est jetée de côté, aussitôt que cette lutte de classe éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national, les gouvernements nationaux font bloc contre le prolétariat » (48).

Après la démolition des justifications hypocrites des majoritaires, les *Thèses sur les tâches de la social-démocratie internationale* proclamaient notamment :

« [...] 3. [La] tactique des instances officielles du parti dans les pays belligérants, et en tout premier lieu en Allemagne, qui était jusqu'ici le pays pilote de l'Internationale, équivaut à une trahison des principes les plus élémentaires du socialisme international, des intérêts vitaux de la classe ouvrière et de tous les intérêts démocratiques des peuples. A cause de cette tactique, la politique socialiste était également condamnée à l'impuissance dans les pays où les dirigeants du parti sont restés fidèles à leurs devoirs : en Russie, en Serbie, en Italie, et — avec une exception — en Bulgarie.

« 4. En abandonnant la lutte de classe pour toute la durée de la guerre, et en la renvoyant à la période d'après-guerre, la social-démocratie officielle des pays belligérants a donné le temps aux classes dirigeantes de tous les pays de renforcer considérablement leur position aux dépens du prolétariat sur le plan économique, politique et moral.

« 7. [...] La guerre mondiale actuelle développe toutes les conditions favorables à de nouvelles guerres.

« 8. La paix mondiale ne peut être préservée par des plans utopiques ou foncièrement réactionnaires, tels que des tribunaux internationaux de diplomates capitalistes, des conventions diplomatiques sur le « désarmement », la « liberté maritime », etc. [...] Le seul moyen [...] de préserver la paix mondiale, c'est la capacité d'action politique du prolétariat international et sa volonté révolutionnaire de jeter son poids dans la balance.

« 11. La guerre a fait éclater la II<sup>e</sup> Internationale. Sa faillite s'est avérée par son incapacité à lutter efficacement pendant la guerre contre la dispersion nationale et à adopter une tactique et une action communes pour le prolétariat de tous les pays.

« 12. Compte tenu de la trahison des représentations officielles des partis socialistes des pays belligérants envers les objectifs et les intérêts de la classe ouvrière [...] il est d'une nécessité vitale pour le socialisme de créer une nouvelle Internationale ouvrière qui se charge de diriger et de coordonner la lutte de classe révolutionnaire menée contre l'impérialisme dans tous les pays. [...] » (49).

Vigoureuse réaffirmation de la continuité de la lutte de classe en temps de guerre comme en temps de paix et de l'internationalisme prolétarien, dénon-

(48) *Address of the General Council of the International Working Men's Association on the Civil War in France, 1871*. Traduction française : Karl Marx, *La guerre civile en France*. Cité par Rosa Luxemburg, *op. cit.*, p. 171.

(49) Rosa Luxemburg, *op. cit.*, pp. 220-223.

ciation du caractère impérialiste du conflit, la *Brochure de Junius* fut saluée avec enthousiasme par Lénine qui en eut connaissance peu de temps après sa parution (« La brochure, écrite sur un ton très vif, a certainement déjà joué et jouera encore un grand rôle dans la lutte contre l'ex-parti social-démocrate d'Allemagne, passé du côté des junkers et de la bourgeoisie, et nous félicitons très cordialement son auteur »). Mais il en souligne sans indulgence les insuffisances, en prévenant qu'il ne le fait qu'au nom de « l'autocritique nécessaire pour les marxistes, et parce qu'il faut vérifier sous tous leurs aspects les points de vue qui doivent servir de base idéologique à la III<sup>e</sup> Internationale » ; l'ouvrage est en effet « dans l'ensemble, un excellent ouvrage marxiste, et il est très possible que ses défauts aient, jusqu'à un certain point, un caractère fortuit » (50).

Les observations de Lénine concernaient surtout « le silence sur le lien qui existe entre le social-chauvinisme et l'opportunisme », l'absence de toute caractérisation de ce kautskysme que *Die Internationale* avait pourtant violemment attaqué un an auparavant en dénonçant « son manque de caractère, la prostitution du marxisme à laquelle il se livre et son aplatissement devant les opportunistes » ; mais cette trahison ne pouvait s'expliquer sans la rattacher à « l'opportunisme en tant que *tendance* ayant derrière elle une longue histoire, l'histoire de toute la II<sup>e</sup> Internationale », et sans élucider « le sens et le rôle de ces deux tendances : l'une franchement opportuniste (Legien, David, etc.), l'autre, hypocritement opportuniste (Kautsky et Cie) » (51). La critique frappait droit au but : on sait qu'en 1916 le groupe *Internationale* se considérait comme faisant encore partie du SPD ; qu'à Zimmerwald et Kienthal il prit une position de centre ; qu'en 1917 il se joignit à l'USPD d'inspiration kautskienne tout en conservant une certaine autonomie, et qu'il ne se constitua en Parti communiste d'Allemagne qu'à la fin de 1918, avec un retard fatal sur le cours précipité des événements. Lénine explique cette attitude par « le plus grand défaut de tout le marxisme révolutionnaire allemand, [...] l'absence d'une organisation illégale étroitement unie, suivant systématiquement une voie bien à elle et éduquant les masses dans l'esprit des nouvelles tâches : une telle organisation serait obligée de définir nettement son attitude à l'égard de l'opportunisme comme du kautskysme » (52). En réalité, comme nous l'avons noté ailleurs (53), ceci découlait logiquement de la vision luxemburgienne d'une régénération démocratique et antibureaucratique du parti par l'action des masses, qui tôt ou tard auraient retrouvé le chemin de la révolution contre la trahison des chefs et la veulerie pseudo-scientifique des théoriciens, parallèlement au devenir catastrophique de la société bourgeoise. Le résultat fut tragique, parce qu'il révéla le retard fatal de la maturation des facteurs *subjectifs* de la révolution en Europe centrale par rapport au cours accéléré des facteurs *objectifs*. Rosa Luxemburg, Liebknecht, Jogiches, la fleur de l'avant-garde prolétarienne et communiste, le payèrent de leur vie, mais ce fut le mouvement ouvrier *tout entier* qui en ressentit les effets désastreux. Honneur aux vaincus — mais à bas les défaites !

L'autre erreur de l'anonyme Junius, selon Lénine, était de tirer de la thèse de Marx dans *l'Adresse* sur la Commune, qui se référait évidemment à l'aire géo-historique euro-américaine de capitalisme pleinement développé, la conclusion

(50) Lénine, *A propos de la brochure de Junius*, 1916. *Œuvres*, tome 22, p. 329.

(51) *Op. cit.*, pp. 329-330.

(52) *Op. cit.*, p. 330.

(53) Voir notre *Storia della Sinistra Comunista (Histoire de la Gauche Communiste)*, vol. II, pp. 454-458 — Traduction française dans *Programme Communiste* n° 58, pp. 91-96.

de l'impossibilité des guerres nationales à l'époque de l'impérialisme, sans prendre en considération les particularités concrètes dans l'application théorique et pratique du facteur national. La thèse 5 des *Thèses sur les tâches de la social-démocratie internationale* disait en effet notamment :

« A l'époque de [l'] impérialiste déchaîné il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme » (54).

Cela signifiait nier l'actualité révolutionnaire des luttes de libération des peuples coloniaux opprimés, et surtout la possibilité d'une stratégie prolétarienne résolument mondialiste faisant converger au sein d'une même organisation internationale l'avant-garde prolétarienne des pays avancés et les forces révolutionnaires-démocratiques émanant des nations vassalisées par les puissances impérialistes. Conscient de polémiquer, non avec un ... Kautsky ou un Bauer, mais avec leur antagoniste irréductible, Lénine observait :

« Notons cependant qu'il serait injuste d'accuser Junius d'indifférence pour les mouvements nationaux. C'est ainsi qu'il relève, parmi les péchés de la fraction social-démocrate, son silence sur l'exécution pour « crime de trahison » (évidemment pour une tentative d'insurrection en relation avec la guerre) d'un chef indigène au Cameroun ; et il souligne spécialement, dans un autre endroit (pour MM. les Legien, les Lensch et autres canailles qui se disent « social-démocrates »), que les nations coloniales sont aussi des nations. Il déclare très nettement : « le socialisme reconnaît à chaque peuple le droit à l'indépendance et à la liberté, le droit de disposer lui-même de ses destinées » ; « le socialisme international reconnaît le droit des nations libres, indépendantes, égales, mais il n'y a que lui qui puisse créer de telles nations, il n'y a que lui qui puisse réaliser le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Et ce mot d'ordre du socialisme — remarque très justement l'auteur — sert, comme tous les autres, non pas à justifier ce qui existe, mais à indiquer la voie, à pousser le prolétariat vers une politique active, révolutionnaire, renouvratrice » (pages 77 et 78). Par conséquent, on se tromperait lourdement en pensant que tous les social-démocrates de gauche d'Allemagne ont versé dans la même étroitesse et la même caricature du marxisme que certains social-démocrates hollandais et polonais qui nient le droit des nations à disposer d'elles-mêmes même en régime socialiste » (55).

Il convient de noter que cette thèse de la *Brochure de Junius* n'était pas fortuite. Dans *L'accumulation du capital*, publié deux ans plus tôt, Rosa Luxemburg n'envisageait déjà que le côté négatif de la pénétration du mercantilisme et des rapports de production bourgeois dans les pays précapitalistes. Son objectif était de démolir sur le plan même de la théorie économique les élucubrations kautskyennes et austro-marxistes sur l'ultra-impérialisme et sur la possibilité d'une évolution du capitalisme dans le sens d'une conciliation plus ou moins pacifique de ses contradictions internes, et de montrer comment au contraire la tendance nécessaire à l'expansion, à la conquête, aux guerres coloniales et aux guerres généralisées, devait inéluctablement se heurter à des limites infranchissables et donc susciter des antagonismes toujours plus violents, jusqu'à l'effon-

(54) Rosa Luxemburg, *op. cit.*, p. 220.

(55) Lénine, *op. cit.*, pp. 336-337.

drement total du système ; mais ce faisant elle ne montrait pas (ou oubliait de souligner) que le processus d'élargissement du marché mondial à travers la décomposition des vieux rapports patriarcaux-ruraux se doublait du processus inverse, tout aussi nécessaire, de l'apparition de nouveaux centres d'accumulation nationaux, phénomène qui, sur le plan *politique*, devait inévitablement s'exprimer par l'éclatement d'insurrections et de guerres nationales, d'inspiration principalement paysanne. Là encore pesaient sur elle une capacité insuffisante de maniement de la dialectique d'une part, et d'autre part sa préoccupation dominante de combattre les manifestations croissantes d'opportunisme dans l'aire vitale de la stratégie socialiste, l'Europe, en négligeant les problèmes qui se posaient en dehors de cette aire. Elle savait bien que :

« Ces ouvriers des nations capitalistes dirigeantes d'Europe sont ceux à qui incombe la mission historique d'accomplir la révolution socialiste. *C'est seulement d'Europe*, c'est seulement de ces pays capitalistes les plus anciens que peut venir, lorsque l'heure aura sonné, le signal de la révolution sociale qui libérera l'humanité. Seuls les ouvriers anglais, français, belges, allemands, russes et italiens peuvent ensemble prendre la tête de l'armée des exploités et des opprimés des cinq continents. *Eux seuls* peuvent, quand le temps sera venu, faire rendre des comptes au capitalisme pour ses crimes séculaires envers tous les peuples primitifs, pour son œuvre d'anéantissement sur l'ensemble du globe, et eux seuls peuvent exercer des représailles » (56).

Mais ce qui lui échappait, c'est que le rôle de guide de la classe ouvrière des métropoles impérialistes non seulement n'exclut pas, mais *implique* de prendre en considération des ferments de lutte, non prolétariens certes, mais anti-impérialistes, dont le monde colonial était et est encore riche. Les mouvements démocratiques révolutionnaires, surtout dans leurs composantes plébéiennes et paysannes, peuvent apporter une contribution féconde à la lutte d'émancipation du prolétariat, à la condition d'être encadrés dans la stratégie internationaliste globale du marxisme révolutionnaire et dans la perspective inhérente à celui-ci d'une soudure entre les processus des révolutions « doubles » et la tactique d'action directe des prolétaires des métropoles impérialistes, sous la direction d'un parti communiste tissant son réseau organisatif par dessus les divisions géographiques nationales et même continentales, et dont l'Internationale Communiste devait être la première grande expression historique du 20<sup>e</sup> siècle.

La grande erreur de Rosa Luxemburg et conjointement des gauches antiréformistes polonais (Radek), hollandais (Pannekoek), russes (Piatakov, Boukharine) (57) était donc *d'ériger en absolu, en axiome*, des conclusions tactiques valables pour les révolutionnaires des nations belligérantes du premier conflit impérialiste mondial de l'histoire, dans le louable souci de se démarquer des chauvins de tous poils, bourgeois et opportunistes, occupés à entretenir le mythe contre-révolutionnaire de l'actualité des guerres nationales dans l'aire euro-américaine. En même temps, la gauche d'Europe centrale fermait les yeux sur la possibilité de guerres nationales dans la même aire de l'Europe par contrecoup de la guerre générale, et donc sur le devoir pour l'avant-garde prolétarienne de prendre position *en toute hypothèse* face à ces guerres.

---

(56) Rosa Luxemburg, *op. cit.*, p. 213.

(57) Voir l'article de Lénine *Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste »* (rédigé en 1916), *Œuvres*, tome 23, pp. 27-83.

La critique de Lénine, modèle de dialectique, mérite d'être longuement citée. Elle part d'une première considération : des guerres nationales sont *possibles*, y compris dans l'aire européenne et dans le cadre de la guerre impérialiste. Un appui du parti de classe prolétarien à de telles guerres est *exclu* ; mais cela ne signifie pas pour autant qu'on ait le droit d'exclure du cadre historique l'hypothèse de leur déclenchement éventuel, ni qu'on doive nécessairement exclure qu'elles aient un effet positif en accélérant le processus de désagrégation des grands blocs impérialistes, ou inversement un effet négatif en faisant reculer l'évolution historique. Le parti doit tenir compte de toutes ces éventualités pour déterminer les perspectives futures de la lutte révolutionnaire de classe :

« Il est possible que la négation des guerres nationales en général [dans la 5<sup>e</sup> thèse de Junius-NdR] soit ou bien une inadvertance ou bien une exagération commise accidentellement en soulignant cette idée très juste que la guerre *actuelle* est impérialiste et non pas nationale. Mais il se peut aussi que ce soit le contraire, et puisque divers social-démocrates commettent l'erreur de nier l'existence de *quelques* guerres nationales *que ce soit*, lorsqu'ils réfutent l'affirmation mensongère présentant la guerre *actuelle* comme une guerre nationale, il est impossible de ne pas s'arrêter sur cette erreur.

« Junius a absolument raison de souligner l'influence décisive de la « conjoncture impérialiste » dans la guerre *actuelle*, de dire que derrière la Serbie il y a la Russie, que « derrière le nationalisme serbe se tient l'impérialisme russe », que la participation, par exemple, de la Hollande à la guerre serait *aussi* de l'impérialisme, car 1) la Hollande défendrait ses colonies et 2) elle serait l'alliée d'une des coalitions *impérialistes*. C'est indiscutable en ce qui concerne la guerre *actuelle*. Et lorsque Junius souligne à ce propos ce qui lui importe avant tout : la lutte contre le « fantôme de la guerre nationale », qui domine actuellement la politique social-démocrate, on ne peut manquer de reconnaître que son raisonnement est très juste et très valable.

« L'erreur serait d'exagérer cette vérité, de manquer à la règle marxiste qui veut qu'on soit concret, d'étendre le jugement porté sur la guerre *actuelle* à toutes les guerres possibles à l'époque de l'impérialisme, d'oublier les mouvements nationaux *contre* l'impérialisme. Le seul argument en faveur de la thèse qu'« il ne peut plus y avoir de guerres nationales » est que le monde est partagé entre une poignée de « grandes » puissances impérialistes et que, pour cette raison, toute guerre, serait-elle nationale au début, *se transforme* en guerre impérialiste, puisqu'elle heurte les intérêts d'une des puissances ou coalitions impérialistes.

« Cet argument est manifestement erroné. Certes, la thèse fondamentale de la dialectique marxiste est que toutes les limites dans la nature et dans la société sont conventionnelles et mobiles, qu'il n'y a *aucun* phénomène qui ne puisse, dans certaines conditions, se transformer en son contraire. Une guerre nationale *peut* se transformer en guerre impérialiste, mais *l'inverse* est aussi vrai. Exemple : les guerres de la grande révolution française ont commencé en tant que guerres nationales et elles l'étaient effectivement. Elles étaient révolutionnaires, car elles avaient pour objectif la défense de la grande révolution contre la coalition des monarchies contre-révolutionnaires. Mais quand Napoléon eut fondé l'Empire français en asservissant toute une série d'Etats nationaux d'Europe, importants, viables, et depuis longtemps constitués, alors les guerres nationales françaises devinrent des guerres impérialis-

tes, qui engendrèrent à leur tour des guerres de libération nationale contre l'impérialisme de Napoléon.

« Seul un sophiste pourrait effacer la différence qui existe entre la guerre nationale et la guerre impérialiste sous prétexte que l'une *peut* se transformer en l'autre. La dialectique a plus d'une fois, également dans l'histoire de la philosophie grecque, servi de pont à la sophistique. Mais nous restons des dialecticiens, car nous combattons les sophismes, non pas en niant la possibilité de toute transformation en général, mais en analysant concrètement *chaque phénomène donné* dans son cadre général et dans son évolution.

« Que la guerre impérialiste actuelle de 1914-1916 se transforme en une guerre nationale, c'est tout à fait improbable, car la classe qui représente le mouvement *en avant* est le prolétariat, qui tend objectivement à la transformer en une guerre civile contre la bourgeoisie, et puis aussi parce que les forces des deux coalitions ne sont pas tellement différentes et que le capital financier international a créé partout une bourgeoisie réactionnaire. Mais il n'est cependant pas permis de qualifier une telle transformation d'*impossible* : si le prolétariat *européen* était affaibli pour une vingtaine d'années ; si cette guerre finissait par des victoires dans le genre de celles de Napoléon et par l'asservissement d'une série d'Etats nationaux parfaitement viables ; si l'impérialisme *extra-européen* (japonais et américain surtout) se maintenait aussi une vingtaine d'années sans aboutir au socialisme, par exemple à cause d'une guerre nippo-américaine, alors une grande guerre nationale serait possible en Europe. Ce serait une évolution qui rejeterait l'Europe *en arrière* pour plusieurs dizaines d'années. Cela est improbable, mais *non pas impossible*, car il est antidialectique, antiscientifique, théoriquement inexact, de se représenter l'histoire universelle avançant régulièrement et sans heurts, sans faire quelquefois des sauts gigantesques en arrière » (58).

Lénine montre ensuite non seulement la possibilité mais l'*inévitabilité* de guerres nationales devant lesquelles le prolétariat non seulement ne peut être indifférent, mais doit prendre une position d'appui inconditionnel parce qu'elles représentent un facteur progressif : guerres d'émancipation des colonies, semi-colonies, etc. :

« Poursuivons. Des guerres nationales ne sont pas seulement probables, mais *inévitables* à l'époque de l'impérialisme, de la part des colonies et des semi-colonies. Les colonies et les semi-colonies (Chine, Turquie, Perse) comptent environ 1 milliard d'habitants, c'est-à-dire *plus de la moitié* de la population du globe. Les mouvements de libération nationale y sont, ou déjà très puissants, ou en voie de développement et de maturation. Toute guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. La continuation de la politique de libération nationale des colonies les conduira *inévitablement* à mener des guerres nationales *contre* l'impérialisme. Ces guerres *peuvent* conduire à une guerre impérialiste des « grandes » puissances d'aujourd'hui, mais elles peuvent aussi ne pas y conduire, cela dépend de bien des circonstances.

« Exemple : l'Angleterre et la France ont fait la guerre de Sept Ans à cause des colonies, c'est-à-dire qu'elles ont fait une guerre impérialiste

(58) Lénine, *op. cit.*, pp. 331-333.

(laquelle est possible aussi bien sur la base de l'esclavage, ou du capitalisme primitif, que sur celle du capitalisme hautement développé de notre époque). La France, vaincue, perd une partie de ses colonies. Quelques années plus tard commence la guerre de libération nationale des Etats de l'Amérique du Nord contre l'Angleterre seule. Par hostilité contre l'Angleterre, c'est-à-dire à cause de leurs intérêts impérialistes, la France et l'Espagne, qui continuent à posséder des fractions du territoire des Etats-Unis actuels, concluent un traité d'amitié avec les Etats insurgés contre l'Angleterre. Les troupes françaises unies aux troupes américaines battent les Anglais. Voilà une guerre de libération nationale où la rivalité impérialiste est un élément accessoire, sans importance sérieuse, au contraire de ce que nous voyons dans la guerre de 1914-1916 (l'élément national dans la guerre austro-serbe n'a pas d'importance sérieuse en regard de la rivalité impérialiste, qui est largement prédominante). D'où il résulte qu'il serait absurde d'appliquer la notion d'impérialisme mécaniquement, pour en déduire « l'impossibilité » des guerres nationales. Une guerre de libération nationale, par exemple d'une coalition Perse-Inde-Chine contre telles ou telles puissances impérialistes, est fort possible et probable, car elle découle du mouvement national de ces pays : quant à la transformation de cette guerre en une guerre impérialiste entre les puissances impérialistes actuelles, elle dépendra de beaucoup de circonstances concrètes, sur lesquelles il serait ridicule de vouloir tabler.

« Troisièmement, même en Europe, on ne peut considérer que les guerres nationales soient impossibles à l'époque de l'impérialisme. L'« époque de l'impérialisme » a rendu impérialiste la guerre actuelle, elle engendrera fatalement (tant que ne sera pas instauré le socialisme) de nouvelles guerres impérialistes, elle a imprégné d'impérialisme la politique des grandes puissances actuelles, mais elle n'exclut nullement les guerres nationales, par exemple de la part des petits Etats (disons : annexés ou nationalement opprimés) contre les puissances impérialistes, de même qu'elle n'exclut pas des mouvements nationaux à grande échelle dans l'Est de l'Europe. A propos de l'Autriche, par exemple, Junius raisonne très sagement en considérant non seulement l'« économique », mais aussi sa situation politique originale, en notant la « non-viabilité interne de l'Autriche », en constatant que « la monarchie des Habsbourg n'est pas une organisation politique d'Etat bourgeois, mais seulement un trust unissant par des liens assez lâches quelques coteries de parasites sociaux », et que « la liquidation de l'Autriche-Hongrie n'est historiquement que la continuation du démembrement de la Turquie et est, en même temps, imposée par l'évolution historique ». Pour certains Etats balkaniques et pour la Russie, la situation n'est pas meilleure. En cas d'affaiblissement sérieux des « grandes » puissances au cours de cette guerre ou si la révolution triomphait en Russie, des guerres nationales, même victorieuses, sont parfaitement possibles. Tout d'abord, pratiquement, les puissances impérialistes ne peuvent pas intervenir dans n'importe quelles conditions. Ensuite, quand on affirme, tout à trac, que la guerre d'un petit Etat contre un géant est sans espoir, il faut bien remarquer qu'une guerre sans espoir est quand même une guerre ; par ailleurs, certains phénomènes au sein des « géants », par exemple le commencement d'une révolution, peuvent transformer une guerre « sans espoir » en une guerre « pleine d'espoir ».

« Si nous nous sommes arrêtés assez longtemps sur l'inexactitude



de la thèse suivant laquelle « il ne peut plus y avoir de guerres nationales », ce n'est pas seulement parce qu'elle est manifestement erronée du point de vue théorique. Il serait évidemment bien triste que les hommes « de gauche » se montrent peu soucieux de la théorie du marxisme au moment où la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale n'est possible que sur la base d'un marxisme non avili. Mais cette erreur est également très nuisible sur le plan politique et pratique : on en déduit l'absurde propagande du « désarmement », puisqu'il ne peut plus y avoir, dit-on, que des guerres réactionnaires ; on en déduit une indifférence encore plus absurde et réactionnaire envers les mouvements nationaux. Et cette indifférence devient du chauvinisme quand les membres des « grandes » nations européennes, c'est-à-dire des nations qui oppriment une foule de petits peuples et de peuples coloniaux, déclarent sur un ton faussement savant : « Il ne peut plus y avoir de guerres nationales » ! Les guerres nationales *contre* les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et *progressives, révolutionnaires, encore que*, naturellement, leur succès requière ou bien la coordination des efforts d'un nombre considérable des habitants des pays opprimés (des centaines de millions dans l'exemple que nous avons cité, celui de l'Inde et de la Chine), ou bien une conjoncture internationale *particulièrement* favorable (par exemple, que l'intervention des puissances impérialistes soit paralysée par leur affaiblissement, par une guerre entre elles, par leur antagonisme, etc.), ou bien qu'intervienne un soulèvement *simultané* du prolétariat d'une des grandes puissances contre la bourgeoisie (cette éventualité, la dernière dans notre énumération, vient en fait au premier rang, c'est-à-dire qu'elle est la plus désirable et la plus avantageuse pour la victoire du prolétariat) » (59).

La *logique unilatérale* de Rosa Luxemburg la mène d'ailleurs, dans la même brochure, à une interversion paradoxale : opposer à la guerre impérialiste, pour l'Allemagne, un « programme national » que l'on dénie en revanche aux nations opprimées. Lénine note :

« L'autre erreur de jugement de Junius concerne la défense de la patrie. C'est la question politique capitale au cours d'une guerre impérialiste. [...] Junius, lui, a mis excellemment en lumière le caractère impérialiste de la guerre actuelle, ce qui la distingue d'une guerre nationale, mais en même temps il est tombé dans une erreur fort étrange, en voulant à tout prix accommoder un programme national à la guerre *actuelle* qui *n'est pas* nationale. C'est presque incroyable, mais c'est ainsi » (60).

Dans sa polémique contre les majoritaires, Rosa Luxemburg revendiquait en effet pour l'Allemagne l'organisation démocratique de la défense de la patrie, l'armement du peuple, le contrôle des opérations militaires par la représentation populaire, en un mot « le vieux programme véritablement national des patriotes et des démocrates de 1848 ». Lénine montre son erreur :

« A la guerre impérialiste [Junius] entend « opposer » le programme national. Il invite la classe d'avant-garde à se tourner vers le passé et non vers l'avenir ! En 1793 et en 1848, en France, en Allemagne et dans

(59) *Op. cit.*, pp. 333-336.

(60) *Op. cit.*, p. 337.

toute l'Europe, la révolution démocratique *bourgeoise* était *objectivement* à l'ordre du jour. A cette situation historique *objective* correspondait le programme « véritablement national », c'est-à-dire national-*bourgeois*, de la démocratie de ce temps, le programme réalisé en 1793 par les éléments les plus révolutionnaires de la bourgeoisie et de la population plébéienne et proclamé en 1848 par Marx au nom de toute la démocratie d'avant-garde. Aux guerres féodales et dynastiques on opposait alors, *objectivement*, les guerres démocratiques révolutionnaires, les guerres de libération nationale. Tel était le contenu des tâches historiques de l'époque.

« Aujourd'hui, pour les plus grands Etats avancés d'Europe, la situation *objective* est différente. Le progrès — si l'on ne tient pas compte des éventuels reculs temporaires — ne peut s'effectuer que dans le sens de la société *socialiste*, de la *révolution socialiste*. A la guerre *bourgeoise* impérialiste, à la guerre du capitalisme hautement développé, ne peuvent *objectivement* être opposées, du point de vue du progrès, du point de vue de la classe d'avant-garde, que la guerre *contre* la bourgeoisie, c'est-à-dire avant tout la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir, guerre *sans* laquelle tout progrès sérieux est *impossible*, et ensuite, mais seulement dans certaines conditions particulières, la guerre éventuelle pour la défense de l'Etat socialiste contre les Etats bourgeois. C'est pourquoi ceux des bolcheviks [...] qui étaient disposés à accepter une défense conditionnelle, la défense de la patrie à la condition d'une révolution victorieuse et du triomphe de la république en Russie, sont restés fidèles à la *lettre* du bolchévisme, mais en ont trahi *l'esprit* ; car, entraînée dans la guerre impérialiste des grandes puissances avancées d'Europe, la Russie, même sous la forme républicaine, ferait *elle aussi* une guerre impérialiste !

« En disant que la lutte de classe est le meilleur remède contre l'invasion, Junius n'applique la dialectique marxiste qu'à moitié : il fait un pas sur le bon chemin et s'en écarte aussitôt. La dialectique marxiste exige l'analyse concrète de chaque situation historique particulière. Que la lutte de classe soit le meilleur moyen de s'opposer à l'invasion, cela est vrai *et* pour la bourgeoisie qui veut renverser la féodalité, *et* pour le prolétariat qui veut renverser la bourgeoisie. Mais, précisément parce que c'est vrai pour *toute* oppression d'une classe par une autre, c'est *trop général* et par conséquent *insuffisant* pour le cas *particulier* qui nous intéresse. La guerre civile contre la bourgeoisie est *aussi* une des formes de la lutte des classes, et elle seule pourrait préserver l'Europe (l'Europe tout entière, et pas seulement un des pays qui la composent) du danger d'invasion. La « Grande-Allemagne républicaine », si elle avait existé en 1914-1916, aurait fait *la même* guerre impérialiste.

« Junius serre de près la réponse juste et le mot d'ordre juste : guerre civile contre la bourgeoisie pour le socialisme ; mais, comme s'il eût craint de dire toute la vérité jusqu'au bout, il a *reculé* vers la chimère de la « guerre nationale » en 1914, 1915 et 1916. Si l'on considère les choses sous un angle non plus théorique, mais purement pratique, l'erreur de Junius n'est pas moins manifeste. Toute la société *bourgeoise*, toutes les classes de l'Allemagne, y compris la paysannerie, étaient *pour* la guerre (en Russie, très vraisemblablement *aussi* : du moins la plupart des paysans riches et moyens et une fraction très importante des paysans pauvres se trouvaient manifestement sous le charme de l'impérialisme bourgeois). La bourgeoisie était armée jusqu'aux dents. « Proclamer »

dans ces conditions le programme de la république, d'un Parlement siégeant en permanence, de l'élection des officiers par le peuple (l'« armement du peuple »), etc., c'eût été *pratiquement* « proclamer » la révolution (avec un programme révolutionnaire *inadéquat*!).

« Junius indique très justement, ici même, qu'on ne peut pas « fabriquer » la révolution. La révolution était à l'ordre du jour en 1914-1916, elle était contenue dans la guerre, elle *naissait* de la guerre. C'est ce qu'il fallait « proclamer » au nom de la classe révolutionnaire en précisant jusqu'au bout, sans crainte, son programme, à savoir : le socialisme, lequel est impossible en temps de guerre sans guerre civile contre la bourgeoisie archiréactionnaire, criminelle, qui voue le peuple à des calamités sans nom. Il fallait méditer des actions systématiques, coordonnées, pratiques, *absolument réalisables* quelle que fût la vitesse de développement de la crise révolutionnaire, des actions allant dans le sens de la révolution mûrissante. Ces actions sont indiquées dans la résolution de notre Parti : 1) vote contre les crédits ; 2) rupture de la « paix civile » ; 3) création d'une organisation illégale ; 4) fraternisation des soldats ; 5) soutien de toutes les actions révolutionnaires des masses. Le succès de toutes ces mesures mène *inéluçtablement* à la guerre civile.

« La proclamation d'un grand programme historique aurait certainement été d'une importance colossale ; non pas celle du vieux programme national allemand, périmé pour 1914-1916, mais celle d'un programme prolétarien, internationaliste et socialiste. Vous, les bourgeois, vous faites la guerre pour le pillage ; nous, les ouvriers de tous les pays belligérants, nous vous déclarons la guerre, la guerre pour le socialisme : voilà la substance du discours qu'auraient dû prononcer dans les Parlements, le 4 août 1914, les socialistes qui n'ont pas trahi le prolétariat comme l'ont fait les Legien, les David, les Kautsky, les Plékhanov, les Guesde, les Sembat, etc. » (61).

Comme il l'avait déjà fait dans la polémique sur la question de l'autodétermination, Lénine s'efforce de découvrir également les racines objectives de l'erreur de Junius :

« L'erreur de Junius découle vraisemblablement de deux sortes de considérations inexactes. Il est indubitable que Junius est catégoriquement contre la guerre impérialiste, et non moins catégoriquement *pour* la tactique révolutionnaire : c'est là un *fait* que ne supprimeront jamais les malignités de MM. les Plékhanov visant Junius à propos de sa défense de la Patrie. Il faut le dire tout de suite et très nettement en réponse à toutes les calomnies possibles et probables de ce genre.

« Mais Junius, en premier lieu, ne s'est pas tout à fait libéré du « milieu » des social-démocrates allemands, même de gauche, qui craignent la scission, qui craignent de formuler sans réticence les mots d'ordre révolutionnaires. C'est une crainte injustifiée dont les social-démocrates de gauche de l'Allemagne devront se débarrasser et dont ils finiront par *se débarrasser*. La poursuite de leur lutte contre les social-chauvins les y conduira. Et ils luttent résolument, fermement, *sincèrement* contre leurs *propres* social-chauvins ; c'est là la différence énorme, fondamentale qui les distingue en principe des Martov et des Tchkhédzé, lesquels,

---

(61) *Op. cit.*, pp. 339-342.

d'une main (à la Skobélev), déploient un drapeau saluant « les Liebknecht de tous les pays » et, de l'autre, enlacent tendrement Tchkhénkéli et Potressov !

« En second lieu, Junius semble avoir voulu mettre en pratique quelque chose dans le genre de la « théorie des stades », de triste mémoire, prêchée par les menchéviks : il a voulu *procéder* à la réalisation du programme révolutionnaire par le bout « le plus commode », le plus « populaire », le plus acceptable pour la *petite bourgeoisie*. Il a voulu, en quelque sorte, « jouer au plus fin avec l'histoire », avec les philistins. Il semble s'être dit que personne ne pourra s'élever contre une *meilleure* défense de la véritable patrie : or, la véritable patrie, c'est la Grande-Allemagne républicaine, et sa meilleure défense, *c'est* la milice, le Parlement siégeant en permanence, etc. Une fois adopté, ce programme, prétend-il, conduirait de lui-même au stade suivant : la révolution socialiste.

« Ce sont sans doute des considérations de ce genre qui, plus ou moins consciemment, ont déterminé la tactique de Junius. Inutile de dire qu'elles sont erronées. Dans la brochure de Junius, on sent le *solitaire*, qui n'agit pas au coude à coude avec des camarades au sein d'une organisation illégale habituée à penser les mots d'ordre révolutionnaires jusqu'au bout et à éduquer méthodiquement la masse dans leur esprit. Mais il serait profondément injuste d'oublier que ce défaut n'est pas le défaut personnel de Junius, qu'il résulte de la faiblesse de *toute* la gauche allemande, enveloppée de toutes parts dans l'odieux réseau du kautskisme hypocrite, pédant, plein de « complaisance » à l'égard des opportunistes. Les partisans de Junius ont su, *malgré* leur isolement, *entreprendre* la publication de tracts illégaux et partir en guerre contre le kautskisme. Ils sauront aller plus loin encore dans cette voie qui est la bonne » (62).

Qu'elles épuisent ou non la question, les paroles de Lénine devaient être rappelées, parce que l'incompréhension du poids du facteur national du point de vue des intérêts *internationaux* et *de classe* du prolétariat, jointe à d'autres causes, empêchera Rosa Luxemburg, comme nous le verrons dans la dernière partie de cet article, de porter un jugement correct sur la stratégie et la tactique des bolchéviks dans la révolution russe. Cette incompréhension se reflètera dans les hésitations du jeune Parti Communiste d'Allemagne, tragiquement privé de sa direction au cours des journées de janvier-mars 1919, à adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, par intolérance envers la direction rigoureusement centraliste de Moscou, ainsi que dans les oscillations toujours renaissantes du KPD sur ce problème tactique, entre autres.

(à suivre)

---

(62) *Op. cit.*, pp. 342-343.

# Parliamentarism at the Second Congress of the Comintern

The opportunist historians of today pretend that revolutionary parliamentarism was the core of the Second Congress of the Comintern and that, for Lenin and the Bolsheviks, participation in the elections constituted the *true* characteristic of real communist parties. The imposing collection of theses of the Second Congress is sufficient to disprove the first claim since the questions of principle in regards to the revolution, the dictatorship, red terror, and the necessarily anti-parliamentary preparation of the proletariat are at the center of these theses. As for the second claim, it is disproved by the introduction and by all the paragraphs of the Theses On Parliamentarism approved by the Congress, which strictly subordinate electoral and parliamentary activity to the revolutionary struggle and which, moreover, consider them as a subsidiary weapon valuable only under certain circumstances in the communist struggle. If the Bolsheviks made revolutionary parliamentarism *one* of the criteria of the revolutionary effectiveness of the newly born communist parties and required that they apply it in all of its practical consequences, it is because this parliamentarism had anti-parliamentary aims. On one hand, the Bolsheviks aimed at the destruction of democratic prejudices which still survived in the workers movement; this is proved by every paragraph of the Theses, which are so many slaps in the face to the present historians. On the other hand they aimed at the elimination of the opposite prejudices of the anarchist, syndicalist, and workerist nature which base electoral abstentionism on moral considerations (these being the repudiation of « power », « authority », and « leaders », with scruples about « purity » and a condemnation of compromise in itself and so on), or on the identification of the parliamentary struggle with the political struggle in general, or on the refusal of the political struggle itself in favor of the purely syndical struggle, on the denial of the Party in favor of the unions (or even of the unions in favor of the factory councils), sometimes even putting parliaments and reactionary unions in the same category and proposing to boycott both for the same reason. In a more general way the Bolsheviks also wanted to criticize the currents which practiced the cult of the sovereignty of the masses, or even the sovereignty of the individual, and which therefore were affected by the same democratic disease as the parties of the Second International. The Communist International had opened its doors to these currents in the hope that under a centralized leadership they could serve as effective counterweights (because they were clearly proletarian) to the so-called « communist » wings coming from social-

democracy and still unrelieved of their burdensome heritage. In these two cases the Bolsheviks placed themselves on the same terrain as we did and the questions which we were discussing with them show by themselves that the point of departure, the anti-democratic principles of communism, was the same.

It suffices to compare the Lenin-Bukharin theses (and their introduction written by Trotsky) with those presented by our fraction (1) to see that they are *identical* in denouncing the antirevolutionary function of parliament as an instrument of the bourgeois government. They are *identical* in denouncing parliamentarism both as a « form of the future social order » as well as a « form of the dictatorship of the proletarian class ». They are *identical* in refusing to admit the possibility of conquering parliament with the aim of placing it at the service of the proletariat's struggle for emancipation. They are *identical* in proclaiming that the destruction of parliamentary and democratic institutions is the task of communism (see in particular points 1-6, part I of the Theses of the C.I.). They are *identical* in condemning « anti-parliamentarism on prin-

---

(1) Let us recall that our party is the direct continuator of the Marxist Left which developed in the Italian Socialist Party prior to 1914. At the outbreak of the War, this current took up positions similar to those advocated by Lenin. These positions were the refusal not only of social-patriotism, but also of pacifism; the proclamation of revolutionary defeatism and the transformation of the imperialist war into civil war; and the necessity of a complete rupture with social-democratism and the constitution of a new International.

Since the particular position of Italy in the War prevented the Italian Socialist Party from compromising itself in the Sacred Union, it was able to adhere *en bloc* to the Communist International after its foundation in 1919. One of the arguments which the advocates of party unity against the revolutionaries who demanded rupture with the reformists was precisely that this unity would ensure « electoral effectiveness ». The Marxist Left had to claim « abstentionism » as a practical criterion to differentiate the reformists and the centrists from the revolutionaries. After the Left Fraction of the Italian Socialist Party had made it plain in two letters to Moscow that its « abstentionism » had nothing to do with that of the anarchists and syndicalists (who were adversaries of the Marxist conception of the Party and State), Lenin insisted that a representative of this fraction participate in the Second Congress beside the « official » delegation of the Italian Socialist Party (See our *Storia della Sinistra Comunista* [History of the Communist Left], chapter IV — *Primi tentativi di contatti internazionali* [First Attempts of International Contacts] and chapter VIII — *La Sinistra e il movimento comunista internazionale* [The Left and the International Communist Movement]. Chapter VIII has been translated in French in *Programme Communiste* No 58. See the list of publications inside the back cover).

It is this fraction which was the heart of the Italian Communist Party in January 1921, when at the Congress of Livorno, it was able to effect the rupture not only with the reformists (like the Turatis) but also with the centrists of the Serrati kind. It was this fraction which gave the Party the Marxist positions of the Communist International and which directed it until 1923. The Left was eliminated from the leadership in 1923, by the International, which was beginning to oscillate and search for more « docile » elements; it then fought in the opposition against the degeneration of the Communist International and the Stalinist counter-revolution. It is this struggle, waged on the basis of integral unadulterated Marxism, which permitted the restoration and reaffirmation of the theoretical, programmatic and tactical positions of communism and the reconstruction of our organization, which however weak it is today works on this basis for the constitution of the International Party which will have to direct the revolutionary struggle of the proletariat.

ciple » (point 16, part II) as well as all illusions of the « parliamentary road to socialism ». They are *identical* in refusing to consider the possibility of a split in the communist movement over the question of parliamentarism with anti-parliamentary and revolutionary aims and that of abstentionism with the same aims, since the question is *secondary* in relationship to those which define the class party (point 19). And finally they are *identical* in condemning the anarchist « indifference » towards those typical demonstrations of bourgeois democracy — elections and parliament — since our abstentionism requires the intervention in electoral meetings in order to politically attack the democratic façade of the capitalist dictatorship and in order to denounce the parliamentary illusions and mystifications.

The Lenin-Bukharin theses deny, moreover, that participation in elections and parliament can be elevated to the rank of a *permanent* directive. Far from excluding the boycott, they proclaim the *necessity* of it (point 17) in certain clearly defined circumstances. Let it be said, incidentally, that this buries the pretention of the pretended « Leninists » of today to speak in the name of Lenin because, even if they may admit the tactic of a boycott of the Chamber of Deputies or of the Senate, it is based exclusively on the hypothesis that democracy and parliamentarism need to be saved, a perspective *explicitly* excluded by the Theses of 1920.

What was the disagreement, then, between the Bolsheviks and us? Our theses explain this especially in points 6 and 7 which raise the fundamental question: in a historical epoch where the *preparation* for the conquest of power was not yet a *single* and *direct* perspective, participation in the elections and parliamentary activity were useful and even necessary in the aims of propaganda, agitation and criticism. This is the situation in the countries where the bourgeois revolution is still in course and where parliament maintains its original character of an anti-feudal and therefore *historically* revolutionary institution (Russia in 1917, colonial and backward countries in 1920 and still in part today). On the contrary, in countries with an old democratic tradition, where the bourgeois revolution was completed a long time ago, all the energies of the party and the class must be devoted to the preparation for revolution. Towards this aim, all the traditions, the habits, the prejudices, and the illusions inherent in the habitual practice of parliamentarism must be pitilessly uprooted. This struggle is not measured in months or years but it occupies the entire historical cycle destined to be concluded by the world victory of the revolutionary proletariat.

In the imperialist era, the situation in these countries imposes the use of the parliamentary boycott in conjunction with the intervention in electoral meetings in order to denounce the infamous myth of popular sovereignty. It is the only means to show that it is an enormous mystification to present voting and the ballot box as « weapons » for the conquest of power.

Confronted with this consideration of *principle*, the considerations on the order of *practice* had only a secondary importance. They had nothing to do with the « fear of dirtying our hands », of « wasting time », of « running useless risks » or of « compromising » unintentionally. Unfortunately this is what was not understood either at the time or later on. It was not understood either that our objections responded to an essential diagnosis: for the young parties adhering to the Third International, and above all for those in the arch-mature capitalist countries deeply imbedded in parliamentarism, it was necessary, in order to deserve the title of communist, for *the whole traditional orientation*

of their activity and their organization to be not only « corrected » (as proposed in the Theses of the Communist International) but REVERSED. In other words, their orientation must be placed on foundations *exactly opposite to those of the past*, with all the forces of the party being engaged on a field of struggle which is not only anti-legalitary but illegal. But in the West, so long as participation in elections and parliament absorbed most of the party's energies in a mechanism which broke or smothered them, this reorientation remained impossible. Therefore it was necessary that the communist militants and the proletarians in general direct their work towards *completely new horizons*. In Tzarist Russia, a country of double revolution, all true political opposition immediately took on a *revolutionary* nature, form, and character, even within the narrow framework of the Duma. But in the West, in order for the revolutionary objectives to appear with the same clarity and the same obviousness in the eyes of the workers, it was necessary that the last democratic blinders be torn from their eyes.

The preoccupation of the Bolsheviks who wanted to reorientate the « anti-parliamentarists on principle » was entirely legitimate. But having militated under an absolutist regime, they did not understand that it was first necessary to reeducate from top to bottom those who were parliamentarists by mental habit and custom, however honest their anti-democratic aspirations might have been. « The central question is that of the party », said Bukharin, the reporter of the Theses of the Executive Committee. « If you have a truly communist party you will never be afraid to send one of your members into the bourgeois parliament because he will know how a revolutionary must act there ». But the problem should have been reversed : we will never have a « truly communist » party if we do not displace the axis of its activity by 180 degrees. However, it will be impossible to displace it without sweeping away the traditions which the parties have grown up in and continue to live in, and which are a terrible force of inertia. Bukharin believed « that the old parliamentarism has ceased to exist » because he thought that the elimination of the reformists and the opportunists was already an *accomplished fact*. For us the condition *sine qua non* for this elimination (see our thesis 11) was the *complete* rupture with parliament and with all the electoralist habits. This rupture constituted, moreover, the most effective weapon against the anarcho-syndicalist prejudices, which were often only an instinctive reaction against the parliamentary degeneration of socialism (thesis 9).

Relying on a *revolutionary* tradition, the Bolsheviks ran much fewer risks of corrupting themselves in extending their activity in the ultra-secondary sector of the Duma, which was a recent institution and could therefore become a theater of effective battles because of the historical conditions of the country. On the contrary, in the West, the socialist tradition was one hundred per cent parliamentary and electoralist and the activity of the parties was carried on in institutions which were henceforward empty of all content - not only were they empty of revolutionary content but even simply of political content, which, as Trotsky explicitly recognized in his introduction to the Theses of the Communist International, is a characteristic of the imperialist and encroachingly fascist epoch of bourgeois domination.

Such were the essential points of our view of the problem: Neither the Lenin-Bukharin theses, nor the arguments contained in their discourses could convince us that we were wrong because neither the ones nor the others responded to the questions that we raised. The balance sheet of revolutionary parliamentarism has been drawn up by history: not only have we not seen



the birth of true communist parties, but those which are adorned with this title have fallen into the mire of a vulgar parliamentarism which does not even have the decency to justify itself, as the Turatis, the Treves and the Modiglianis had felt obliged to do.

The commission on the parliamentary question, presided over by Trotsky, brought some modifications to the Lenin-Bukharin theses. It completed them by an introduction that vigorously denounced the counter-revolutionary character and role of the representative institutions of the bourgeoisie in the imperialist epoch and that criticized the parliamentary opportunism of the parties of the Second International and of its survivals in those who wished to adhere to the Third International. Unfortunately the discussion that was opened by the reading of this introduction and by Bukharin's speech (2) was invalidated to a great extent by the fact that our arguments, which were based on Marxist theoretical premises as the reporter himself recognized, were mixed together with the naïve, sentimental and heterodox arguments of the « antiparlamentarists on principle ». Moreover, as a result of an excessive insistence on local situations and immediate aspects of the problems, the debate ended by falling into a discussion about practical details instead of dealing with the fundamental problem. The Bolsheviks legitimately feared that « false conclusions » be drawn from « correct premises », or the approaching of the grave and difficult questions of communist tactics from a moral, sentimental and even esthetic point of view which falls either into idealism or into negativism. Unfortunately this fear made them lose sight of the points which should have constituted the center of the debate: these were 1) the necessity of destroying the « survivals of a parliamentary mentality » in the parties adhering or desirous of adhering to the C.I., of which Bukharin had given vivid examples in his speech; and 2) the critical analysis of the causes of this, without which it was impossible to effectively combat the chronic and semi-chronic recurring illness.

Bukharin thought he saw a certain analogy on the tactical plane between our abstentionism and that of the « infantile left ». He reproached us for being repugnant by « physical contact » with the bourgeoisie in the course of the elections and in parliament (a legitimate sentimental reaction but false politically, he explained) and he defied us to logically prove the impossibility of utilizing the parliamentary tribune for the aims of propaganda and agitation. In reality the « contact » which we denounced was that of interclassism which is at the base of the whole democratic conception and of the electoral and parliamentary practice which corresponds to it. As for the second question, it was not « logical » but historical and dialectical. The polemical replies of Bukharin thus missed their mark and went around the central question without even touching it. It was no less incorrect theoretically or dangerous practically to compare parliament to the army, as he did. This analogy had no value since we were the first to demand that communists should enter the army in

---

(2) The discussion took place during the morning and afternoon sessions of August 2nd, 1920. For the texts of the speeches and theses, we have utilized *The Second Congress of the Communist International. Proceedings of Petrograd Session of July 19th and of Moscow Sessions of July 19th — August 7th, 1920, Moscow, 1920*. This edition being very inaccurate in some places, we also utilized the German text: *Protokoll des II Weltkongresses der Kommunistischen Internationale, Hamburg, 1921* (Feltrinelli Reprint), the Italian text of the Theses of the Communist Abstentionist Fraction published in *Il Soviet*, October 3, 1920, and the Italian text of Bordiga's speech published in *Rassegna Comunista*, March 20, 1921.

order to undermine it from the inside. If, as abstentionists, we were against the entry into parliament, even with the aim of destroying it, it is because this institution is not only an organ of the domination of the bourgeois class, as is the army, but is the terrain *par excellence* of a mystification to which, with the aid of opportunism, the proletarians have shown themselves to be only too vulnerable. Moreover, the only example of «revolutionary parliamentarism» which Bukharin had been able to give and which he gave to support his theses was that of the Bolsheviks in the Tzarist Duma; however the question was precisely to know if «revolutionary parliamentarism» could be mechanically applied in the West where the workers' movement had been decayed with democratism for many decades. In calling on the communist parties to free themselves from their residues of social-democratism in order to develop themselves into «truly communist» parties (that is parties capable of coming out of the electoral practice unharmed), he eluded the essential question: how was it possible to obtain «truly communist» parties when the Conditions of Admission (3), even in their definitive form and above all in cases where their application is too flexible, did not constitute a sufficient barrier to prevent the tenacious parliamentarist «survivals» — which the parties trailed behind them like a millstone to Moscow — from entering *en force* into the Communist International?

It is on these fundamental questions that the delegate of the abstentionist fraction of the Italian Socialist Party returned in his report. He began by reaffirming that our anti-parliamentarism was derived from the Marxist critique of bourgeois democracy, which was not the case of that of the anarchists and syndicalists. He showed that it was impossible to place the historical conditions of the Russian Revolution on the same plane as those of the West. In Russia, the action of the Bolsheviks, which moreover was only subsidiarily a parliamentary action, took place in a situation analogous to that of Germany in 1848-49 when Marx and Engels laid out the perspective of a double revolution. In the West, an area of advanced capitalism, it was necessary on the contrary to urgently orient the working class towards the objectives of a *purely socialist* revolution, which well before being able to abolish the capitalist relationships of production and capitalist property, must crush the bourgeois state by violence. But for this it was necessary to destroy all gradualist and parliamentarist illusions and to chop down at their base the instinctive reactions of «anti-parliamentarism on principle», which are derived from a horror of «leaders» as well as a disdain of all «legal action» of a syndicalist type. He also showed that our anti-parliamentary tactics could not be compared with the tactics of leaving the unions as extolled by some. Our delegate emphasized that it was urgent to be extremely selective in regards to the parties and the militants by affirming an unequivocal position in regards to elections and parliament which, in the most developed capitalist countries, clearly absorb the energies of the parties because of the force of circumstances, and transform them into machines for creating votes and electoral mandates. Finally, he concluded by saying that in these countries it was necessary to adopt «a *much more direct* tactic than that which had been necessary in the Russian Revolution» but that the question could not and must not lead to a split in the world communist movement. The Italian abstentionists, he declared, would faithfully apply the decision of the Congress whatever it may be, while wishing that the sad balance

---

(3) See «The Conditions of Admission to the Communist International», *Programme Communiste* n° 65, December 1974.

sheet of « communist parliamentarism » that Bukharin had presented in his report be improved in the future.

The interventions which followed only merit a brief mention. In effect, sometimes they contented themselves with alluding to local experiences of communist parliamentary action, be it *positive* as for example in Bulgaria and, as some « participationists » said, in England, or be it *negative* as in England as was stated by the « abstentionist on principle » Gallacher, or else in Switzerland according to Herzog. Sometimes they raised questions of a practical order which could have been perfectly resolved by a tactic which was completely different than that which they defended (see Murphy's speech). Sometimes they based themselves on anti-Marxist premises, as for example the German syndicalist Suchy who considered parliamentarism as the logical product of Marxist doctrinarism and sectarianism in general! In the same way Gallacher (the representative of the Scottish Shop Stewards) began by declaring that he was « very sorry to have to state that the Third International is also on the way to become opportunist »; he then denounced the « inevitable » corruption of the deputies and his whole speech comes down to the simplistic vision summarized by his conclusion: « The Communist International is now face to face with the alternative. Either it goes the way of subservience or the way of fighting ».

Only the Swiss representative Herzog dealt with the fundamental questions — but unfortunately only touched on them lightly — showing that it was dangerous for the Communist International to have flocking into its ranks entire sections of the old socialist parties which were hastily converted to communism but which remained basically attached to their ultra-legalistic and ultra-parliamentary traditions (French Socialist Party, Independent Social-Democratic Party of Germany). One can understand that Lenin's and Bukharin's replies had been awkwardly influenced by the confusion which was thus created. It nevertheless remains that their polemic, which was usually so impitoyable, eluded this time the veritable heart of the question. They put forward risky affirmation which were not troubling coming from militants as proven and as attached to principles as them, but which had the serious defect of giving arguments which might encourage opportunist conclusions, while they had wished to avoid, as we have seen above, « false conclusions » from being drawn from « correct premises ».

For example, in order to convince the communists that they had the duty to use parliament — if only as a secondary weapon among many others — in order to facilitate the revolutionary outcome of political situations which necessarily reflect themselves in parliament, Lenin used this argument borrowed from Bukharin: Soviets as of yet existed only in Russia and they could not be created artificially, whereas parliaments were at our disposal and they were the product of a historical development that we had no right to ignore under the pretext that we did not yet have the forces to destroy them. But, as the abstentionist delegate did not hesitate to affirm in his final reply, to say that, even with the best intentions in the world, was to furnish an *unexpected* weapon to those who went as far as to propose communist participation in bourgeois governments — which certainly is another means of influencing events *but in a direction opposed to that of communism!* Another objection to the abstentionist argument was that, following its logical progression, it should have also called for abandoning the unions under the pretext that they were opportunist and thus also presented a danger; however to say this meant forgetting that the unions, whether reactionary or not, remain organizations

which are *exclusively composed* of proletarians: they are not, as are the parliaments, institutions which are interclassist in form and *bourgeois* classist in nature. Lenin and Bukharin also argued that it was necessary to show the counter-revolutionary role of parliament to the backward layers of the working class (who still had illusions about it) by showing in facts and not only in words that it was impossible for parliament to serve as a means for their emancipation; but this was also a double edged weapon, because it could equally be used by those who advocate the utilization of *all* means (i.e. including the parliamentary mechanism) in order to attain the pretendedly common aim. Moreover this argument contradicted the fundamental thesis on the task of the party, a task which is to precede the masses, not to follow them. We were also reproached for ingenuously believing that the intellectuals, the middle classes and the petty bourgeoisie would become communist as soon as the proletariat rose to victory in the revolution: we of course never believed such a thing, but the argument brought grist to the mill of the opportunists who advocated wooing the middle classes under the pretext that, after all, we cannot afford the luxury of ignoring the importance of these strata. Finally, to affirm as Bukharin did, that the « world revolutionary situation » securely guaranteed the Communists against being corrupted in parliament, was to lend mysterious beneficial powers to a situation which had been unable so far to prevent entire workers' parties from becoming rotten to the core. We know very well that Bukharin was sincere when he concluded the debate with the cry « Down with Parliament! », even if he sought at that time to dissipate the apprehensions of the revolutionary syndicalists, the shop-stewards and the I.W.W.; but the most sincere and the most passionate cry was not enough to maintain on the correct path those who, although they sincerely desired to be real communists, were only communist in name, and still had a long way to go and would have to transform themselves *from top to bottom* to reach their aim. We knew that the boldness of some of the Bolsheviks' polemical arguments did not signify that they renounced their principles and by no means indicated that they approved the opportunist theses, which we were fearful of seeing attributed to them. Unfortunately words, like writings, have their destiny. Even words are material facts, the consequences of which may escape the control of those who have pronounced them and can be utilized for the complete or partial deformation of their thought: this is the danger above all when they are taken up by individuals or groups who do not have, even at best, the necessary strength to afford a risky polemic without altering the theory, betraying the principles, and *acting* against both.

All this obliged the communist abstentionist fraction to confirm its disagreement with the Bolsheviks in its final reply. We asked however that our theses be voted on only « by those anti-parliamentarian comrades who accept the whole of them and their spirit, because they share the Marxist assertions which form their basis », since they had « nothing to do with anarchist and syndicalist arguments ». This was a good example of « organic selection » effected on the basis of principles: while the theses of the Executive Committee had been approved by about 80 votes against 11, only three delegates (a Belgian, a Swiss and a Dane) approved ours.

It was thus that the question was closed, but we will add that in 1921, the only party which practiced « Bolshevik parliamentarism » and which remained true to its spirit and not only to its letter was the Italian Communist Party led by the Left. This was not by chance, but because the selection practiced at Livorno had been severe enough to put to flight all the « parliamentarists on principle »!

But if the Second Congress approved «revolutionary parliamentarism» we — who were the only ones to really practice it at the time — can say today that history has refuted it and confirmed our analysis. In the course of its degeneration, the Communist International fell very swiftly from half-hearted attempts at «bolshevik parliamentarism» to mere parliamentarism, and even to a parliamentary cretinism which would have made the parliamentarists of the Second International blush. Today the so-called communist parties, far from entering parliament to denounce it and to facilitate its destruction by revolutionary action, far even from pretending to use it «while waiting for the revolution», justify parliament and call for its defence and restoration when it is menaced. Far from seeking to sabotage this citadel of bourgeois domination, they pretend to make it serve the emancipation of the proletariat. They do not even see in parliamentary agitation a means of supporting the struggle of the proletarian masses, but they reduce this struggle to democratic and electoral «combat». In spite of its pretensions, the parliamentarism of the Trotskyists is also far from that conceived by the Second Congress. Even when they denounce the «parliamentary conquest of power» and proclaim the necessity of the violent action of the masses, they consider the electoral victory of... the reformist parties as a spring-board, or even a necessary stage for revolutionary action. Far from participating in elections for the purposes of agitation they participate in them in order to «win», or help the proletariat «win» by electing a Mitterrand or a Berlinguer, or even a Wilson!

What places us in opposition to all these electoralists, as much as to the Maoists (who are «abstentionists» at times but only because of popular superdemocratism) are not tactical differences, but oppositions of principle: on the fundamental questions of the revolution, the party, the state and the dictatorship, their conceptions are far from the Marxist positions reaffirmed so splendidly by the Second Congress.

Today, nobody can claim to follow the revolutionary parliamentarism of the Second Congress. We alone would have the right to do so, for we alone stand on the terrain of the revolutionary principles which were at the basis of this tactic. But if in 1920 we had every reason to submit to the decision of the Second Congress (precisely because we were in agreement with these principles, and because we were centralists and disciplined before being abstentionists), it is no longer the case today. We have drawn up the balance sheet of half a century of counter-revolution and unprecedented poisoning of the workers' movement by democratism, electoralism and parliamentary cretinism. This is why we have all the reasons to proclaim *our* abstentionism as one of the criteria and means of selection and preparation of the revolutionary party, as well as of the long work of the revolutionary preparation of the proletariat.

# **1 - THESES ON PARLIAMENTARISM PRESENTED BY THE COMMUNIST ABSTENTIONIST FRACTION OF THE ITALIAN SOCIALIST PARTY**

1. Parliamentarism is the form of political representation characteristic of the capitalist regime. In the field of principle the critique of the Marxist Communists in regards to parliamentarism and bourgeois democracy in general shows that the franchise granted to all citizens of all social classes in the elections of the representative organs of the State cannot prevent the whole governmental machinery of the State constituting the committee of defense of the interests of the ruling capitalist class, nor can it prevent the State from organizing itself as the historical instrument of the bourgeoisie in the struggle against the proletarian revolution.

2. The Communists categorically reject the possibility of the working class conquering power by a majority in Parliament instead of attaining it by an armed revolutionary struggle. The conquest of political power by the proletariat, which is the starting point of the work of Communist economic construction, implies the violent and immediate suppression of the democratic organs, which will be replaced by the organs of the proletarian power, the workers' councils. With the exploiting class being thus deprived of all political rights, the dictatorship of the proletariat, that is to say, a system of class government and representation, will be realized. The suppression of parliamentarism is therefore a historic goal of the communist movement; still more, it is precisely representative democracy which is the first form of bourgeois society which must be overthrown, before capitalist property, before even the bureaucratic and governmental machine of the State.

3. The same goes for the municipal or communal institutions of the bourgeoisie, which are falsely regarded as being opposed to the governmental organs. In fact their machinery is identical with the state mechanism of the bourgeoisie. They must also be destroyed by the revolutionary proletariat and replaced by local Soviets of the workers' deputies.

4. While the executive, military and police machinery of the bourgeois State organizes direct action against the proletarian revolution, representative democracy constitutes a means of indirect defense which works by spreading among the masses the illusion that their emancipation can be attained through a peaceful process, and the illusion that the form of the proletarian State can also have a parliamentary basis with the right of representation for the bourgeois minority. The result of this democratic influence on the proletarian masses has been the corruption of the socialist movement of the Second International in the domain of theory as well as in that of action.

5. The task of Communists at the present moment in their work of ideological and material preparation for the revolution is above all to remove from the minds of the proletariat those illusions and prejudices, which have been spread with the complicity of the old social-democratic leaders in order to turn it away from its historical path. In the countries where a democratic regime has

held sway for a long time and has penetrated deeply into the habits and mentality of the masses, no less than into the mentality of the traditional socialist parties, this work is of a very great importance and comes among the first problems of revolutionary preparation.

6. Possibilities of propaganda, agitation and criticism could be offered by participation in elections and in parliamentary activity during that period when, in the international proletarian movement, the conquest of power did not seem to be a possibility in the very near future, and when it was not yet a question of direct preparation for the realization of the dictatorship of the proletariat. On the other hand in a country where the bourgeois revolution is in course of progress and is creating new institutions, Communist intervention in the representative organs can offer the possibility of wielding an influence on the development of events in order to make the revolution end in victory for the proletariat.

7. The present historical period was opened by the end of the World War with its consequences for the social bourgeois organization, by the Russian Revolution which was the first realization of the conquest of power by the proletariat, and by the constitution of a new International in opposition to the social-democracy of the traitors. In this historical period, and in those countries where the democratic regime achieved its formation a long time ago, there is no possibility of using the parliamentary tribune for the communist revolutionary work, and the clarity of propaganda, no less than the efficiency of the preparation for the final struggle for the dictatorship, demand that Communists conduct an agitation for an election boycott by the workers.

8. In these historical conditions, where the main problem of the movement is the revolutionary conquest of power, the whole political activity of the class party must be directed towards this direct end. It is necessary to shatter the bourgeois lie according to which every clash between opposing political parties, every struggle for power, must necessarily take place within the framework of the democratic mechanism, that is through elections and parliamentary debates. We cannot succeed in destroying that lie without breaking with the traditional method of calling the workers to vote in elections side by side with members of the bourgeoisie, and without ending up with a situation where the delegates of the proletariat act on the same parliamentary ground as the delegates of its exploiters.

9. The dangerous idea that all political action consists of electoral and parliamentary action has already been spread too widely by the ultraparliamentary practice of the traditional socialist parties. On the other hand, the distaste of the proletariat for that treacherous practice has lent favourable ground to the mistakes of syndicalism and anarchism which deny all value of parliamentary action and of the role of the party. For that reason the Communist parties will never obtain great success in propaganda on behalf of the revolutionary Marxist method if the severing of all contacts with the machinery of bourgeois democracy is not put at the basis of their work for the dictatorship of the proletariat and the workers' councils.

10. In spite of all the public speeches and all the theoretical statements, the very great importance which is attached in practice to the electoral campaign and its results, and the fact that for a long period the party has to devote to that cause all its means and all its resources in men, in the press, and even in money, helps to strengthen the feeling that this is the true central activity to

achieve the aims of communism ; on the other hand, it leads to complete cessation of the work of revolutionary organization and preparation. It gives to the party organization a technical character quite in opposition to the requirements of revolutionary work, legal as well as illegal.

11. For the parties which have gone over, by a majority resolution, to the Third International, the allowance of the continuation of electoral action prevents the necessary sorting out and elimination of social-democratic elements, without which the Third International would fail in its historic role, and would no longer be a disciplined and homogeneous army of the worldwide revolution.

12. The very nature of the debates which have parliament and other democratic organs for their theatre excludes every possibility of passing from a criticism of the policy of the opposing parties, to a propaganda against the very principle of parliamentarism, and to an action which would overstep parliamentary rules — just as it would not be possible to get the right to speak if we refused to submit to all the formalities established by electoral procedure. Success in the parliamentary fencing will always depend only on the skill in handling the common weapon of the principles on which the institution itself is based, and in dealing with the tricks of parliament procedure — just as the success in the electoral struggle will always be judged only by the number of votes or seats obtained.

Every effort of the Communist parties to give a completely different character to the practice of parliamentarism cannot but lead to failure the energies spent in that Sisyphean labour, whereas the cause of the Communist revolution calls these energies without delay on the terrain of the direct attack against the regime of capitalist exploitation.

## **2 - THESES ON THE COMMUNIST PARTIES AND PARLIAMENTARISM ADOPTED BY THE SECOND CONGRESS OF THE COMINTERN**

### **1. THE NEW EPOCH AND THE NEW PARLIAMENTARISM**

The attitude of the Socialist Parties towards parliamentarism was originally, at the time of the First International, one of utilizing the bourgeois parliament for purposes of agitation. Participation in parliamentary activity was looked upon from the point of view of developing class consciousness, i.e. of awakening in the proletariat class hostility towards the ruling class. Changes in this attitude were brought about not through change of doctrine, but under the influence of political development. Owing to the uninterrupted advance of the forces of production and the widening sphere of capitalist exploitation, capitalism and together with it the parliamentary State acquired a lasting stability.

This gave rise to the adaptation of the parliamentary tactics of the Socialist parties to «organic» legislative activity within the bourgeois parliaments, and the ever growing significance of the struggle for reforms within the capitalist system, as well as the predominating influence of the so-called «immediate de-



mands», and the conversion of the maximum programme into a figure of speech, an altogether remote «final goal». This served as a basis for the development of parliamentary careerism, corruption, and open or hidden betrayal of the fundamental interests of the working class.

The attitude of the Third International towards parliamentarism is determined not by a new doctrine, but by the changed goal of parliamentarism itself. During the previous epoch parliament performed a certain progressive function as the weapon of developing capitalism, but under the present conditions of unbridled imperialism, parliament has become a tool of falsehood, deceit, violence and enervating gossip. In the face of imperialistic devastation, plunder, violence, robbery and ruin, parliamentary reforms, devoid of system, of constancy and of definite plan, have lost all practical significance for the working masses.

Parliament has lost its stability, like the whole of bourgeois society. The sudden transition from the organic to the critical epoch has created the foundation for new proletarian tactics in the field of parliamentarism. The Russian workers' party (the Bolsheviks) has worked out the essence of revolutionary parliamentarism already in the preceding period, owing to the fact that Russia since 1905 has lost its political and social equilibrium and entered upon the period of storm and stress.

To the extent that some Socialists with an inclination for Communism point out that the moment of revolution in their respective countries has not yet arrived, and so decline to break away from the parliamentary opportunists, they reason in fact consciously or unconsciously from the consideration that the present epoch is one of relative stability for imperialist society, and they assume therefore that practical results may be achieved in the struggle for reforms by a coalition with such men as Turati and Longuet. But Communism must start from a clear theoretical analysis of the character of the present epoch (the culmination of capitalism, imperialistic self-negation and self-destruction, uninterrupted growth of civil war, etc.). Political relationships and political groupings may be different in different countries, but the essence of the matter is everywhere the same: we must start with the direct preparation of a proletarian uprising, politically and technically, for the destruction of the bourgeois state and for the creation of the new proletarian state.

For Communists, parliament today can in no way serve as the arena of a struggle for reforms, for improving the lot of the working people, as it was at certain periods of the preceding epoch. The centre of gravity of political life at present has been completely and finally transferred beyond the limits of the parliament. On the other hand, owing not only to its relationship to the working masses, but also to the complicated mutual relations within the various groups of the bourgeois class itself, the bourgeoisie is forced to have some of its policies in one way or another passed through the parliament, where the various cliques haggle for power, exhibit their strong sides and betray their weak ones, get themselves unmasked, etc. etc. Therefore it is the immediate historical task of the working class to tear this apparatus out of the hands of the ruling classes, to break and destroy it, and to create in its place a new proletarian apparatus. At the same time, however, the revolutionary general staff of the working class is vitally concerned in having its scouting parties in the parliamentary institutions of the bourgeoisie, in order to facilitate this work of destruction.

Thus the fundamental difference between the tactics of Communists entering parliament with revolutionary aims in view, and the tactics of the socialist parlia-

mentarians, becomes perfectly clear. The latter act on the assumption of the relative stability and the indefinite durability of the existing order; they consider it their task to achieve reforms by all means and are concerned to make the masses appreciate every accomplishment as the merit of social-democratic parliamentarism (Turati, Longuet & Co).

Instead of the old compromising parliamentarism a new parliamentarism has come to life, as a weapon for the destruction of parliamentarism as a whole. But the aversion towards the disgusting traditions of the old parliamentarism drives some revolutionary elements into the camp of the opponents of parliamentarism on principle (I. W. W., the revolutionary Syndicalists, Communist Labour Party of Germany).

Taking all this into consideration the Second Congress adopts the following theses :

## **2. COMMUNISM, THE FIGHT FOR THE DICTATORSHIP OF THE PROLETARIAT, AND THE UTILIZATION OF BOURGEOIS PARLIAMENTS**

### **I**

1. Parliamentarism as a state system is a « democratic » form of the rule of the bourgeoisie who, at a certain stage of development, needs the fiction of a popular representative body, which outwardly seems to be an organization of the « popular will » standing outside classes, but is in essence an instrument of oppression and subjection in the hands of ruling capital.

2. Parliamentarism is a particular form of the State order ; hence it cannot be the form of communist society, in which there are neither classes nor class struggle, nor any state power.

3. Nor can parliamentarism serve as the form of proletarian state administration in the transition period from the dictatorship of the bourgeoisie to the dictatorship of the proletariat. When the class struggle has come to a head, in the civil war, the proletariat must inevitably build up its state organization as a *fighting organization* to which representatives of the former ruling classes are not admitted. At this stage any fiction of the « popular will » is directly harmful to the proletariat. The proletariat needs no parliamentary division of powers, which is harmful to it. The form taken by the proletarian dictatorship is the Soviet republic.

4. Bourgeois parliaments, one of the most important pieces of machinery in the bourgeois state apparatus, cannot as such be conquered permanently, just as the proletariat cannot conquer the bourgeois State. The task of the proletariat is to shatter the bourgeois state machine, to destroy it, and to destroy with it parliamentary institutions, whether republican or deriving from a constitutional monarchy.

5. The same applies to the local governmental institutions of the bourgeoisie, which, from a theoretical point of view, it is incorrect to distinguish from the organs of the State. In reality, they are just as much parts of the bourgeois state mechanism, which will have to be destroyed by the revolutionary proletariat, and replaced by local Councils of Workers' Deputies.

6. Consequently, communism repudiates parliamentarism as the form of the future society, as the form of the class dictatorship of the proletariat. It denies the possibility of winning parliament over permanently ; its object is to destroy

parliamentarism. It follows that communism can be concerned only with utilizing bourgeois state institutions with the object of destroying them. In this way, and *only* in this way, can the question be conceived.

## II

7. Every class struggle is a political struggle, for in the final analysis it is a struggle for power. Any strike which spreads over the whole country endangers the bourgeois State and therefore assumes a political character. To strive to overthrow the bourgeoisie, and to destroy its state apparatus, means to carry on a political struggle. The creation of a class apparatus for the task of governing and for crushing the opposition of the bourgeoisie (whatever be the nature of that apparatus) means the conquest of political power.

8. Consequently the question of political struggle is by no means identical with the question of the attitude towards parliamentarism. It is a general question of the proletarian class struggle for the overthrow of the capitalist order as a whole.

9. The fundamental method of struggle employed by the proletariat against the bourgeoisie, i.e., against its state power, is, first and foremost, the method of mass action. These mass actions are organized and led by the mass organizations of the proletariat (trade unions, parties, soviets), under the general guidance of a strongly united, disciplined, centralized Communist Party. Civil war is war. In that war the proletariat must have its efficient corps of political officers, its strong political general staff directing all operations in all spheres of the conflict.

10. The mass struggle is an entire system of developing actions which become more and more acute in form and logically lead to insurrection against the capitalist State. In this mass struggle which develops into civil war, the guiding party of the proletariat must as a rule secure all legal positions, using them as auxiliary centres of its revolutionary activity and subordinating them to its main plan of campaign, the campaign of mass struggle.

11. One such auxiliary centre is the rostrum of the bourgeois parliament. It is no argument against participation in the parliamentary struggle that parliament is a bourgeois state institution. The communist party does not enter this institution to function there as an organic part of parliament, but in order by action inside parliament to help the masses to shatter the state machine and parliament itself (e.g. the activity of Liebknecht in Germany, of the Bolsheviks in the Imperial Duma, in the « Democratic Conference », in Kerensky's « Pre-parliament », in the « Constituent Assembly » and likewise in the Municipal Dumas; also the activity of the Bulgarian Communists, etc.).

12. This activity inside parliament, which consists chiefly in revolutionary agitation from the parliamentary tribune, in exposing enemies, and in the ideological mobilization of the masses who are still imbued with democratic illusions and who, particularly in the backward areas, still look up to the parliamentary rostrum, must be wholly and completely subordinated to the aims and tasks of the mass struggle outside parliament.

Participation in the electoral struggle and revolutionary propaganda from inside parliament are particularly important in politically winning over those

sections of the working class, such as the agricultural working masses, who have up to now been remote from political life.

13. If communists gain a majority in local governmental institutions, they must: a) lead a revolutionary opposition against the bourgeois central power; b) do everything to aid and support the poorer population (by economic measures, by organizing or attempting to organize armed workers' militias, etc.); c) point out on every occasion the barriers set up by the bourgeois state power against any important changes; d) develop on this basis the sharpest revolutionary propaganda, without being afraid of a conflict with the state power; e) under certain circumstances, replace the municipal administration, etc., by local mass councils of the workers. The whole activity of the communists in the town and county councils must consequently be part of the general work to destroy the capitalist system.

14. The electoral campaign itself must be carried on not in a spirit of pursuit of the maximum number of parliamentary seats, but in the spirit of the revolutionary mobilization of the masses around the watchwords of the proletarian revolution. The electoral campaign must be carried on by the whole mass of the members of the party, and not only by the leaders. It is necessary to utilize and be in complete contact with all mass actions taking place at the given moment (strikes, demonstrations, movements among the soldiers and sailors, etc.). It is necessary to mobilize all the mass organizations of the proletariat for an active work.

15. If these conditions are observed, as well as those drafted in special instructions, parliamentary work represents the complete antithesis of that dirty political scheming carried on by the social-democratic parties of all countries, who enter parliament in order to support that « democratic » institution, or, at best, to « conquer » it. The Communist Party can stand only and exclusively for the *revolutionary* utilization of parliamentarism, as practised by Karl Liebknecht and the Bolsheviks.

### III

16. « Anti-parliamentarism » in principle, in the sense of an absolute and categorical refusal to participate in elections and in the revolutionary parliamentary activity, is a naïve and childish doctrine which is beneath criticism, a doctrine which sometimes has at its foundation a healthy disgust of parliamentary politicians, but which is at the same time blind to the possibility of revolutionary parliamentarism. Moreover, this doctrine is frequently connected with a completely false idea of the role of the party, which it views not as the centralized vanguard of the workers, but as a decentralized system of loosely-connected groups.

17. On the other hand, it does not at all follow from the admission of the principle of parliamentary activity that participation in actual elections and in actual parliamentary sessions is *in all circumstances* absolutely necessary. That depends on a whole series of specific conditions. Under certain conditions, it may become necessary to leave parliament. This is what the Bolsheviks did when they left the Pre-Parliament in order to « blow it up », render it helpless, and abruptly oppose to it the Petrograd Soviet on the verge of insurrection. This is what they did in the Constituent Assembly on the day of its dissolution, transferring the centre of all political events to the Third Congress of the Soviets. Under different circumstances it may be necessary to boycott elections

and to remove by force the entire bourgeois state apparatus as well as the bourgeois parliamentary clique, or it may be necessary to take part in elections while boycotting parliament itself, etc.

18. In this way, while recognizing, as a general rule, the necessity of participating in elections both to central parliaments and to the organs of local self-government, as well as the necessity of working in those institutions, the Communist Party must decide the question concretely, basing itself on the peculiar conditions of the actual moment. The boycotting of elections or of parliament, as well as walking out of parliament, are permissible primarily when the conditions exist for the immediate transition to an armed struggle for power.

19. It is necessary constantly to keep in mind the relative unimportance of this question. Since the centre of gravity lies in the struggle for state power waged *outside* parliament, it is obvious that the question of the proletarian dictatorship and of the *mass struggle* for that dictatorship cannot be placed on the same footing as the question of the utilization of parliament.

20. That is why the Communist International emphasizes most strongly that it considers any split or any attempt at a split within the communist parties solely on *this* question to be a serious error. The Congress calls all elements standing on the ground of the mass struggle for the proletarian dictatorship under the guidance of the centralized party of the revolutionary proletariat, which exercises its influence in all the mass organizations of the working class, to strive for the complete unity of all communist elements in spite of any possible divergence on the question of the utilization of bourgeois parliaments.

### 3. REVOLUTIONARY PARLIAMENTARISM

To ensure the effective execution of the communist parliamentary tactics, it is necessary that: —

1. The Communist Party as a whole, and its Central Committee, should, during the preparatory stage, i.e. before the parliamentary elections, make sure of the high quality of the personnel of the parliamentary group. The Central Committee of the Communist Party must be responsible for all the work of the parliamentary group. The Central Committee of the Party must have the indisputable right to reject any candidate of any section, if there is no guarantee that he will carry on a real Communist policy when in parliament.

The Communist Party must break with the old social-democratic habit of presenting as candidates only the so-called «experienced» parliamentarians, chiefly lawyers and so forth. As a rule it is necessary to put workingmen forward as candidates, without troubling about the fact that in most cases they will be rank-and-file militants, without much parliamentary experience. The Communist Party must treat with merciless contempt those elements who try to make a career by joining the party in order to get into parliament. The Central Committees of the Communist parties must sanction the candidacy of only such men as have, by long years of work, proved their unconditional devotion to the working class.

2. After elections, the organization of the parliamentary fraction must be completely in the hands of the Central Committee of the Communist Party, whether or not the party as a whole is at the time legal or illegal. The chairman

and presidium of the communist parliamentary fraction must be confirmed in their office by the Central Committee. The Central Committee must have a permanent representative in the fraction, with the right of veto and, on all important political questions, the fraction must seek guidance in advance from the party Central Committee. The Central Committee has the right and the duty, when the communist fraction in parliament is about to undertake an important action, to appoint or to contest the spokesman for the fraction and to require that the outline of his speech, or the complete text of the speech itself, etc., be submitted for approval by the Central Committee. Every communist candidate must officially sign a paper to the effect that he is bound to resign from parliament at the first request of the party Central Committee, so that in any given situation resignation from parliament can be carried out in unison.

3. In countries where reformist, semi-reformist, or simply career-seeking elements have managed to penetrate into the parliamentary Communist groups (as has already happened in several countries) the Central Committees of the Communist parties are bound radically to weed out the personnel of the groups, on the principle that it is better for the cause of the working class to have a small but truly Communist group than a numerous one without a consistent Communist line of conduct.

4. A communist member of parliament is obliged, on the decision of the Central Committee, to combine legal with *illegal* work. In those countries where communist deputies enjoy immunity under bourgeois law, this immunity must be used to support the party's illegal activities in the fields of organization and propaganda.

5. Communist deputies must subordinate all their activities in parliament to party action outside parliament. Demonstrative legislative proposals should be regularly submitted on the instructions of the party and its Central Committee, not with the idea that they will be accepted by the bourgeois majority, but for purposes of propaganda, agitation, and organization.

6. In the event of labor demonstrations in the streets, or other revolutionary movements, the Communist representatives must occupy the most conspicuous place—at the head of the proletarian masses.

7. The Communist deputies must enter, by all means at their disposal, into relations (under the control of the party) either in writing or otherwise, with the revolutionary workingmen, peasants and other toilers, and not resemble, in this respect, the social-democratic deputies who try to enter into business relations with their electors. *At any time, the Communist deputies must be at the disposal of the Communist organization for whatever work of propaganda in the country.*

8. Every communist member of parliament must bear in mind that he is not a legislator seeking agreement with other legislators, but a party agitator sent into the enemy camp to execute party decisions. The communist deputy is responsible not to the loose mass of the electors, but to his communist party, legal or illegal.

9. The speeches of communist deputies in parliament must be readily understandable to every ordinary worker, every peasant, every washerwoman, every shepherd, so that the party can issue their speeches as leaflets for distribution in every corner of the country.

10. The rank and file Communist workers must not be shy of speaking in the bourgeois parliaments, and not give way to the so-called experienced parliamentarians, even if such workingmen are novices in parliamentary methods. In case of need, the workingmen deputies may read their speeches directly, since they will be printed afterwards in the papers or in leaflets.

11. Communist deputies must use the parliamentary rostrum to expose not only the bourgeoisie and their avowed followers, but also the socialpatriots and reformists, to expose the indecisiveness of the «centrist» politicians and other opponents of communism, and to conduct propoganda for the ideas of the Communist International.

12. Communist deputies, even if there are only one or two of them in parliament, must by their whole conduct hurl a challenge at capitalism, and never forget that only those are worthy of the name of Communists who, not in words but in deeds, are the mortal enemies of the bourgeois order and its social-patriotic flunkeys.

### **3 - SPEECH OF BUKHARIN**

Comrades, first of all, please excuse my German. It will not be German but a substitute for German. We have divided the work in the following manner: I shall speak first upon the question from the point of view of principle and upon the solution arising out of it. Then Comrade Wolfstein will report upon the work of our Committee. After that will come the counter report of Comrade Bordiga who represents the view that in our epoch where it is a question of demolishing the capitalist system there must be no participation in parliamentary work.

I now come to the subject. Generally in approaching the problem one must start with an appreciation of the actual epoch before us; there is a fundamental difference between the previous epoch of peaceful development and the present epoch of the collapse of the capitalist system, an epoch of class war, of civil war, and of proletarian dictatorship. The «peaceful» epoch—it was not peaceful when we take into consideration the Colonies—may be described as the epoch of the community of interests between the proletariat and the bourgeoisie. The origin of this was to be found in the imperialist policy carried out by the big capitalist countries, particularly by the highly developed industrial countries. That is why the capitalist classes in these countries were in a position to draw extra profits out of which they could pay higher wages to the workers of their own countries. It is in principle false to assume, as Kautsky has done in his time, that generally the imperialist policy offers no advantages to the working class. From the point of view of the temporary interests of the working class we might say that the imperialist policy gave certain advantages to the workers, namely a higher wage derived from the extra profits of the capitalists.

We have already given the second characteristic feature of this epoch, namely, that it was also an epoch in which the labour organizations were

grafting themselves on to the bourgeois state machinery. What the reformists defined as « growth towards socialism » was this growth of the working class and also of the labour organizations into the bourgeois machinery of state. This phenomenon was particularly ugly in the period of state capitalism when practically all the labour organizations—including large mass organizations—formed part of the machinery of state capitalism. When we consider the big political parties of the working class, the yellow Social Democracy and the trade unions during the war, we find that all these mass organizations were then part of the capitalist system and of its state machinery. They were mobilized in the bourgeois interests during the war but this development had already commenced before the war. It was then that the process of growth into capitalism, affected almost all the organizations of the working class. We can equally say that the parliamentary representation of the working class and the parliamentary groups of the Labour parties were growing into the bourgeois parliament. Instead of representing something that is against the system as a whole, and against the bourgeois parliament, they became part of the parliamentary machine. Such was the preceding epoch of peaceful capitalism and so it was at the beginning of the war.

Then came the new epoch of civil war and of the collapse of capitalism. As far as the working class is concerned it had lost in this process its previous, almost imperialist, ideology. This ideology which reached its highest point in the cry of national defence, broke down and, together with it, the phenomena that accompanied it. The Labour organizations ceased to be part of the capitalist system, growing little by little into organs of class war. Thus, from supports of the capitalist system they turned into instruments destined to destroy it. Along with this process the parliamentary groups forming part of the parliamentary machine became instruments of destruction for parliament. Thus the new parliamentarism arose of which the Communists are and must be the advocates.

Comrades, I shall not comment in great detail upon all the clauses of our Theses. I will only examine some essential points. After this the other points will not present any difficulty.

Concerning the two different epochs we can say *a priori*, that the process of transition from one epoch to another, from the old parliamentarism to the new, must be regarded as a process which in each particular phase contains elements of views which prevailed among the working class before. The more this process develops the more these remnants of the old are reduced. Now, however, we can see these remnants of former conceptions surviving among many parties, even among such as have already joined the Third International. Opportunism in general and wavering parties in particular are still to be found in the Labour movement as well as the ideology of collaboration with the bourgeoisie as reflected in the survival of former parliamentarism. Let us survey at first in general the parliamentary activities of the working class. The composition of the various parliamentary groups presents a strange picture. Take for instance the U.S.P.D. (Independent Socialist Party of Germany). This Party has now 82 members in parliament. Looking more closely into the composition of this parliamentary group, we find that out of these 82 members, 20 belong to the right wing, about 40 belong to the center and about 20 belong to the left wing of the U.S.P.D. Thus, the number of the Right together with the « swamp » (centre) form a pretty large proportion; and mark you, this is within the ranks of the U.S.P.D. which is on the whole fairly opportunist. Let us take the Italian Party and its parliamentary group. This party belongs to us, to the



Third International. It is one of the best parties. Now its parliamentary fraction may be divided into three groups: the followers of Turati and Lazzari, Serrati's group and the so-called Bombaccists. The ratio is as follows:

30 % of the group belongs to the Turati wing, 55 % to the centre and 15 % to the left wing. Comrade Serrati gave me some other figures. According to him the reformists dispose of 41 seats. This is the official figure given by Comrade Serrati and it represents a very high percentage inside the Communist Party. The French Socialist Party has altogether 68 members of Parliament, of whom 40 are pronounced reformists—and that is inside a Party which is opportunist already—and 26 belong to the centre; here again it is not a centre in our sense of the word, it is the centre of the French Socialist Party and therefore is so to say a centre squared. The Communists have 2 votes. In the Norwegian Party, a fairly good party, we find that the parliamentary group has 19 members out of which eleven are of the right wing, about six of the centre and two are Communists. The parliamentary group of the Swedish party has a good many comrades who under no circumstances can be considered Communists. *Summa summarum*, a very sad picture. The composition of the parliamentary groups is quite below the mark. The reason for it is that these parties are not distinctly communist and contain a considerable number of opportunists. That is why they give such opportunist elements a place in their parliamentary groups.

From the composition of the parties I pass to the question of policy, i.e. to their parliamentary policy and here we can rightly say that this policy is as far removed from revolutionary parliamentarism as heaven from earth. I take again as an example the U.S.P.D. During the war when it was imperative to appeal to the peoples to stop the war they appealed instead to the corresponding governments. I remember a conversation I had with comrade Haase. He wanted to prove to us, at the time we were in Berlin, that he was carrying on a really revolutionary policy. As proof of this he pointed to his speeches in which he said that it was an abuse on the part of the German government to have sent German troops to Finland because these troops might be misused, that is to say, had they been sent to the French front instead of to Finland it would not have been an abuse. This was proof not of revolutionary parliamentarism but of a policy of opportunism. Take all that was written and spoken in the German Reichstag about the question of socialization. It is nothing but fun. In these speeches there is not a trace of a revolutionary point of view. Even Comrade Däumig has, so far as I know, represented the opportunist view in this question, even in 1920 when he wrote on the socialization projects. Or take for instance the speech on the Constitution by Oscar Cohn, the spokesman for the U.S.P.D. This speech is pretty long but there is absolutely no trace in it of a revolutionary standpoint. He only says that the Constitution is diseased. Not a word about Noske. That is the method of Kautsky who in his treatment of the question of bourgeois democracy speaks of monkeys and savages. The speech of Comrade Oscar Cohn, who here had a good chance to develop our revolutionary point of view, is not any the better. Take for instance the case of the Investigation Committee set up for the purpose of fixing the responsibility for the war. This was a real farce because the Committee was to carry on its investigations on the ground of data submitted to them by the Ministry for Foreign Affairs! And the Independents were ready to investigate the matter in a parliamentary manner! Here too no trace of any revolutionary feeling.

Take also Comrade Oscar Cohn's proposition during the debate on the abolition of preventative detention for those charged with political offenses.

In his speech there was everything but the revolutionary viewpoint of a revolutionary Communist. Let us take the speeches we have heard here from the comrades of the U.S.P.D. They have excused themselves for not answering our address in time. If I am not mistaken Comrade Dittmann or another delegate said that they had the elections on and considering the importance of these they could not find the time to draft an immediate reply. This is a glaring example of an argument that is absolutely fatal for those that make it. When on the one hand there are the elections and on the other hand the interests of the whole International, it is clear for every revolutionary that the election campaign must be carried on with the battle cry of the International. To treat the International and the elections as if they were in opposition to each other can by no means be reconciled with affiliation to the Third International. Follow as we might the whole parliamentary activities of our comrades from the U.S.P.D., we shall never find a clear consciousness, imprinted with the communist spirit, of the aim to be attained. With the French Socialist Party or with the other parties the picture is very sad too. I will not stop for very long on the activity of these parties; a single example is sufficient to illuminate the general situation. In all these phenomena as well as in the composition of the parliamentary groups and their policy we find the elements of former parliamentarism which must be literally pulled out by the roots, or else, if we leave intact these practices, these methods and this composition of the parliamentary groups, we shall not be able to uphold our revolutionary activity. It is absolutely impossible to proceed to the revolutionary fight with a pack like that.

Now we come to another question, the question of anti-parliamentarism. This latter is the legitimate child of the opportunism described above and of the former parliamentary activities with all their sins. Anti-parliamentarism is much more preferable than opportunist parliamentarism. There are two main groups to be distinguished among the anti-parliamentarians. One group is on principle opposed to any parliamentary action and the other is against parliamentarism only for the reason of the special estimate they make of the possibilities of parliamentary action. As representatives of the first we can name the American I.W.W. and as a representative of the second our comrade Bordiga will speak today. As regards the first group I can say that their theory and tactics when analysed rest upon a complete confusion of the main conceptions of political life. The I.W.W., for instance, have no clear conception as to what political struggle actually means. They think that a general strike of an economic nature, in fact directed against the bourgeois State, and led not by a political party but by the trade unions is not a political struggle. Thus they absolutely do not understand what a political struggle is. They are confusing political struggle with parliamentary action. They think that by a political struggle, parliamentary action or the activity of the parliamentary groups is meant. I shall not dwell on this question; we spoke quite clearly about it in our theses. The comrades need only read these. It is clear that their negative attitude to parliamentarism is based upon various errors of principle and upon a false conception of the nature of the political struggle. Considered historically American parliamentarism abounds in baseness and corruption, so that many honest elements are going over to the camp of the anti-parliamentarians. The worker by no means thinks in the abstract. He is a rather crude, practical man and if you cannot prove to him that revolutionary parliamentarism is possible, he drops the whole blessed thing. Such elements who have seen all this corruption on a grand scale go over into the camp of the anti-parliamentarians.

I pass now to the second group represented here by comrade Bordiga. He

tells us that his point of view is not to be confused with that of the anti-parliamentarians in principle. I must say that his point of view considered formally rests on purely theoretical considerations. Comrade Bordiga declares that from the specifically historical point of view of the present period of the mass struggle of the proletarians and considering it as the period of civil war, parliamentary action should be rejected entirely. That is his opinion. I think however, that it may be proved that there is a bridge between the policy of comrade Bordiga and that of those who are unconditionally anti-parliamentarians. Comrade Bordiga has submitted his own theses in which he says :

« It is necessary to shatter the bourgeois lie according to which every clash between opposing political parties, every struggle for power, must necessarily take place within the framework of the democratic mechanism, that is through elections and parliamentary debates. We cannot succeed in destroying that lie without breaking with the traditional method of calling the workers to vote in elections side by side with members of the bourgeoisie, and without ending up with a situation where the delegates of the proletariat act on the same parliamentary ground as the delegates of its exploiters » [These 8].

Here comrade Bordiga seems to say that delegates of the working class working in one room with a bourgeois are already for that very reason working side by side with the bourgeoisie. This is a naïve notion typical of the I.W.W. At the end of paragraph 9 of his theses it is stated :

« For that reason the Communist parties will never obtain great success in propaganda on behalf of the revolutionary Marxist method if the severing of all contacts with the machinery of bourgeois democracy is not put at the basis of their work for the dictatorship of the proletariat and the workers' councils ».

First, physical contact in one room with members of the bourgeois class was already a sin, and everything was lost. But here the error is more serious, because we do not always have workers' councils. Comrade Bordiga recognizes that it is impossible to organize Soviets now in many countries. Now the Soviets are the fighting organizations of the proletariat. When the conditions for such direct fight are lacking then there is no sense in forming such Soviets. In such a contingency they would only become philanthropic appendices to other institutions absolutely reformist and there is a great danger that these Soviets might develop after the French manner, where a few people come together and form an humanitarian pacifist organisation of no revolutionary value whatever. However, all these institutions do not yet exist. They are not yet a reality whereas the bourgeois parliament is a reality. We say in our theses that we must be in these institutions, we must have here our revolutionary spies. To say that they are working side by side with the bourgeois is absolutely negative and illogical, although it is understandable from a sentimental point of view. We, revolutionary communists, maintain that the possibility of going into the bourgeois parliament must be utilized in order to burst it from within. Formerly the parliamentary groups adapted themselves to the parliamentary institutions becoming a part of the system ; we, however, want to develop our activity in such a manner that an ever sharper antagonism grows up between this parliamentary system and our parliamentary groups. It is not necessary for me to tell you that for us the prime object is to strictly coordinate our parliamentary action with the working class movement.

Let us follow further the theses of comrade Bordiga. First a brief remark. Some of the comrades are anti-parliamentarians on principle because they are afraid to act as revolutionary parliamentarians, deeming it too dangerous a

ground; they try to run away from the revolution, from the most difficult problems. They cite the example of the big parties in order to prove that such an activity is impossible. I do not say that of comrade Bordiga but there are such elements in his group. This is the impression which is given from paragraph 12 of his theses where it is stated:

« 12. The very nature of the debates which have parliament and other democratic organs for their theatre excludes every possibility of passing from criticism of the policy of the opposing parties, to a propaganda against the very principle of parliamentarism, and to an action which would overstep parliamentary rules ».

Comrade Bordiga says that it is materially and technically impossible to make use of parliament but he must prove it first. Nobody can say that we under autocracy were in a better situation in the Duma than our comrades are today in the Italian Chamber of Deputies. Why maintain *a priori* that a revolutionary action in parliament is impossible? You must prove it first; you must try, kick up all sorts of rows in parliament, let them arrest you, let them institute a political trial. You have not done this on a large scale. All this must be done crescendo and I maintain that this is possible. Certain French comrades, for instance Lefèvre, maintain that it was impossible to say a sharp word against Clemenceau in the French Chamber; had anybody tried it? Nobody made the attempt. I think however, that at bottom behind these words lurks the sense of fear. People say: « Well, this is too dangerous. We can only carry on legal propaganda work ». They told us as much themselves in this hall, and because this work is too dangerous they want to run away from this difficult task.

Comrade Bordiga gives us this argument against parliamentary elections in paragraph 10 of his theses:

« 10. In spite of all the public speeches and all the theoretical statements, the very great importance which is attached in practice to the electoral campaign and its results, and the fact that for a long period the party has to devote to that cause all its means and all its resources in men, in the press, and even in money, helps to strengthen the feeling that this is the true central activity to achieve the aims of communism; on the other hand, it leads to complete cessation of the work of revolutionary organization and preparation. It gives to the party organization a technical character quite in opposition to the requirements of revolutionary work, legal as well as illegal ».

Perhaps there is something like this in Italy, but you must show us why this is logically necessary. When you share the point of view of comrade Dittmann and company, and say that elections stand in contradiction to the interests of the International, you are right. But in our opinion the whole campaign must be run on revolutionary lines. Then there will be no contradictions. Where is the contradiction when we say that we must raise during elections the most violent revolutionary cries, in order to penetrate into the villages where political life is slumbering, and in order to weld the people into mass organizations. Comrade Bordiga wrote as he did because he saw very little of a truly revolutionary electoral campaign. The same may be said of our comrades of the I.W.W. who never saw revolutionary parliamentarism. Therefore it seems to me that in presenting his theses to us, Comrade Bordiga has the duty at least to justify them.

There is plenty of proof, however, for revolutionary parliamentarism. Take the activity of Liebknecht, of Höglund, then our own activity and the activity of comrades in other countries. We had a revolutionary parliamentarism under

various historical conditions, as for instance during the second Duma or during the provisional parliament under Kerensky or during the Constituent Assembly. We were not afraid to take our place side by side with the bourgeois, the social revolutionists or the cadets, because we had a firm revolutionary policy and clear tactics. That is why the question of the party is cardinal. When you have a real Communist Party you need not be afraid to send some of your men into the bourgeois parliament, because they will act there as revolutionaries. But whenever you have in your party a mixture of which 40 per cent are opportunists, it is not surprising that these gentlemen slip into the parliamentary groups, into places most congenial to them. That is why almost all of them are members of parliament. Of course in such a situation the revolutionary parliamentary duties of the Communists cannot be fulfilled. This is a party question.

I repeat that only when the parties joining the Third International have become free of all opportunist and reformist elements and have carried through this process of cleansing, shall we have the certainty of being forever rid of the old parliamentarism. We shall then have a real revolutionary parliamentarism and a reliable method of destroying the bourgeoisie, the bourgeois state machinery and the whole bourgeois order.

## 4 - SPEECH OF BORDIGA

Comrades!

The left wing of the Italian Socialist Party is anti-parliamentarian for reasons which concern not only Italy but possess a general character. Is this a question of principle? Certainly not. In principle, we are all anti-parliamentarian because we exclude parliamentarism as a means of the emancipation of the proletariat and as a political form of the proletarian state. The anarchists are anti-parliamentarian in principle because they declare themselves against any power being conveyed from one individual to another. The syndicalists are adversaries of party political action, and have quite a different conception of the process of proletarian emancipation and of the new society to come; they, of necessity, are also anti-parliamentarian.

As regards ourselves our anti-parliamentarism is closely connected with the Marxist criticism of bourgeois democracy. I am not going to repeat here the arguments of critical communism which unmask the bourgeois lies about political equality outside and above economic inequality and the class struggle. Our conception starts from the idea of a historical process in which the class struggle culminates in the emancipation of the proletariat after a violent struggle sustained by the proletarian dictatorship. This theoretical conception expressed in the *Communist Manifesto* has had its first historical realization in the Russian Revolution. A long period has elapsed between these two facts, and the development of capitalist society during this period has been very complex. The

Marxist movement degenerated into a social-democratic movement and created a field of common action for the narrow, corporative interests of certain groups of workers as well as for bourgeois democracy. This degeneration manifested itself simultaneously in the trade unions and in the socialist parties.

So it happened that the Marxist task of the party which ought to have spoken in the name of the working class as a whole and recalled its historical revolutionary tasks, has been almost entirely forgotten. Quite a different ideology, having nothing in common with Marxism, has been created, putting aside violence and abandoning the proletarian dictatorship in order to substitute for it the illusion of a peaceful and democratic social transformation. The Russian Revolution came, and in a striking manner confirmed the Marxist theory, proving the necessity of employing the method of violent struggle and of instituting the proletarian dictatorship.

But the historical conditions under which the Russian Revolution developed do not resemble the conditions under which the proletarian revolution in the democratic countries of Western Europe and America will develop. The situation in Russia might rather remind us of the situation in Germany in 1848, when there were two revolutions one after the other: the bourgeois democratic revolution and the proletarian revolution. The tactical experiences of the Russian Revolution cannot be transplanted into countries with a bourgeois democracy of long standing, in which the revolutionary crisis will mean only the direct transition from this political regime to the dictatorship of the proletariat. The Marxist importance of the Russian Revolution consists in the fact that in its final phase (the dissolution of the Constituent Assembly and the seizure of the power by the Soviets), it acted on the basis of Marxism, and could clear the ground for the development of a new international movement, that of the Communist International, which has definitely broken with the social democracy that failed so shamefully during the war.

For Western Europe the revolutionary problem makes it first of all necessary to go beyond the limits of bourgeois democracy, in order to prove the bourgeois idea that the political struggle must develop within the parliamentary mechanism to be entirely wrong and to prove the necessity for us to carry the struggle on to another ground, that of direct revolutionary action for the conquest of power.

A new technical organization of the party is necessary, i.e. a historically new formation. This new historic organization is being realized by the Communist Party, which — as shown in the theses of the Executive Committee on the rôle of the party — finds its origin in the epoch of direct struggles for the proletarian dictatorship (thesis 4).

Now, the first bourgeois machinery that has to be destroyed before passing to the economic construction of communism, even before the construction of the new proletarian state mechanism that must take the place of the governmental apparatus of capitalism, is the parliament. Bourgeois democracy acts among the masses as a means of indirect defence for capitalism while the executive apparatus of the State is ever ready to use violent and direct means, carried out as soon as the last attempts to draw the proletariat on to the democratic ground shall have failed. It is therefore of the utmost importance to unmask this game of the bourgeoisie, and to show the masses the entire duplicity of bourgeois parliamentarism.

The practice of the traditional socialist parties has brought about, even prior to World War, an anti-parliamentarian reaction in the rank and file of the proletariat: the anarcho-syndicalist reaction which denied that political action had any value whatever in order to concentrate the activity of the masses upon the ground of economic organization. It spread the false idea that there could be no political action outside electoral and parliamentary activity. It is necessary to react against this illusion no less than against the social-democratic illusion; this conception is very far from the real revolutionary method and leads the proletariat on a false path in the course of its struggle for emancipation.

The greatest clarity is indispensable in propaganda. Very plain and very efficient watch-words must be given to the masses. Starting from the Marxist principles we consequently propose that the agitation for the proletarian dictatorship in those countries where the democratic regime has been developed a long time should be based on the boycott of the elections and of the bourgeois democratic organs.

The great importance which is being given in practice to the electoral action contains a double danger: on one hand it gives the impression that this is the essential action, and on the other hand it absorbs all the resources of the party and leads to the almost complete abandonment of action and of preparations in other domains of the movement.

The social-democrats are not the only ones that attribute such great practical importance to elections: the theses proposed by the Committee tell us themselves that it is important to avail ourselves of any means of agitation in the electoral campaign (thesis 15) [thesis 14 in the definitive text — Ed.].

The organization of the party carrying out the electoral activity assumes quite a special technical character, which is in strong contrast with the character of an organization responding to the necessities of legal and illegal revolutionary action. The party becomes a machinery of electoral committees entrusted only with the preparation and the mobilization of the electors. If we have before us an old social-democratic party coming over to the communist movement, there exists a very great danger in continuing the parliamentary action in the same way as they have practised it before. There are numerous examples of such a situation.

\*\*

As regards the theses presented and supported by the reporters, I must observe that they are preceded by a historical introduction the first part of which I agree with almost entirely. It is said there that the First International made use of parliamentarism for the purpose of agitation, propaganda and criticism. Later on, in the Second International, we have seen the corruptive action of parliamentarism, which led to reformism and to class collaboration.

From this the introduction concludes that the Third International must return to the parliamentary tactics of the First International for the purpose of destroying parliament itself from within.

However, if the Third International accepts the doctrine of the First International, it must on the contrary use quite different tactics and not participate in the bourgeois democracy, because of the great difference in the historical conditions.

This is why in the theses that follow there is a first part which by no means contradicts the ideas I am supporting.

It is only when we begin to speak of the utilization of the electoral campaigns and of the parliamentary tribune for mass action that the difference begins. We are not against parliamentarism because it is a legal means. But we say that one cannot propose its utilization on the same terms as that of the press, of the freedom of assemblies etc. In one case it is the question of means of action and in the other case we have a bourgeois institution which must be substituted by the proletarian institutions of the workers' councils. We do not intend to reject the use of the press, of propaganda etc., after the revolution, but we do intend to break down the democratic apparatus and to substitute for it the dictatorship of the proletariat.

As regards the leaders of the movement, this is likewise no argument brought forward by us. There can be no question of doing without leaders. We know very well, and we have always said to the anarchists prior to the war, that it was not enough to renounce parliamentarism in order to be able to do without leaders. They will be needed always, as journalists, as propagandists, etc.

Certainly, the revolution requires a centralized party directing the action of the proletariat. Certainly, this party requires leaders, but the role of the party, the role of its leaders, is quite different from the traditions of social-democratic practice. The party directs the action of the proletariat in this sense: it takes upon itself the most dangerous work which requires the greatest sacrifices. The leaders of the party are not only the leaders of the victorious revolution. It is they who in case of defeat will be the first to fall under the blows of the enemy. This position is quite different from that of the parliamentary leaders, who occupy the most advantageous positions in the bourgeois society.

We are told: one can make propaganda from the parliamentary tribune. I will answer this with a somewhat childish argument: what is said from the parliamentary tribune is repeated by the press. If it is the question of the bourgeois press, all will be falsified; if it is the question of our own press, it is useless to pass through the tribune in order to be able to print what would have been said there.

The examples given by the reporter do not touch our thesis. Liebknecht acted in the Reichstag in an epoch in which we recognized the possibility of parliamentary action, the more so as the question was not to sanction parliamentarism but to criticize the bourgeois power. If, however, we put Liebknecht, Höglund and the other very few cases of revolutionary action in parliament on one side of the scale and on the other all the long series of social-democratic treachery, the balance would turn out most unfavourably for revolutionary parliamentarism.

The question of the Bolsheviks in the Duma, in the Kerensky parliament, and in the Constituent Assembly could likewise not be placed alongside the conditions in which we propose the abandonment of the parliamentary tactics, and I shall not return here to the differences existing between the development of the Russian Revolution and the revolution in other bourgeois countries.

I do not moreover accept the idea of the electoral conquest of the bourgeois communal institutions. That is a very important problem which cannot be passed over in silence. I intend to make use of the electoral campaigns



for agitation and propaganda for the communist revolution, but this agitation will be the more efficient the more we support before the masses the boycott of bourgeois elections.

Besides, one cannot see exactly what work of destruction the communist deputies might carry out in parliament. With regard to this the reporter presents us a project of a regulation concerning communist action in the bourgeois parliament. Now this, if I may be allowed to say so, is pure utopianism. You will never be able to organize a parliamentary action opposed to the principles of parliamentarism themselves, a parliamentary action which will go beyond the limits of parliamentary regulations.

\* \*

Now two words on the arguments brought forward by Comrade Lenin in his pamphlet on « Left-Wing Communism ».

I think that one cannot judge our anti-parliamentarian tendency to be the same as the one that proposes leaving the trade unions.

The trade union, even if it is corrupted, is always an organization of the working masses. To leave the social-democratic trade unions would be equivalent to accepting the conception of certain syndicalists who would like to create new organs of revolutionary struggle of an economic, not political type.

From the Marxist point of view this is a mistake that has nothing in common with the arguments on which our anti-parliamentarism is based. The theses of the reporter declare by the way that the question of parliamentarism is secondary for the communist movement ; but this is not the case with the trade union question.

I think that we should not deduct from the opposition to the parliamentary action a decisive judgement upon comrades or communist parties. In his interesting work Comrade Lenin expounds to us the communist tactics while defending a very supple action based upon a minute analysis of the situations in the bourgeois world, and he proposes to apply to this analysis in the capitalist countries, the data of the experiences of the Russian Revolution.

He also supports the necessity of taking into consideration in the highest degree the differences existing between each single country.

I am not going to discuss here this method. I only want to say that a Marxist movement in the western democratic countries demands much more direct tactics than those which were necessary for the Russian revolution.

Comrade Lenin accuses us of wanting to elude the problem of communist action in parliament because the solution appears to us to be too difficult, and of proposing anti-parliamentarian tactics, because they require the least effort:

We agree perfectly that the tasks of the proletarian revolution are very difficult and complex. We are perfectly convinced that, after having solved, as we propose to do, the problem of parliamentary action, other much more important problems will remain in our charge and that the solution of the same will certainly not be easier.

But it is exactly for this reason that we want to direct the greatest part of the efforts of the communist movement towards other grounds of action of much greater importance than that of parliament.

Not that the difficulties frighten us. We only remark that the opportunist parliamentarians who are also adopting easy tactics are nevertheless completely absorbed by their parliamentary activity.

Hence we conclude that in order to solve the problem of communist parliamentarism according to the theses of the reporter (if we admit this solution) tenfold efforts will be required and a tenfold activity will be necessary, and as a result still less resources and energy will remain for the real revolutionary action.

\*\*

The stages which after the revolution must necessarily be passed through in the economic transition from capitalism to communism cannot be transposed on the political terrain. The transference of power from the exploiters to the exploited implies also the immediate change of the representative apparatus. For bourgeois parliamentarism must be substituted the Soviet system.

The old democratic mask of the class struggle must be torn off in order to pass to direct revolutionary action. This is our point of view on parliamentarism, a point of view which is in full concordance with the revolutionary marxist method.

I may conclude with a consideration which we have in common with Comrade Bukharin. This question cannot and must not be the cause of a split in the Communist movement. If the Communist International decides to take upon itself the creation of a Communist parliamentarism we will submit to its resolution. We do not believe that we succeed therein, but we declare that we will do nothing to bring about the failure of this work.

I hope that the next congress of the Communist International will not have to discuss the results of parliamentary action, but to acknowledge the victories of the Communist revolution in a great number of countries.

Should this not be possible I hope that Comrade Bukharin will be able to present us an account of communist parliamentarism less sad than the one with which he had to begin his report.

## 5 - SPEECH OF LENIN

Comrade Bordiga seems to have wanted to defend the Italian Marxists' point of view here, yet he has failed to reply to any of the arguments advanced by others Marxists in favour of parliamentary action.

Comrade Bordiga has admitted that historical experience is not created artificially. He has just told us that the struggle must be carried into another sphere. Is he not aware that every revolutionary crisis has been attended by a parliamentary crisis? True, he has said that the struggle must be carried into another sphere, into the Soviets. Bordiga, however, has himself admitted that

Soviets cannot be created artificially. The example of Russia shows that Soviets can be organized either during a revolution or on the eve of a revolution. Even in the Kerensky period, the Soviets (which were Menshevik Soviets) were organized in such a way that they could not possibly constitute a proletarian government. Parliament is a product of historical development, and we cannot eliminate it until we are strong enough to disperse the bourgeois parliament. It is only as a member of the bourgeois parliament that one can, in the given historical conditions, wage a struggle against bourgeois society and parliamentarism. The same weapon as the bourgeoisie employs in the struggle must also be used by the proletariat, of course, with entirely different aims. You cannot assert that that is not the case, and if you want to challenge it, you will have thereby to erase the experience of all revolutionary developments in the world.

You have said that the trade unions are also opportunist, that they, too, constitute a danger. On the other hand, however, you have said that an exception must be made in the case of trade unions, because they are workers' organizations. But that is true only up to a certain point. There are very backward elements in the trade unions too: a section of the proletarianised petty bourgeoisie, the backward workers, and the small peasants. All these elements really think that their interests are represented in parliament. This idea must be combated by work within parliament and by citing the facts, so as to show the masses the truth. Theory will have no effect on the backward masses; they need practical experience.

This was to be seen in the case of Russia too. We were obliged to convene the Constituent Assembly even after the victory of the proletariat, so as to prove to the backward proletarians that they had nothing to gain from that Assembly. To bring home the difference between the two, we had to concretely contrapose the Soviets and the Constituent Assembly and to show the Soviets as the only solution.

Comrade Suchy, a revolutionary syndicalist, advocated the same theory, but he had no logic on his side. He said that he was not a Marxist, so everything can be readily understood. But you, Comrade Bordiga, assert that you are a Marxist, so we must expect more logic from you. You must know how parliament can be smashed. If you can do it by an armed uprising in all countries, well and good. You are aware that we in Russia proved our determination to destroy the bourgeois parliament, not only in theory, but in practice as well. You, however, have lost sight of the fact that this is impossible without fairly long preparations, and that in most countries it is as yet impossible to destroy parliament at one stroke. We are obliged to carry on a struggle within parliament for the destruction of parliament. For the conditions determining the political line of all classes in modern society you substitute your revolutionary determination; that is why you forget that to destroy the bourgeois parliament in Russia we were first obliged to convene the Constituent Assembly, even after our victory. You say: «It is a fact that the Russian revolution is a case that is not in accord with conditions in Western Europe», but you have not produced a single weighty argument to prove that to us. We went through a period of bourgeois democracy. We went through it rapidly at a time when we had to agitate for elections to the Constituent Assembly. Later, when the working class was able to seize power, the peasants still believed in the necessity of a bourgeois parliament.

Taking account of these backward elements, we had to proclaim the elections and show the masses, by example and by facts, that the Constituent Assembly, which

was elected at a time of dire and universal need, did not express the aspirations and demands of the exploited classes. In this way the conflict between Soviet and bourgeois government became quite clear, not only to us, the vanguard of the working class, but also to the vast majority of the peasantry, to the petty office employees, the petty bourgeoisie, etc. In all capitalist countries there are backward elements in the working class who are convinced that parliament is the true representative of the people and do not see the unscrupulous methods employed there. You say that parliament is an instrument with the aid of which the bourgeoisie deceive the masses. But this argument should be turned against you, and it does turn against your theses. How will you reveal the true character of parliament to the really backward masses, who are deceived by the bourgeoisie? How will you expose the various parliamentary manoeuvres, or the positions of the various parties, if you are not in parliament, if you remain outside parliament? If you are Marxists, you must admit that, in capitalist society, there is a close link between the relations of classes and the relations of parties. How, I repeat, will you show all this if you are not members of parliament, and if you renounce parliamentary action? The history of the Russian revolution has clearly shown that the masses of the working class, the peasantry, and petty office employees could not have been convinced by any arguments, unless their own experience had convinced them.

It has been claimed here that it is a waste of time to participate in the parliamentary struggle. Can one conceive of any other institution in which all classes are as interested as they are in parliament? This cannot be created artificially. If all classes are drawn into the parliamentary struggle, it is because the class interests and conflicts are reflected in parliament. If it were possible everywhere and immediately to bring about, let us say, a decisive general strike so as to overthrow capitalism at a single stroke, the revolution would have already taken place in a number of countries. But we must reckon with the facts, and parliament is a scene of the class struggle. Comrade Bordiga and those who share his views must tell the masses the truth. Germany provides the best example that a Communist group in parliament is possible. That is why you should have frankly said to the masses: « We are too weak to create a party with a strong organization. » That would be the truth that ought to be told. But if you confessed your weakness to the masses, they would become your opponents, not your supporters; they would become supporters of parliamentarism.

If you say: « Fellow workers, we are so weak that we cannot form a party disciplined enough to compel its members of parliament to submit to it », the workers would abandon you, for they would ask themselves: « How can we set up a dictatorship of the proletariat with such weaklings? »

You are very naïve if you think that the intelligentsia, the middle class, and the petty bourgeoisie will turn Communist the day the proletariat is victorious.

If you do not harbour this illusion, you should begin right away to prepare the proletariat to pursue its own line. You will find no exceptions to this rule in any branch of state affairs. On the day following the revolution, you will everywhere find advocates of opportunism who call themselves Communists, i.e., petty bourgeois who refuse to recognise the discipline of the Communist Party or of the proletarian state. Unless you prepare the workers for the creation of a really disciplined party, which will compel its members to submit to its discipline, you will never prepare for the dictatorship of the proletariat. I think that this accounts for your unwillingness to admit that the repudiation of parliamentary

action by a great many of the new Communist parties stems from their weakness. I am convinced that the vast majority of the really revolutionary workers will follow us and speak up against your anti-parliamentary theses.

## 6 - REPLY OF BORDIGA

The objections of Comrade Lenin against the theses I have presented and against my arguments have raised very interesting questions, which I do not even want to touch here, and which are linked to the general problem of the Marxist tactics.

Without any doubt, parliamentary events and ministerial crises have a close connection with the development of the revolution and with the crisis of the bourgeois organization. But in order to be able to establish the forms through which the political proletarian action intervenes in events, considerations of method have to be applied, of the same kind as those which, before the War, already induced the Marxist left wing of the international socialist movement to ban participation in the governments and the parliamentary support of bourgeois cabinets, though these are doubtless means of intervening in the course of events.

The necessity of unifying the revolutionary thrusts of the working class, and of organizing them for the final aim of Communism, imposes tactics which are based on certain general rules of action, even if they may be considered too simple and not sufficiently elastic.

I believe that our present historical mission demands a new tactical position, i.e. the refusal of participation in parliament, which is no more a means of influencing events in a revolutionary sense.

The argument that the practical problem of a disciplined Communist parliamentary action has to be solved, because after the revolution it will be necessary to know how to organize and to be able to organize institutions of all kinds with people coming from bourgeois and petty-bourgeois strata, could also be invoked in order to advocate the usefulness of having socialist ministers under the rule of the Bourgeoisie.

At the moment I cannot go more thoroughly into this problem, and I limit myself to the declaration that I still hold the same opinion, and I am more than ever convinced that the Communist International will not succeed in achieving a really revolutionary parliamentary tactics.

Now, as it has been recognized that the theses which I present are based on purely Marxist principles and have nothing to do with anarchist and syndicalist arguments against parliamentarism, I hope that only those anti-parliamentarian comrades will vote for them, who accept the whole of them and their spirit, because they share the Marxist assertions which form their basis.

# Inde : « la révolution verte » annonce la couleur

L'Inde est un pays essentiellement agricole ; 70 % de sa population vit de la terre, et 15 % de la population restante a la culture pour second métier. La moitié des travailleurs de la terre sont des prolétaires (ouvriers agricoles) ou semi-prolétaires (paysans pauvres s'engageant comme ouvriers agricoles pour survivre). L'autre moitié de ces travailleurs sont soumis principalement à des rapports de type féodal (la fraction des produits qu'ils doivent verser à titre de redevance aux propriétaires fonciers représente de la moitié aux deux-tiers de leur production).

Comme nous l'avons souvent écrit, en Inde, non seulement le prolétariat mais aussi les masses paysannes souffrent à la fois du développement du capitalisme et de l'insuffisance de ce développement. Ce qui explique, entre autres, la domination des formes les plus arriérées du capital, le capital usuraire et le capital commercial. Endettés, les paysans sont souvent obligés de vendre leurs récoltes sur pied aux marchands-usuriers à des prix dérisoires ; plus tard ils devront leur racheter au prix fort de quoi survivre (1).

En 1960-61, selon une étude effectuée pour la fondation Ford (2), près de 36 % des familles rurales ne cultivent aucune terre ou cultivent moins de 0,2 ha. Les familles cultivant moins de 1 ha, soit 57,6 % des familles rurales, n'exploitent ensemble que 7 % du total des terres. A l'autre extrémité de l'échelle, 2,1 % des familles ont des exploitations de plus de 12 ha et exploitent ensemble près de

23 % du total des terres. Encore cette statistique à l'échelle du pays ne montre-t-elle pas les inégalités entre les diverses régions : au Punjab, par exemple, 45,7 % des familles ne cultivent aucune terre ou cultivent moins de 0,2 ha, 57 % des familles cultivent moins de 1 ha et exploitent ensemble 2,8 % du total des terres, alors qu'à l'autre extrémité moins de 4 % des familles exploitent plus de 27 % des terres. « Une très grande part des familles rurales, écrivent les auteurs, ne cultivent aucune terre ou en cultivent très peu, une toute petite fraction a des exploitations cultivées relativement grandes et contrôle une part disproportionnée du total des terres cultivées ». Selon les chiffres d'un autre article récent qui s'appliquent sans doute à la fin des années 1960, 47 % des familles paysannes ont seulement 1 acre de terre (0,4 ha) ; 22 % sont sans terres ; alors que 3 à 4 % sont des gros propriétaires (3).

---

(1) A titre indicatif, la dette rurale touchait en 1937 75 % de la paysannerie et s'élevait à 9 milliards de roupies (cité par R. Palme Dutt, *L'Inde, aujourd'hui et demain*, Paris (Ed. Sociales) 1957.

(2) V.M. Dandekar et Nilakantha Rath, « Poverty in India — Policies and Programmes — V : Land Policy », *Economic and Political Weekly* (Bombay), 9 janvier 1971 (traduction française dans *Problèmes politiques et sociaux* n° 200-201, 9 novembre 1973).

(3) *Le Monde diplomatique*, octobre 1974.

Les révoltes des masses paysannes que le parti du Congrès dut affronter dès le lendemain de l'indépendance de 1947, le poussèrent à promulguer des lois agraires qui eurent pour effet de faire éclater le cadre juridique formel de la grande propriété foncière de type féodal, tout en préservant les intérêts des « intermédiaires » (nom donné aux « zamindars », anciens collecteurs d'impôts, promus au rang de grands propriétaires fonciers par les Britanniques). Ces réformes agraires qui prévoient le rachat (4) n'ont pratiquement fait qu'aggraver l'oppression des masses paysannes, quelques paysans riches seulement pouvant en profiter. La fixation d'un plafond à la propriété foncière fut un simulacre, les grands propriétaires fonciers partageant leurs terres entre les membres de leur famille.

Le Congrès est en fait l'émanation et le défenseur des propriétaires fonciers s'alliant les riches paysans et les marchands-usuriers, qui font peser sur la paysannerie dans son ensemble, en tant que masse, le poids d'une évolution capitaliste « à la prussienne », par en haut. Par cette alliance le Congrès tente de réaliser une *transformation graduelle et par en haut* de la société indienne, une transformation qui éliminerait progressivement les structures anciennes prébourgeoises en *composant avec elles*, en empêchant toute intervention radicale et violente des masses populaires. Une telle politique, qui s'efforce de réduire au minimum les secousses et les troubles sociaux a déjà été parfaitement analysée par le marxisme : « Le développement bourgeois peut se poursuivre avec à sa tête la grosse propriété seigneuriale qui devient graduellement plus bourgeoise et remplace graduellement les procédés féodaux d'exploitation par des procédés bourgeois [c'est la voie à la prussienne N.d.R.] ; il peut de même se poursuivre

---

(4) « L'indemnité de rachat est un tribut imposé au développement social, un tribut payé aux possesseurs des latifundia féodaux. L'indemnité de rachat est la réalisation assurée par des méthodes bureaucratiques et policières, des procédés d'exploitation féodale sous la forme d'un « équivalent universel » bourgeois. » (Lénine, *Le programme de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907. Œuvres*, tome 13, p. 257.)

avec à sa tête de petites exploitations paysannes qui, par la voie révolutionnaire, éliminent de l'organisme social cette « excroissance » que sont les latifundia féodaux, pour se développer ensuite librement sans ces derniers en suivant la voie des fermes capitalistes [c'est la voie à l'américaine, à l'exemple des grands domaines esclavagistes du Sud des U.S.A. transformés, après expropriation, en petites exploitations bourgeoises. N.d.R.] » (5).

Nul doute que l'évolution capitaliste de l'agriculture indienne actuellement, non la voie révolutionnaire, par en bas, à l'américaine, mais la voie à la prussienne, « voie extrêmement lente et douloureuse pour les masses les plus vastes de la paysannerie et du prolétariat » selon l'expression de Lénine (6) ; cette voie subit de plus le poids de l'oppression impérialiste internationale (même si elle a dépouillé sa forme « brutalement » coloniale) sous sa forme économique (7) et politique : la collaboration des gendarmes de l'ordre capitaliste mondial, U.S.A. et U.R.S.S. en tête, au maintien de l'Etat indien des possédants.

Pour analyser la véritable nature de la « révolution verte », nous utiliserons les articles récents de deux auteurs indiens, intitulés respectivement *L'impact de la révolution verte sur les travailleurs sans terre* et *La révolution verte et les tensions*

---

(5) Lénine, *op. cit.*, p. 251.

(6) *Op. cit.*, p. 304.

(7) Dans une déclaration à une commission du Sénat américain, M. Hubert Humphrey exprimait parfaitement en 1957 la position de l'impérialisme américain devant les problèmes alimentaires qui découlent de la situation de l'agriculture indienne : « Si vous cherchez la façon d'amener les gens à faire appel à vous et à dépendre de vous, en termes de leur coopération avec vous, il me semble que la dépendance alimentaire est formidable » (cité dans *Le Monde diplomatique*, octobre 1974). Quant à l'U.R.S.S., l'examen des chiffres officiels de la balance des paiements de l'Inde montre que pour les trois années 1970, 1971 et 1972, les prêts faits à l'Inde lui ont rapporté plus de 60 millions de dollars d'intérêts (*International Monetary Fund, Balance of Payments Yearbook*).

*socio-économiques : le cas de l'Inde* (8). Selon le premier article, les deux caractéristiques de la « révolution verte » sont d'être « un changement brusque et fondamental » qui correspond au fait qu'« en moins d'une décennie et dans de nombreuses régions de l'Inde, les paysans se sont transformés en véritables exploitants agricoles ; ils ne pratiquent plus une agriculture de subsistance avec des outils datant de 3.000 ans et plus. Leur but est aujourd'hui d'arriver au maximum de profit en argent et pour cela ils emploient des outils et des techniques de l'âge industriel ».

Dans le second article, on peut lire que « la révolution verte » est « l'expression pittoresque, sinon tout à fait appropriée, par laquelle on désigne une série de percées technologiques en chimie-biologie agricole, réalisées ces dernières années dans de vastes régions pauvres du monde ». Ces progrès techniques ont « profondément modifié la tendance et la structure de la production agricole dans certaines de ces régions ».

Il y a donc introduction du capitalisme dans l'agriculture ; mais en lecteurs naïfs, nous pouvons nous demander si ce « changement brusque et fondamental » a eu lieu de façon étendue avec destruction des structures féodales de la propriété foncière, ou s'il est le fait de quelques paysans riches et des grands propriétaires fonciers se transformant en « junkers ». Assiste-t-on au développement d'une « économie fermière réellement libre » (Lénine) permettant un progrès maximum des forces productives, ou à une évolution lente entravée par les structures féodales ?

Le lecteur est tout de suite « rassuré » ; la « révolution verte » ne s'est manifestée que dans certaines zones : « En mettant les choses au mieux, c'est seulement un cinquième environ de la surface totale cultivée du pays qui se trouve concerné » (9). Dans l'ensemble, l'agriculture indienne a été peu touchée. Pour toute la période comprise entre 1949-50 et 1970-71, le progrès de la productivité agricole par acre a suivi le rythme de 1,66 % par an, alors que dans la partie de cette période antérieure à la « révolution verte », de 1949-50 à 1964-65, ce rythme était de 1,61 % par an. Pour la productivité des céréales, ces rythmes sont respectivement de 1,74 % et 1,63 % par an. « Ainsi la

révolution verte ne semble pas avoir modifié sensiblement le taux de croissance de l'agriculture dans son ensemble (ni celui des cultures céréalières) » (10). En ce qui concerne la culture la plus importante (en quantité), le riz, le taux de croissance du rendement par acre a été plus faible au cours des dernières années de la « révolution verte » qu'auparavant. Le blé est « à peu près la seule culture importante sur laquelle les progrès technologiques ont eu une influence notoire. Entre 1964-65 et 1970-71, le rendement de blé par acre a augmenté à raison de 7,5 % par an ». Nos auteurs sont donc bien obligés de reconnaître que « la révolution verte en Inde s'est donc traduite par le développement d'une culture bien déterminée » (11) et s'est concentrée dans une région relativement peu étendue dans le Nord de l'Inde (Punjab, Haryana, Ouest de l'Uttar Pradesh). Cette localisation fait que les répercussions de la « révolution verte », tant au niveau économique que social, ne sont pas très prononcées sur le plan national.

On voit donc que la « révolution verte » est loin de correspondre à un changement ample et radical. Mais à qui profite-t-elle ? Pourquoi n'y a-t-il que certaines cultures (pratiquement une seule, le blé) qui soient touchées ? Eh bien, nous explique l'auteur du premier article, il faut examiner les progrès « lents et constamment cumulatifs » qui se sont produits en Inde depuis l'indépendance. Avant 1947, le paysan indien était pauvre et illettré, sans défense devant les commerçants et les usuriers (pourquoi ne nous parle-t-on pas aussi des Zamindars ?) ; après 1947, il aurait soi-disant

---

(8) Partap C. Aggarwal, « Impact of Green Revolution on Landless Labour », *Economic and Political Weekly* (Bombay), 20 novembre 1971 (traduction française dans *Problèmes économiques* n° 1274, 31 mai 1972) ; Kalnapa et Pranab Bardhan, « La révolution verte et les tensions socio-économiques : le cas de l'Inde », *Revue internationale des sciences sociales* n° 3, 1973 (reproduit dans *Problèmes économiques* n° 1356, 23 janvier 1974).

(9) P.C. Aggarwal, *op. cit.*, (souligné par nous).

(10) K. et P. Bardhan, *op. cit.*

(11) *Ibid.*



acquis un pouvoir politique et une aide financière importante, de meilleures connaissances, etc... Voilà des choses bien vagues vraiment ; concernent-elles le *sort matériel* de la *masse* des paysans, ou uniquement les riches paysans et les grands propriétaires fonciers dont on se refuse à nous parler ? On croirait entendre les « cadets » de Russie en 1907 qui appuyaient la voie la meilleure du développement capitaliste en agriculture du point de vue de l'Etat existant (puisqu'ils considéraient le problème de la terre comme un problème uniquement administratif et non un problème politique), c'est-à-dire de l'Etat des féodaux, vantant le progrès technique et se posant en défenseurs de la propriété paysanne engluée dans les entraves féodales ; tout comme le fait aujourd'hui en Inde le parti Swatantra qui se veut l'apôtre de la libre entreprise et de la propriété privée, au nom de la lutte contre « le danger qui menace la terre et la famille ».

Selon le même auteur, une véritable mutation a été produite par l'adoption de techniques nouvelles par les masses (?) paysannes et par la création d'une infrastructure moderne, etc... ; maintenant, grâce à la « révolution verte », cela est possible, grâce à la fabrication des machines agricoles, à des ateliers de réparations, etc... (ex. du Ludhiana au Punjab). Mais on ne nous dit toujours pas à qui, à quels paysans ou propriétaires profitent ces progrès. On nous raconte uniquement que « dans les secteurs où un équilibre des pouvoirs s'est établi entre les différentes classes (?) et où en même temps la technologie moderne a été intégrée par les masses (?), la révolution verte s'est produite même sans l'aide du IADP [Institut pour le développement de la production agricole] ». Qu'est-ce que cet équilibre de pouvoirs ? Est-ce celui des propriétaires fonciers se transformant en junkers et celui des quelques paysans riches, qui étouffent la masse paysanne ?

Avant la « révolution verte », nous dit-on, les gros des cultivateurs pratiquaient l'agriculture sur de minuscules propriétés complétées par les terres louées aux grands propriétaires fonciers (moyennant fermage ou métayage), les ouvriers agricoles étaient dépourvus de terres et au service des propriétaires pour des tâches

spécialisées moyennant une rétribution fixe en nature (céréales) à chaque moisson (système « jajmani »), beaucoup de petits paysans travaillaient comme ouvriers agricoles pour un appoint de ressources. « Aux périodes où la demande de main-d'œuvre atteignait un maximum comme à l'époque des moissons, chaque adulte du village pouvait ainsi trouver du travail payé en nature ».

Que s'est-il passé avec la « révolution verte » ? Les petits paysans se sont-ils libérés des entraves de type féodal ? Y a-t-il eu une redistribution des terres avec expropriation des gros propriétaires fonciers, permettant un essor libre et rapide des forces productives ?

Bien sûr que non ; l'Etat des gros propriétaires fonciers et des paysans riches, des crapules de marchands et d'usuriers, ne pouvait le faire. Par la « révolution verte », l'orientation croissante vers l'économie de marché a entraîné l'élimination rapide de la demande des services traditionnels sur la base du troc (le système « jajmani » en est la première victime) (12) et les prix des fermages de la terre ont subi une hausse accentuée. Du fait des profits rendus possibles par la nouvelle technique et des rendements accrus de la culture de la terre, les propriétaires hésitent moins à congédier leurs fermiers pour récupérer leurs terres et s'essayer au faire-valoir direct avec l'aide de tracteurs. « Beaucoup de propriétaires qui, une génération auparavant,

---

(12) Cela n'est naturellement vrai que dans une certaine mesure. En raison de son caractère étroit et limité, la « révolution verte » est bien loin d'avoir totalement aboli les rétributions en nature dans les campagnes, comme le montre un récent article du *Monde* sur le Bihar : « Sans terres, ils [les intouchables] n'ont d'autres ressources que de travailler chez les propriétaires fonciers pour un salaire journalier de 2 kg de blé ; encore n'est-ce qu'un travail saisonnier qui ne les occupe et les nourrit que 100 à 130 jours par an. De sorte que leur revenu annuel équivaut à 300 roupies (180 F). Alors ils empruntent à leur propriétaire à des taux naturellement usuraires, et beaucoup incapables de jamais le rembourser, restent à sa merci » (*Le Monde*, 1-2 septembre 1974).

avaient loué la plus grande partie de leurs terres, sont devenus des agriculteurs capitalistes à l'esprit entrepreneurial » (13). Si le fermier n'est pas congédié, il paie un loyer plus élevé ou doit donner une plus grosse part de sa récolte; il est d'autre part constamment transféré d'une parcelle à une autre afin qu'il n'acquière aucun droit sur les terres qu'il cultive. Les lois censées protéger les fermiers, régler les loyers, etc..., sont impuissantes, et pour cause !

Les petits propriétaires, paysans pauvres, ne peuvent pas bénéficier des crédits, qui, théoriquement, doivent leur permettre de financer les investissements nécessaires au développement de la production, mais sont en fait limités par la surface des propriétés terriennes de l'emprunteur. Comme les sociétés coopératives de crédit et les instituts de crédit foncier exigent que le cultivateur puisse hypothéquer de 4 à 7 acres, la majorité des petits exploitants sont éliminés; nous pouvons remarquer que la majeure partie des cultivateurs de riz étant de petits exploitants, on comprend sans peine pourquoi la « révolution verte » se fait si peu ressentir dans la production de riz. Etant donnée l'exiguïté de leurs parcelles, les petits propriétaires ne peuvent ni obtenir de crédits (donc pas d'achat possible de nouveaux moyens de production), ni utiliser de façon rentable les moyens modernes lorsqu'ils peuvent les acheter (aucune rentabilité sur de minuscules parcelles). Les nombreux fermiers ou métayers qui ne font que cultiver une terre qui ne leur appartient pas ont les mêmes difficultés d'emprunt. On voit ici que les structures féodales sont un frein au développement des forces productives. D'autre part, vu les difficultés d'emprunt, les paysans pauvres sont d'autant plus soumis aux conditions usuraires que leur font les prêteurs de village, à des taux allant de 24 à 36 % par an.

Pour ce qui est des ouvriers agricoles, ils voient leur nombre augmenter chaque jour: les fermiers congédiés, les paysans expropriés, ruinés, viennent renforcer leurs rangs. Bien que la demande de main-d'œuvre augmente pour les battages et les moissons (vu l'accroissement des rendements), la mécanisation croissante (tracteurs, moissonneuses, batteuses) et l'emploi d'herbicides tendent à réduire la demande de main-d'œuvre et à

en changer la nature (recherche d'ouvriers agricoles qualifiés et permanents). La proportion des ouvriers agricoles dans la population active est passée de 15 % en 1961, à 25 % en 1971 dans tous les Etats de l'Inde. Le sous-emploi, le chômage sont permanents (emploi en moyenne moins de 200 jours par an pour les hommes, moins de 120 jours par an pour les femmes). L'abondance de main-d'œuvre permet aux employeurs d'aiguiser la concurrence entre les ouvriers agricoles des différents districts par « l'importation » de main-d'œuvre moins payée.

Bref, la « révolution verte » a fait empirer la situation des travailleurs agricoles et des paysans pauvres; c'est le tribut qu'ils ne peuvent manquer de payer à une transformation par en haut de l'agriculture dans le sens du capitalisme. Citons quelques chiffres donnant une idée de la situation des ouvriers agricoles dans l'Haryana, Etat situé au cœur de la « révolution verte »: « Pour un échantillon de 142 foyers agricoles en 1969-70, on a constaté que les jours de travail réels étaient d'environ la moitié du nombre total (maximal) de jours de travail possibles. L'indice du taux de salaire réel moyen de la main-d'œuvre agricole ne semble pas s'être amélioré dans l'Haryana entre 1963 et 1970. On a estimé également que le revenu d'environ 60 % des foyers d'ouvriers agricoles de l'Haryana n'atteignait pas le strict minimum du « seuil de pauvreté » (défini par la commission de la planification du gouvernement de l'Inde comme étant de 20 roupies, soit environ 2,75 dollars par personne et par mois) en 1969-70. Au niveau national, des calculs semblables concernant la population rurale totale montrent que le pourcentage des personnes vivant en-dessous de ce seuil de la pauvreté a augmenté de façon appréciable pendant les années soixante. Une majorité d'Etats participent à ce phénomène, y compris ceux où la « révolution verte » a fait d'importants progrès, ce qui donne à penser que la « révolution verte » n'a pas encore sensiblement contribué à atténuer la pauvreté des petits cultivateurs et des ouvriers non possesseurs des terres » (14).

---

(13) K. et P. Bardhan, *op. cit.*

(14) *Ibid.* (souligné par nous).

Un récent article du *Financial Times* était encore plus affirmatif : « Le nombre de paysans sans terre croît et atteint presque 30 % de la population agricole [à comparer avec le chiffre de 22 % cité au début de cet article pour la fin des années 1960. N.d.R.] ; avec leur augmentation, le chômage et la pauvreté empiront. [...] Selon les statistiques gouvernementales, 200 millions de personnes [sur 563 millions d'habitants en 1972. N.d.R.] vivent en-dessous du « niveau de pauvreté ». *Les pauvres deviennent inexorablement plus pauvres, et leur nombre croît* » (15).

L'aggravation de la situation des couches les plus vastes de la paysannerie explique la montée des tensions, les désordres, l'agitation qui règnent dans les campagnes. 62 cas d'agitation agraire étaient recensés entre 1967 et 1968 par le ministère de l'Intérieur indien, dont 51 dirigés contre les propriétaires fonciers par des fermiers et des ouvriers agricoles qui réclamaient :

- le relèvement des salaires agricoles ;
- la sécurité de l'emploi ;
- une forte part des récoltes ;
- la redistribution des terres.

Il est bien évident que l'exemple des agriculteurs nouvellement enrichis dans les régions où la « révolution verte » s'est produite concrétise les attentes et les aspirations de caractère *démocratique-révolutionnaire* des masses paysannes, qui voient leur situation matérielle se dégrader parallèlement à la prospérité croissante des grands exploitants bénéficiant de l'aide de l'Etat, des banques et des coopératives.

« En fait, comme l'a écrit la commission du plan elle-même dans un rapport publié en 1966, les législations agraires votées depuis l'indépendance par les Etats n'ont apporté aucun changement qualitatif des conditions de fermage, de métayage et de prêt. Alors que la production agricole n'augmente guère, le gouvernement a tenté de remplacer la véritable réforme agraire par un encouragement accru aux paysans aisés à travers la « révolution verte ». Mais celle-ci a développé à tel point les tensions sociales dans les zones rurales en accentuant les différences entre les couches de la population, qu'un rapport du minis-

tère de l'Intérieur a pu parler en 1969 d'une « situation explosive dans les campagnes » (16).

Il est bien évident pour nous communistes que l'Etat des grands propriétaires fonciers alliés aux paysans riches ne peut pratiquer qu'une politique « réformatrice » de transformation par en haut de l'agriculture dans le sens capitaliste, qui se traduit en fait par une augmentation de la misère des masses paysannes.

C'est bien pourquoi notre souhait est que ces poussées démocratiques-révolutionnaires se développent, jusqu'à renverser l'Etat des Zamindars et Cie pour instaurer une république démocratique, l'arène la plus favorable au *développement de la lutte des classes*, et pour réaliser une nouvelle répartition radicale des terres permettant *l'essor le plus rapide des forces productives*. La « révolution verte » est au contraire une réalité du progrès économique sur la base du maintien du pouvoir seigneurial et des intérêts seigneuriaux. C'est une voie extrêmement douloureuse pour les masses les plus vastes de la paysannerie et pour le prolétariat. Mais, comme Lénine l'écrivait à propos de la Russie, cette voie est la seule possible pour l'Inde capitaliste, « à moins que [souligne Lénine] ne triomphe la révolution agraire paysanne ». Et il faut bien reconnaître qu'en Inde les conditions objectives d'un mouvement radical des masses populaires sont réunies, avec le développement d'un prolétariat industriel relativement peu nombreux mais très concentré, et donc

---

(15) *Financial Times*, 21 octobre 1974 (souligné par nous).

(16) *Le Monde*, 16-17 décembre 1973. Selon le même article, un groupe de travail nommé par l'administration de New-Delhi a publié au début de 1973 un rapport où on peut lire : « Si le slogan « la terre à ceux qui la travaillent » doit vouloir dire quelque chose et doit être honnêtement appliqué, la terre devrait aller à ceux qui la cultivent, c'est-à-dire à ceux qui la labourent, l'ensemencent, repiquent, moissonnent, etc. Nous sommes cependant portés à penser que dans le contexte social, économique et politique actuel dans ce pays, une nouvelle législation ne sera pas promulguée et si elle est promulguée, elle ne sera pas appliquée ».

en mesure, *s'il existait une direction politique*, de prendre la tête d'une révolution démocratique bourgeoise *par le bas*, et même, hypothèse extrême, de la prolonger en une révolution prolétarienne.

C'est la raison pour laquelle notre soutien à un mouvement démocratique révolutionnaire indien radical et violent est dialectiquement lié à l'affirmation de la nécessité d'une indépendance totale, tant organisationnelle que programmatique, de tout le prolétariat indien, aussi bien industriel qu'agricole, qui doit tendre à prendre la *direction* de la révolution paysanne (qu'il peut *seul* mener de façon conséquente, jusqu'au bout) pour amorcer un processus de *révolution ininterrompue, en permanence*, qui prendrait rapidement une dimension internationale. Un tel parti prolétarien révolutionnaire ne pourrait que reprendre à son compte la perspective tracée par Lénine et les bolchéviks :

« Certes, la social-démocratie, comme parti du prolétariat international, parti qui s'assigne des objectifs socialistes universels, ne peut fusionner avec aucune époque d'aucune révolution bourgeoise, ne peut lier son destin à telle ou telle issue de telle ou telle révolution bourgeoise. Quelle que soit l'issue, nous devons demeurer un parti indépendant purement prolétarien, qui mène avec fermeté les masses laborieuses vers leur grand objectif socialiste. Nous ne pouvons donc prendre sur nous aucune garantie pour la solidité des conquêtes, quelles qu'elles soient, de la révolution bourgeoise, car le manque de solidité, le caractère de contradiction interne de toutes ses conquêtes est immanent à la révolution bourgeoise comme telle. L'« invention » de « garanties contre la restauration » ne peut être que le fruit d'un défaut de réflexion. Notre tâche est celle-ci : en rassemblant le prolétariat pour la révolution socialiste, soutenir toute lutte contre le vieux régime avec le plus d'énergie possible, défendre les meilleures conditions possibles pour le prolétariat dans la société bourgeoise en développement. De là il ressort nécessairement que notre programme social-démocrate dans la révolution bourgeoise russe ne peut être que la nationalisation du sol. Comme toute autre partie de notre programme, nous devons la mettre en relation avec des formes et un degré

déterminés des transformations politiques, car l'étendue de la révolution politique et agraire ne peut qu'être homogène. Comme toute autre partie de notre programme, nous devons la séparer strictement des illusions petites-bourgeoises, du bavardage d'intellectuels bureaucrates sur les « normes », de la rhétorique réactionnaire au sujet de la consolidation de la communauté ou d'une jouissance terrienne égalitaire. L'intérêt du prolétariat exige non pas l'invention d'un mot d'ordre particulier, d'un « plan » ou d'un « système » particulier pour telle ou telle révolution bourgeoise, mais uniquement l'expression *conséquente* de ses conditions objectives et l'épuration de ces conditions objectives, économiquement insurmontables, des illusions et des utopies » (17).

Lénine ajoutait qu'une révolution agraire radicale, *menée par le prolétariat organisé*, ne pouvait pas ne pas avoir des répercussions au niveau international : « En effet, imaginez concrètement ce que signifie dans la Russie contemporaine *« la révolution agraire paysanne »* avec *confiscation* de la grosse propriété foncière. Il est hors de doute que durant un demi-siècle le capitalisme s'est frayé un chemin à *travers* l'économie seigneuriale qui, assurément, est supérieure à l'économie paysanne actuelle par le niveau des récoltes (ce qui s'explique en partie par la meilleure qualité des terres seigneuriales), mais aussi par l'emploi d'instruments perfectionnés et d'assolements (herbes fourragères). Il n'est pas douteux que l'économie seigneuriale est rattachée par mille liens non seulement à la bureaucratie, mais aussi à la bourgeoisie. La confiscation porte atteinte à bien des intérêts de la grande bourgeoisie ; la révolution paysanne mène, comme l'a justement montré Kautsky, à la fail-

---

(17) Lénine, *op. cit.*, pp. 447-448. Il faudrait, bien entendu, une étude et une analyse beaucoup plus détaillée des structures de la propriété foncière, des revendications des masses paysannes et du degré d'évolution capitaliste de l'agriculture en Inde pour dire si le mot d'ordre le plus approprié est celui de nationalisation immédiate et sans indemnité de la terre ou celui de confiscation des seules terres des grands propriétaires fonciers.

lite de l'Etat, c'est-à-dire qu'elle porte atteinte aux intérêts, pas seulement de la bourgeoisie russe, mais de toute la bourgeoisie internationale. On conçoit dès lors que la victoire de la révolution paysanne, la victoire des petits bourgeois sur les seigneurs terriens et sur les grands bourgeois, demande un concours particulièrement favorable de circonstances, des hypothèses absolument singulières, « optimistes », du point de vue du philistin ou de l'historien borné, un déploiement gigantesque d'initiative paysanne, d'énergie révolutionnaire, de conscience, de bonne organisation, de riche création populaire. [...] Et comme la production marchande, loin d'unir et de centraliser la paysannerie, la décompose et la désunit, la révolution paysanne dans un pays bourgeois ne peut s'accomplir que sous la direction du prolétariat, chose de nature à dresser encore davantage la bourgeoisie la plus puissante du monde contre une telle révolution » (18).

Nous affirmons donc que l'aggravation des tensions sociales qui accompagne la « révolution verte » en Inde pose dans toute leur âpreté et leur brutalité les questions de classe qui impliquent la *destruction violente* de l'ordre social existant et qui, malgré un caractère inévitablement bourgeois, permettraient au prolétariat indien, en impulsant jusqu'au

bout la mobilisation des masses paysannes, de conquérir « le terrain en vue de la lutte pour une émancipation prolétarienne » (Marx) tout en bouleversant le *statu quo* international.

Il faut néanmoins préciser que la grandiose perspective de soudure entre le mouvement révolutionnaire prolétarien et les mouvements révolutionnaires démocratiques, telle qu'elle fut entreprise par la Révolution bolchévique, ne pourra se réaliser que le jour où, brisant la chape de plomb de la contre-révolution, le prolétariat se dressera à nouveau sur la scène de l'histoire sous la direction de son parti de classe international. Ainsi que nous l'écrivions récemment (19) : « L'énergie sociale qui s'accumule dans la poudrière indienne produira nécessairement, malgré la répression féroce, de nouvelles explosions, d'une importance capitale, et qui pourront secouer en retour les grandes métropoles impérialistes. Mais elle ne pourra abolir la « malédiction de la misère » que lorsque l'assaut convergent — sinon simultané — des masses populaires indiennes avec les prolétaires à leur tête, et des prolétaires des pays industriels avancés, dirigés tous deux par un parti communiste fidèle aux directives lumineuses de l'Adresse de 1851, du Second Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale, et du Congrès des Peuples d'Orient à Bakou, auront porté des coups décisifs à la domination capitaliste mondiale, dispersant en même temps les scories de l'oppression féodale et asiatique qui alourdisent encore le fardeau de l'exploitation bourgeoise ».

(18) *Op. cit.*, pp. 362-363.

(19) « Les mystères de l'Inde », *Le Proletaire* n° 177.

## Note de lecture

# Gramsci, Bordiga et... « Lotta continua »

On sait que la gauche française est prise depuis quelque temps d'un vif engouement pour Gramsci. En même temps que ses œuvres, divers essais et livres sont publiés sur le sujet, dont celui de Macciocchi, qui ne manque pas une occasion de présenter au public français les écrits de Gramsci comme « l'œuvre la plus haute de la pensée marxiste occidentale » (*Le Monde* du 12-12-74), et qui revendique, en partie à juste titre, un Gramsci proche du maoïsme.

En attendant la prochaine publication dans les colonnes de cette revue du chapitre du volume II de notre *Storia della Sinistra Comunista* (Histoire de la Gauche Communiste) consacré à Gramsci, « *L'Ordine Nuovo* » et « *Il Soviet* », nous voudrions revenir sur un article d'Adriano Sofri (leader du mouvement italien *Lotta Continua*) intitulé *Gramsci, Bordiga et les conseils turinois (1919-1920)* et récemment publié dans *Les Temps modernes* (Juin 1974).

Comparé à toute la littérature suscitée par le sujet, cet article présente deux différences notables. D'abord, il tente non de récupérer Gramsci, mais de le démolir du point de vue marxiste. D'autre part, les références à Bordiga et au courant de gauche, si elles ne brillent pas par l'originalité, sont tout de même un peu plus informées que d'ordinaire. Le porte-parole de la Gauche italienne y est présenté comme l'unique critique orthodoxe de la conception ordinoviste, même si l'article s'empresse de prendre ses distances par rapport à son soi-disant « fatalisme ». Toutefois, la compréhension

des positions de la Gauche est faussée par l'incapacité de *Lotta Continua* à rompre avec l'immédiatisme, et par sa conception faussée et confuse des rapports entre parti et classe. C'est pourquoi, comme nous allons l'indiquer brièvement, en sautant de 1919-1920 à 1945-1950 et à 1974, Sofri ne retire de sa plongée dans l'histoire qu'une critique incomplète de l'ordinovisme, un hommage stérile à la Gauche, et des leçons pour le présent qui restent infantiles.

Il faut indiquer au lecteur français que voir *Lotta Continua* brandir contre Gramsci l'accusation de « pré-marxisme », et se poser en champion de l'organisation en parti et de la nécessité de le construire, est au premier chef une surprise, quand on sait que ce mouvement, qui prônait une... *agitation continuelle* destinée à renverser par elle-même toutes les forces qui auraient bloqué la spontanéité ouvrière, consacrait hier une bonne partie de son activité théorique à la démolition ouverte du marxisme, et spécialement du léninisme et de *Que faire ?*. Sans doute l'échec d'un spontanéisme qu'en raison de sa base essentiellement étudiante on ne peut même pas identifier à l'économisme dénoncé dans *Que Faire ?*, a-t-il contraint ce mouvement à affronter après 1970 les problèmes théoriques qu'il avait d'abord dédaignés, et en particulier la question du parti.

S'il ne s'agit que de reconnaître dans le mouvement d'occupation des usines à Turin en 1919-1920 et les positions prises alors par Gramsci et l'*Ordine Nuovo* l'exemple de luttes ouvrières conduites

sans le moindre ancrage marxiste, et prises en tenaille entre l'économisme syndical d'une part, et le productivisme ordnoviste d'autre part, même l'historiographie courante (pour peu qu'elle ne soit pas à la dévotion exclusive du stalinisme et consacrée à la falsification des origines du Parti communiste) le met en évidence : voir les ouvrages de L. Cortesi (*Le Origini del PCI*) ou de G. Galli (*Storia del PCI*). Mais Sofri prétend en tirer des leçons politiques, les diffuser et... les exporter, et c'est pourquoi son interprétation mérite l'examen.

L'auteur entreprend dans son article l'analyse de deux courants « productivistes », l'un essentiellement proudhonien et prémарxiste, auquel se rattache la « démocratie des producteurs » prônée par *L'Ordine Nuovo* dans les années 20, l'autre fondé sur « la trinité socialisme-étatisation-productivisme », représenté par les leaders du PC italien et de la CGIL, les « Togliatti de la reconstruction », « Amendola du parti du travail », et « Lama du plan de développement ». Mais sa critique reste fort incomplète. D'une part, il se refuse à voir que les deux courants en question, même s'ils sont d'origines et d'inspirations idéologiques différentes, sont loin d'être inconciliables : au contraire, ils se touchent, se croisent, et se sont historiquement conciliés sans heurts précisément dans l'évolution politique d'un Gramsci, qui a fait le pont avec le stalinisme, interprète de la contre-révolution mondiale et de la dégénérescence des positions de classe. Que ses chantres le veuillent ou non, Gramsci est aussi bien le père spirituel d'Amendola que des nombreuses familles maoïstes qui se réclament de lui.

Mais surtout, l'ironie veut que, pour sa critique de l'idée gramscienne selon laquelle on peut construire la forme productive socialiste avant la conquête du pouvoir, Sofri lui-même parte d'un point de vue qui, examiné de près, est tout aussi « productiviste ». « La question de la production, de la manière de produire, écrit-il, est la pierre d'achoppement décisive qui différencie le révisionnisme et le communisme ». Certes, la « manière de produire » est essentielle (sinon, Marx n'aurait pas pris la peine d'écrire *le Capital*), mais avec Marx lui-même (voir la fameuse lettre à Weydemeyer), on doit

dire que la question essentielle n'est pas économique, mais politique : c'est la question du pouvoir, de la dictature du prolétariat et du chemin pour y parvenir (« organisation en classe et donc en parti politique », comme dit le *Manifeste du parti communiste*). Le révisionnisme s'emploie précisément à faire dévier la classe de ces objectifs, en dehors desquels on peut toujours bâtir n'importe quel rêve d'une nouvelle « manière de produire ». Bordiga remettait justement cette question à sa place centrale, en s'opposant à la thèse de *L'Ordine Nuovo* selon laquelle « le fait essentiel de la révolution communiste est la constitution de nouveaux organes de représentation du prolétariat, destinés à la gestion directe de la production ». Ce à quoi le *Soviet* répondait : « Au point où nous en sommes, c'est-à-dire au moment où l'Etat du prolétariat est encore une aspiration programmatique, le problème fondamental est celui de la conquête du pouvoir par le prolétariat, et plus précisément le prolétariat communiste, c'est-à-dire les travailleurs organisés en parti politique de classe, et décidés à instaurer la forme historique du pouvoir révolutionnaire, la dictature du prolétariat » (1).

Voilà la vraie pierre de touche du marxisme, dont *Lotta Continua*, malgré ses repentirs antispartanistes, continue à faire bon marché. Le reste de l'article confirme en effet que Sofri ne se fait aucune idée historique précise des conditions de constitution et de développement de ce parti dont il reconnaît de façon verbale et platonique le rôle indispensable. De là l'accusation de « fatalisme » qu'il lance contre Bordiga, sans d'ailleurs la soutenir par une argumentation sérieuse, en ne faisant que reprendre le vieil anathème par lequel les réformistes tentent de régler son compte à la position communiste.

Ce soi-disant fatalisme se serait manifesté dès 1914, face à la trahison chau-

---

(1) *Per la costituzione dei consigli operai in Italia (Pour la constitution des Conseils Ouvriers en Italie)*, III, *Il Soviet*, 1<sup>er</sup> février 1920. Republié dans notre *Storia della Sinistra Comunista*, vol. II, Edizioni Il Programma Comunista, Milan, 1973, pp. 284-285.

vine de la social-démocratie. Sofri oppose à Lénine qui « perçoit les conditions permettant une intervention révolutionnaire, qui utilise à son profit les contradictions provoquées par le conflit inter-impérialiste », « l'attentisme » de Bordiga qui « théorise la nécessité de tenir haut levé le drapeau de l'orthodoxie révolutionnaire en attendant que la tempête passe ». Autrement dit, Sofri ne se rend pas compte que l'existence du parti est une des conditions essentielles de l'intervention révolutionnaire. Nous avons montré dans le tome 1 de *l'Histoire de la Gauche Communiste* comment, si la Gauche comme courant marxiste rigoureux avait commencé à se dessiner dès avant 1914 sur le plan théorique, par exemple dans sa polémique de 1912 contre le culturalisme de Tasca (que l'on retrouve en partie chez Gramsci), il n'existait cependant jusqu'en 1918 dans le Parti Socialiste Italien rien de comparable à la fraction bolchévique organisée en Russie en opposition au reste du parti. Le retard relatif de la formation des PC européens est un des éléments déterminants de la défaite révolutionnaire mondiale des années 20, et la jeune Gauche communiste italienne en a inlassablement montré les dangers. Mais ce retard avait des causes matérielles et politiques complexes, qui ne pouvaient être surmontées par un simple bond volontariste. Le reproche qu'ont fait à Lénine en 1916 des gens comme Görter, de ne pas s'être séparé assez tôt de la Seconde Internationale, le reproche qu'ils feront plus tard à la Gauche italienne par rapport à la Troisième Internationale, découle, entre autres, d'une conception non matérialiste, purement intellectuelle et sectaire du parti, voué à un rôle de simple « conscience » du mouvement, et qui peut donc s'instaurer à volonté sur un coup de baguette magique. S'il est clair que pour Sofri aussi la formation du parti révolutionnaire et le développement de son influence sur les masses est quelque chose qui s'improvise, que penser des leçons d'intransigeance de quelqu'un qui s'empresse de remiser le « drapeau de l'orthodoxie révolutionnaire » en vue de jours meilleurs, pour se mettre, au nom d'une « dialectique » qui n'est que vulgaire pragmatisme opportuniste, à la remorque des organisations staliniennes, sous le prétexte avancé justement par les social-chauvins de 1914, de « ne pas s'isoler des masses » ?

Venons-en au premier après-guerre. Sofri, qui a « traversé », comme il dit, le « purgatoire de la lecture du vieux Bordiga » (avant d'accéder, sans doute, au paradis de l'éclectisme ?), et en particulier du second tome de la *Storia della Sinistra Comunista* portant sur la période 1919-1920, n'a pas l'excuse de l'ignorance pour reprendre la légende du « fatalisme » de la Gauche et du PC dirigé par elle, qui se serait figé dans « une conception statique du rôle du parti », lequel doit « se préparer dans l'attente du moment où le prolétariat descendra dans la rue animé de la volonté de la révolution » (interprétation de Sofri). Une fois accomplie à Livourne la nécessaire scission avec la droite et le centre du PSI, l'action du PC d'Italie dirigé par la Gauche a été centrée sur le renforcement du lien avec les masses, et, pour cela, sur l'établissement de directives tactiques précises permettant de donner une direction de classe conséquente à la fois à la lutte spontanée des ouvriers contre l'attaque du capital contre leurs conditions de salaire et d'emploi, et à la lutte contre l'offensive fasciste, lutte que la démocratie bourgeoise qui l'avait d'abord abritée et protégée était bien incapable de mener (2). Les *Thèses de Rome* de 1922, rappelaient notamment : « *L'œuvre de propagande idéologique et de prosélytisme continuellement accomplie par le parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale [...]* (Thèse 12).

« Non seulement le Parti communiste participe, comme il vient d'être dit, à la vie des organisations prolétariennes que les intérêts économiques réels engendrent naturellement ; non seulement il favorise leur extension et leur renforcement, mais il s'efforce de mettre en évidence par sa propagande les problèmes qui intéressent réellement les ouvriers et qui, dans le développement de la situation, peuvent donner naissance à de nouveaux orga-

(2) Voir à ce sujet « Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste », *Programme communiste*, n° 45 à 50.



nismes de lutte économique. Par tous ces moyens, le Parti élargit et renforce l'influence qu'il exerce sur le prolétariat par mille canaux, en mettant à profit toutes les manifestations et possibilités de manifestations dans la vie sociale» (thèse 15) (3).

Le PC d'Italie dirigé par la Gauche fut aussi le seul à appliquer telle qu'elle avait été préconisée au Troisième Congrès de l'Internationale la tactique du Front Unique appelé de façon en partie impropre Front Unique syndical, dans la mesure où il n'excluait nullement, au contraire, d'entraîner dans la lutte les inorganisés, tout en s'efforçant d'arracher à la direction réformiste les masses qui la suivaient encore, en montrant que même sur le terrain de la lutte immédiate et apparemment défensive, l'orientation de classe défendue par les communistes était plus efficace et plus «concrète» que les compromis et le sabotage réformistes.

Le troisième congrès de l'Internationale (1921), tout en poursuivant la lutte contre le réformisme, s'attaquera particulièrement au *fatalisme* des gauches «infantiles» allemande et hollandaise, à leur incapacité à constituer dans l'action quotidienne l'indispensable lien entre le parti et la classe, qui découlait de leur vision du parti comme une sorte de conscience «enregistrant» les efforts et éclairant l'assaut de masses «spontanément» révolutionnaires, et non comme l'*état-major* coordonnant et dirigeant les forces qui se dégagent dans la lutte multiforme contre le capital.

Cette conception de la révolution comme une «grande journée» pour laquelle le parti «sort» *in extremis* un programme révolutionnaire soigneusement tenu à l'abri des intempéries de la lutte quotidienne a été combattue *en théorie et en pratique* par la Gauche, en pleine convergence avec l'Internationale. Au Congrès de Marseille du Parti communiste français (décembre 1921), l'envoyé de l'Internationale chargé de montrer comment le mot d'ordre «Aux masses!» lancé par le troisième congrès n'était pas le reniement mais le prolongement concret des scissions de 1919-1920 dont s'étaient dégagées, mêmes imparfaites, les directions révolutionnaires, cet envoyé était précisément... le «fataliste» Bordiga. Contre

le purisme des jeunesses communistes (mais aussi contre les réformistes mal repentis, qui rêvaient de transformer le Front Unique en un simple accord électoral), il défendit le principe de la préparation révolutionnaire du parti communiste dans l'action quotidienne: «C'est au parti politique de classe qu'il appartient de conduire les masses, de ce point de départ que sont les exigences économiques et quotidiennes, jusqu'au sommet des nécessités politiques révolutionnaires, et ce n'est pas en méprisant les exigences immédiates du prolétariat, mais en assistant les ouvriers dans chacune des luttes qu'ils engagent. Les communistes disent qu'on n'arrivera pas, dans cette lutte, à un résultat définitif; mais, en révolutionnaires qu'ils sont, ils ne s'en tiennent pas à l'écart. Ils sont avec vous dans cette lutte pour vous pousser à poursuivre votre chemin jusqu'à la victoire...» (4).

Ce double effort de la Gauche — pour le caractère fermé et compact du parti au point de vue programmatique et organisationnel, pour le caractère ouvert, sans préalable sectaire, de son intervention dans les luttes — se poursuit jusqu'au Troisième Congrès du Parti Communiste d'Italie en 1926. Les *Thèses de Lyon* présentées par la Gauche (5) ne se bornent pas à la réfutation théorique des thèses centristes de Gramsci et Togliatti, de nouveau réunis. Elles contiennent des propositions concrètes pour continuer la lutte à la fois contre l'opportunisme et contre le fascisme, au moyen de «comités d'ouvriers et de paysans» ouverts à toutes les organisations de défense immédiate des travailleurs, que les *Thèses* définissaient, sans les confondre avec des Soviets, comme «l'expression d'une alliance locale et nationale de tous les exploités pour la défense commune».

Mais Sofri se montre fort discret sur ce qui se passe entre 1920 et 1945, et il abandonne Gramsci après une critique vague de son retour (au printemps 1920)

(3) *Défense de la continuité du programme communiste*, Editions Programme Communiste, pp. 45-46.

(4) Discours de Bordiga au Congrès de Marseille.

(5) Voir *Défense de la continuité du programme communiste*, pp. 81 sq.

à une conception du rôle prééminent du parti, conception qui « n'est qu'une resucée de la conception bordighiste, bien plus rigoureuse [est-ce une critique ?] du parti, un parti aussi ferme sur les principes et dans la « propagande » qu'étranger à l'idée d'une ligne de masse ».

Un des secrets de cette discrétion apparaît en feuilletant *Lotta Continua* de ces deux dernières années, où figurent des articles commémorant des vieux stalinien comme Pietro Secchia (connu pour sa position « dure » dans la Résistance, dont naturellement il acceptait toutes les implications de collaboration de classe), ou des extraits des interventions dans les manifestations ouvrières du « camarade Vidali », l'homme qui, pour ceux qui ne le sauraient pas, doit sa notoriété et sa carrière politique aux exploits accomplis sous le nom de Carlos Contreras, agent du NKVD, contre les organisations les plus combattives au cours de la guerre d'Espagne, et à sa participation directe à l'élimination d'Andrès Nin (sans parler du fait qu'il se trouvait au Mexique au moment de l'assassinat de Trotsky). On peut lire aussi des proclamations de *Lotta Continua* affichées lors des festivals de l'*Unità*, qui saluent les « camarades du PCI », et font l'éloge de l'« unité des prolétaires dans la lutte, dans le combat antifasciste pour le communisme ». On y trouvera aussi quelques conseils pratiques, comme celui de voter PCI pour ne pas faire de « choix sectaires et idéalistes » et ne pas s'exposer à l'accusation de « diviser sur le plan des choix institutionnels [!] le front populaire ». L'« orthodoxie révolutionnaire », on l'adore dans les petits comités des revues théoriques, ou, comme disait Rosa Luxemburg, le dimanche seulement ! Et l'on arrive au Congrès National de *Lotta Continua* en janvier 1975, au cours duquel Sofri a fini par déclarer, au sujet de la situation politique et militaire au Moyen-Orient et en Méditerranée : « Dans le programme ouvrier se soudent donc avec d'autant plus de force la vigilance et la mobilisation antifasciste et antiputschiste, la lutte contre le gouvernement Moro et le régime démocrate-chrétien, la crise, et la lutte

anti-impérialiste pour le retrait de l'Italie de l'OTAN, pour imposer une politique de neutralité active dans l'aire méditerranéenne. Il est clair que tous ces éléments se soudent en un programme de gouvernement du prolétariat qui voit dans la défaite historique de la démocratie chrétienne et dans sa propre capacité à conditionner et à vaincre [?] la soumission programmatique des révisionnistes aux équilibres internationaux la seule possibilité d'échapper aux frais [!] politiques et matériels que l'impérialisme US s'appête à nous faire payer » (*Lotta Continua*, 14 janvier 1975). Où est, dans ce salmigondis éclectique, l'« orthodoxie marxiste » invoquée contre Gramsci ? Ce que *Lotta Continua* reprend ici, sous une phraséologie étourdissante, ce sont les objectifs que défendait le PC italien il y a quelques années, et ce qu'elle propose, c'est de le « pousser » sur ces positions qu'il a abandonnées ! C'est donc le stalinisme, dont Gramsci a été, peut-être inconsciemment, l'un des premiers représentants en Italie qui, tout compte fait, sort sain et sauf de l'analyse de Sofri : il a eu ses erreurs, certes, mais c'est dans cette ligne que l'on peut insérer la « pensée de Mao » à laquelle *Lotta Continua* s'« intéresse » : c'était donc, après tout, un « mal nécessaire ». Qu'il ait éliminé le léninisme physiquement et sur le plan théorique et programmatique, ce n'est-là qu'un épisode éphémère !

L'article de Sofri se présentait entre autres comme une contribution au « stade actuel de clarification et de discipline théorique » de *Lotta Continua*, à son autocritique de la « sous-estimation du rôle de la formation politique des militants d'avant-garde » et de la « surestimation des tâches politiques confiées à l'organisation autonome des masses ». Mais en passant par le « purgatoire du vieux Bordiga », le leader de *Lotta Continua* ne s'est débarrassé ni d'une conception abstraite et incomplète du rôle du parti, ni du suivisme fondamental par rapport à l'opportunisme, qui condamnent toute critique de Gramsci à revenir, dans le sillage de Gramsci lui-même, à la traîne des Togliatti d'aujourd'hui.

# The International Communist Party

What distinguishes the International Communist Party is the integral reaffirmation of the Marxist doctrine — restored by Lenin and forming the basis of the foundation of the Third International — as the *only* and *compulsory* path to the emancipation of the working class and consequently to socialism.

This path has its beginning in the reality of the incurable antagonism between the productive forces and the bourgeois relations of production, which is the basis of the no less incurable antagonism between the capitalist class and the working class. It passes through the revolutionary destruction of the bourgeois state to the establishment of the proletarian dictatorship; this dictatorship is the instrument for defending the conquered power and repressing the attempts by the defeated class to reconquer it, and it also is the weapon for despotically intervening in the economy in order to initiate its transformation from capitalism to socialism.

The indispensable organ for preparing the working class for the revolutionary conquest of power and for the exercise of dictatorship after that conquest can only be the party. It has in its doctrine the general vision not only of communist society, the material basis of which is created by capitalism itself, but also of the historical path leading towards its realization; it embodies in its program the permanent, international interests of the class which is called upon to be the midwife of the new society; and it establishes, according to those aims and interests, its own invariant strategy, its own well-defined tactics and its own rigorously centralized organization. These strategy and tactics — the basic foundation of which was consistently defended in the West solely by the Communist Left (the founders of the Communist Party of Italy in 1921) in their struggle against the Stalinist deterioration of the International — are necessarily anti-democratic and anti-parliamentary, anti-gradualistic and anti-reformist, anti-collaborationist and anti-nationalist. They are therefore directly opposed not only to classic reformism but also to its Stalinist variety (whether it be « Russian » or « Chinese ») and to the related theorizations of socialism in one country, national peaceful ways

to socialism, interclass blocs, and democratic and antifascist popular fronts in peace or in war. On the other hand, they clearly differentiate themselves from the conceptions of a number of currents which recognize or pretend to recognize the necessity of revolutionary violence and of class dictatorship but which fall back, in their critic of Stalinism, into the negation of the central role of the communist party in the proletarian revolution; in negating this they destroy the basis for the proletariat's preparation of the revolutionary assault and for the establishment and exercise of the red dictatorship and of red terror.

The necessity of defending and proclaiming this monolithical construction — no part of which can be abandoned without the whole collapsing — is confirmed by the fall of the parties of the Second International into the *Union Sacrée* during the first imperialist war and into open democracy and ministerialism between the wars; it is also demonstrated by the catastrophe of the Stalinized Third International and by the world triumph of an imperialism in democratic clothing and of its pillar and policeman, the United States. The international vanguard of the proletariat, the single world Communist Party, can be recreated and reorganized only around this theoretical and programmatic construction, if a way is to finally be open out of the longest and most terrible counter-revolution of contemporary history.

## SOME PUBLICATIONS OF THE ICP

### ● HISTORY OF THE COMMUNIST LEFT

A comprehensive reappraisal of the formative process of a revolutionary Left wing within the Italian Socialist Party which gave rise to a definitely communist group. This group expressed the tendency which led towards the foundation of a party fulfilling all requirements established by the historical experience of Bolshevism and as stated by the Third International. Documentation is given supporting the essential statement that the theoretical and practical activity displayed by the real founders of the Communist Party of Italy, was a consistent application of some critical points of Marxist strategy and tactics — as restored by Lenin's work — to a specific and indeed typical western situation.

— In Italian :

— **Storia della Sinistra comunista** - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages, \$ 7 or £ 3.00.

— **Storia della Sinistra comunista** - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages, \$ 9 or £ 4.00.

— In French : Chapters 8 and 9 of volume 2, dealing respectively with « The Marxist Left of Italy and the International Communist Movement » and « The Second Congress of the Communist International » have been translated into French in nos. 58, 59 and 60 of our international theoretical review « Programme Communiste » — see the list of publications in French.

## ● THE FUNDAMENTALS OF REVOLUTIONARY COMMUNISM

The fundamentals of revolutionary communism defended against all anarchist and spontaneist deviations.

- **In English**: *The Fundamentals of Revolutionary Communism* - ref. A 1 - \$ 1.00 or 40 p.
- **In German**: *Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus* - ref. D 4 - \$ 2.00 or 80 p.
- **In Spanish**: *Los fundamentos del comunismo revolucionario* - ref. E 1 - \$ 1.00 or 40 p.
- **In Italian**: *I fondamenti del comunismo rivoluzionario* - ref. I 1 - \$ 1.80 or 70 p.
- **In Portuguese**: *Os fundamentos do comunismo revolucionario* - ref. P 3 - \$ 1.20 or 50 p.

## ● PARTY AND CLASS

Party and Class: the Theses on the Role of the Communist Party in the Proletarian Revolution Approved by the Second Congress of the Communist International (1920), and some contributions by the Communist Left on the relationship between party and class, such as «Party and Class» (1921), «Party and Class Action» (1921), «Proletarian Dictatorship and Class Party» (1951).

- **In English**: *Party and Class* - ref. A 2. in preparation
- **In French**: *Parti et classe* - ref. F 2 - \$ 2.00 or 80 p.
- **In German**: *Die Frage der revolutionären Partei* - ref. D 1 - \$ 1.00 or 40 p.
- **In Spanish**: *Partido y clase* - ref. E 3 - \$ 2.00 or 80 p.
- **In Italian**: *Partito e classe* - ref. I 4 - \$ 3.80 or £ 1.50.

## ● IN DEFENCE OF THE CONTINUITY OF THE COMMUNIST PROGRAMME

The theses of the Communist Left, of the Communist Party of Italy, and of the International Communist Party from 1920 up to today with a historical presentation and commentary. Includes: Theses of the Communist Abstentionist Fraction of the Italian Socialist Party (1920); Theses on the Tactics of the Communist Party of Italy (Theses of Rome, 1922); The Tactics of the Communist International — draft theses presented by the Communist Party of Italy at the Fourth World Congress (Moscow, 1922); Theses Presented by the Left at the Third Congress of the Communist Party of Italy (Lyon, 1926); Nature, Function and Tactics of the Revolutionary Party of the Working Class (1945); The Party's Essential Theses (1951); Considerations on the Organic Activity of the Party when the General Situation is Historically Unfavourable (1965); Theses on the Historical Task, the Action and the Structure of the World Communist Party (1965); Supplementary Theses on the Historical Task, the Action and the Structure of the World Communist Party (1966).

- **In French**: *Défense de la continuité du programme communiste* - ref. F 7 - \$ 3.50 or £ 1.50.
- **In Italian**: *In difesa della continuità del programma comunista* - ref. I 2 - \$ 3.00 or £ 1.20
- **In Portuguese**: The Party's Essential Theses of 1951 are published under the title: *Teses características do partido - Bases de adesão* - ref. P 1 - \$ 0.75 or 30 p.

● **LENIN'S « LEFT-WING COMMUNISM », A CONDEMNATION OF THE FUTURE RENEGADES**

An extensive commentary on Lenin's « Left-wing Communism, An Infantile Disorder », as an indictment of all future renegades.

- In French: *La « maladie infantile », condamnation des futurs renégats* - ref. F 5 - \$ 1.20 or 50 p.
- In Italian: *« L'estremismo, malattia infantile del comunismo », condanna del futuri rinnegati* - ref. I 5 - \$ 3.00 or £ 1.20.

● **COMMUNISM AND FASCISM**

A collection of basic writings of the Communist Party of Italy during the 1921-24 period (when it was led by the Left) in the struggle against fascism, which is defined not as a foe of parliamentary democracy but simply as the completion of it in its work of anti-proletarian repression; it characterizes fascism primarily by its effort to politically and economically unify and centralize the bourgeois system.

- In French: *Communisme et fascisme* - ref. F 1 - \$ 2.00 or 80 p.

See also the complete list of publications and periodicals on the back cover.

**ORDER FORM**

please return to  
EDITIONS PROGRAMME  
20, rue Jean-Bouton  
75012 PARIS - FRANCE

● **Please send me :**

- the following issues of « Programme Communiste » : .....
- the following publications : .....
- a yearly subscription to .....
- (please specify if closed mail) .....

● **Enclosed is a check of: payable to F. Gambini**

● **Name and address:**  
(capitals please)

# SOMMAIRES DES NUMÉROS DISPONIBLES DE « PROGRAMME COMMUNISTE »

**No 43-44 - Janvier-Juin 1969 (112 pages - 7 F)**

- Le « parti de la peur ».
- Le « gauchisme » n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste. (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit Frères : « Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme »).
- Théorie marxiste de la monnaie (I).
- Marxisme et science bourgeoise.
- Les conditions d'admission à l'Internationale Communiste.

**No 45 - Juillet-Septembre 1969 (84 pages - 4 F)**

- Luites partielles et lutte générale.
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, 1921-1924 (I).
- Théorie marxiste de la monnaie (II).

**No 46 - Octobre-Décembre 1969 (84 pages - 4 F)**

- Parti et organisations de classe dans la tradition de la Gauche Communiste.
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, 1921-1924 (II).
- La méthode du « Capital ».

**No 47 - Janvier-Mars 1970 (80 pages - 4 F)**

- Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte.
- Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM. Baran et Sweezy).
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, 1921-1924 (III).
- Bilan de l'automne chaud en Italie.

**No 48-49 - Avril-Septembre 1970 (108 pages - 7 F)**

- A bas la démocratie salariale et hiérarchique ! Vive le communisme !
- L'opportunisme à l'épreuve des luttes.
- Bilan politique du gauchisme.
- Impérialisme et sous-développement.
- Economie marxiste : principaux résultats du Livre I du « Capital ».

## BULLETIN DE COMMANDE

à retourner aux  
EDITIONS PROGRAMME  
20, rue Jean-Bouton  
75012 PARIS - FRANCE

● **Veillez me faire parvenir :**

— les numéros suivants de la revue .....  
« Programme Communiste » : .....

— les publications suivantes : .....

— un abonnement d'un an à .....  
(spécifier si pli fermé) .....

● **Ci-joint en paiement un chèque de :** ..... **à l'ordre de F. Gambini**

● **Nom et adresse :**  
(en capitales SVP)

- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, 1921-1924 (IV).
- Le stalinisme, cet anti-communisme.
- Amadeo Bordiga : une vie exemplaire au service de la révolution.

**No 50 - Octobre 1970 - Mars 1971 (72 pages - 4 F)**

- Guerre Impérialiste ou révolution mondiale.
- Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, 1921-1924 (V).
- **En mémoire d'Amadeo Bordiga : la Gauche Communiste sur le chemin de la révolution. I. Contre la social-démocratie réformiste et chauvine** (« Du principe à la méthode », 1913 ; « Contre les équivoques et les pièges du réformisme : l'illusion électoraliste », 1919 ; « A notre poste », 1914 ; « Ou élection ou révolution », 1919). II. Vers le parti communiste et l'Internationale révolutionnaire (Intervention au XVI<sup>e</sup> Congrès du Parti Socialiste Italien, Bologne 1919 ; Discours sur les conditions d'admission au 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, 1920 ; Discours au Congrès de Livourne du P.S.I., 1920).

**No 51-52 - Avril-Septembre 1971 (120 pages - 7 F)**

- La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses artisans ont voulu qu'elle soit.
- Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes.
- En Angleterre aussi le capital veut faire porter au prolétariat tout le poids de la crise nationale et l'opportunisme l'appuie.
- Trotsky et la Gauche italienne.
- **En mémoire d'Amadeo Bordiga : la Gauche Communiste sur le chemin de la révolution. III. Parti et Internationale** (« La tactique de l'Internationale Communiste », 1922).

**No 53-54 - Octobre 1971 - Mars 1972 (84 pages - 5 F)**

- Textes de la Gauche : Invariance historique du marxisme - Fausse ressource de l'activisme.
- Le Parti devant la question syndicale.
- Marxisme et « sous-développement ».
- **En mémoire d'Amadeo Bordiga : la Gauche Communiste sur le chemin de la révolution. IV. Défense du parti et de l'Internationale** (Discours au 5<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., 1924).
- Gorter, Lénine et la Gauche.

**No 55 - Avril-Juin 1972 (112 pages - 7 F)**

- Textes de la Gauche : Pour mettre les points sur les i.
- Marxisme et classes moyennes.
- M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois.
- **En mémoire d'Amadeo Bordiga : la Gauche Communiste sur le chemin de la révolution. V. Défense du parti et de la révolution d'Octobre** (Interventions au 6<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'I.C., février 1926).
- A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne.

**No 56 - Juillet-Septembre 1972 (84 pages - 4 F)**

- L'antifascisme démocratique : un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves.
- Sur Anton Pannekoek : Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes.
- **En mémoire d'Amadeo Bordiga : la Gauche Communiste sur le chemin de la révolution. VI. Reconstruction de la doctrine et du parti** (« Le renversement de la praxis dans la théorie marxiste », 1951). VII. Vers un nouvel assaut prolétarien (« Le Battilocchio » ; Motion de la Gauche sur « Education et Culture » au Congrès de la Jeunesse du P.S.I., Bologne, 1912 ; Le programme des Jeunes de la fraction communiste abstentionniste, 1920).

**No 58 - Avril 1973 (192 pages - 10 F)**

- La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme.
- Sur « Le Hasard et la Nécessité » : Comment Monsieur Monod terrasse la dialectique.
- **Histoire de la Gauche Communiste : la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international** (1. Deux légendes - 2. Ce que veut dire être d'accord avec les bolcheviks - 3. Les causes de notre désaccord sur la « question parlementaire » - 4. Causes de nos désaccords sur d'autres questions tactiques et nature de ces questions - 5. Les prémisses de la tactique communiste - 6. Théorie, principes, but final, programme, tactique - 7. Les questions de tactique pour nous et les bolcheviks - 8. Une ignoble légende : l'« opportunisme » léniniste - 9. Le jeu infâme des indépendants en Allemagne - 10. Le calvaire de Spartacus - 11. La confirmation historique de la fonction de la social-démocratie - 12. Le KAPD, ses théoriciens Pannekoek et Gorter, et nous - 13. Premières tentatives de contacts internationaux - 14. En manière de conclusion).
- **Appendice** : documents (Lénine, « Salut aux communistes italiens, français et allemands », 1920 ; lettre circulaire du C.E. de l'I.C. sur « Le Parlement et la lutte pour les Soviets », 1920 ; articles de 1920 de « Il Soviet » : « La lettre de Lénine », « Lénine et l'abstentionnisme », « La III<sup>e</sup> Internationale et le parlementarisme », « Le Parti communiste allemand », « La pensée du Parti indépendant allemand », « Les tendances au sein de la III<sup>e</sup> Internationale », « Lénine et le parlementarisme », « La situation en Allemagne et le mouvement communiste »).



**N° 59 - Juin 1973 (80 pages - 5 F)**

- Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats.
- **Histoire de la Gauche Communiste : le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste : un sommet et une croisée des chemins** (1. Prélude - 2. Premiers contacts avec des délégations ouvrières occidentales - 3. L'essentiel et l'accessoire du II<sup>e</sup> Congrès - 4. Un dur banc d'essai - 5. Le long du fil rouge : principes, tâches, perspectives - 6. Le long du fil rouge : Parti et Internationale - 7. Le long du fil rouge : le débat sur les principes, le programme et leurs applications tactiques : a) Thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne ; b) Conditions d'admission à l'Internationale Communiste).
- **Appendice** : Discours du délégué de la Fraction Communiste abstentionniste du P.S.I. sur les conditions d'admission à l'I.C.

**N° 60 - Septembre-Octobre 1973 (84 pages - 5 F)**

- **Histoire de la Gauche Communiste : le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste : un sommet et une croisée des chemins** - suite - (7. Le long du fil rouge : le débat sur les principes, le programme et leurs applications tactiques : c) Les partis communistes et le parlementarisme ; d) Le mouvement syndical, les conseils d'usine et d'entreprise et l'I.C. ; e) Conditions de constitution des Soviets ; f) Les questions nationale et coloniale ; g) La question agraire ; h) Les tâches de l'Internationale communiste et les Statuts - 8. Une pierre de touche : la question italienne - 9. Epilogue).
- **Appendice** : articles et documents de « Il Soviet », 1920 (« A propos du Congrès International Communiste » ; « Thèses sur la constitution des conseils ouvriers proposées par le C.C. de la Fraction Communiste abstentionniste du P.S.I. » ; « Le Contrôle syndical » ; « De Moscou à Florence » ; « La Fraction abstentionniste et le Congrès de Moscou »).
- Sur Paul Mattick : l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

**N° 61 - Décembre 1973 (44 pages - 3 F)**

- La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (I).
- Cours de l'impérialisme mondial.
- Note de lecture : Les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

**N° 62 - Mars-Avril-Mai 1974 (68 pages - 5 F)**

- Crise et révolution.
- La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (II).
- La « pensée de Mao », expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (I).
- La Gauche Communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.

**N° 63 - Juin-Juillet-Août 1974 (80 pages - 5 F)**

- Trajectoire du travailisme.
- Leçons des contre-révolutions.
- La « pensée de Mao », expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (II).
- Les « réformes agraires » des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la « révolution » tunisienne.
- Inflation, profits et salaires.

A partir du n° 64, « Programme Communiste » contient des articles en français et en anglais

**N° 64 - Octobre 1974 (88 pages - 6 F)**

- L'heure des petits-fils de Staline.
- The Historical Path of British Labourism.
- Cours de l'impérialisme mondial.
- **Marx - British Commerce.**
- **Marx - Le commerce britannique.**
- Sur le fil du temps : Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes.
- Les lauriers de la social-démocratie autrichienne : Otto Bauer ou la révolution chez les autres.
- The International Communist Party - Some Publication of the I.C.P.

**N° 65 - Décembre 1974 - Février 1975 (86 pages - 6 F)**

- A bas l'ancien et le nouveau contrat social.
- Party and Class.
- **Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne.**
- Le long du fil de l'histoire : sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations.
- Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine-Rosa Luxemburg : I. La question de l'autodétermination.
- The Conditions of Admission to the Communist International.
- Cours de l'impérialisme mondial : les développements de la concentration capitaliste.

## **programme communiste/communist program**

**revue Internationale trimestrielle**

Le numéro: 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 5 FS - 50 Esc.

Price per copy: 60 p. - \$ 1.25

Abonnement annuel: 24 F - 240 FB - 3.600 Lires - 16 FS - 120 Esc.

## **le prolétaire**

**Journal bi-mensuel / bi-monthly**

Le numéro: 1 F - 10 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel: 20 F - 200 FB - 2.500 Lires - 14 FS

## **il programma comunista**

**Journal bi-mensuel / bi-monthly**

Le numéro: 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS

Abonnement annuel: 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

## **el programa comunista**

**publication trimestrielle / quarterly**

Le numéro: 2 F - 20 FB - 300 Lires - 1.50 FS

Abonnement annuel: 8 F - 80 FB - 1.200 Lires - 6 FS